



SCHWEIZER GEMEINDE COMUNE SVIZZERO VISCHNANCA SVIZRA COMMUNE SUISSE

Zeitschrift für Gemeinden und Gemeindepersonal | Revue pour Communes et leur personnel
Rivista per Comuni e i loro impiegati | Revista per Vischnancas e ses personal



ZWEITWOHNUNGEN, UNSER FOKUS IM MÄRZ
RÉSIDENCES SECONDAIRES, NOTRE POINT FORT EN MARS
RESIDENZE SECONDARIE, IL TEMA CENTRALE DEL MARZO



Platzprobleme? Wir bieten Lösungen.

Effiziente und kostengünstige Möglichkeiten
(Miete, Kauf und Leasing):

- Schulen, Kindergärten, Kindertagesstätten
- Gruppenräume, Klassenzimmer und Werkräume
- Sanitär-, Sport- und Umkleieräume
- Büro- und Verwaltungsgebäude

3 Editorial

Lokale Wertschöpfung
Création de valeur à l'échelle locale
Creazione di valore locale

7 SGV/ACS

Postagenturen: Gemeinden nicht vor
Fait accompli stellen
Agences postales: Ne pas mettre les communes devant le fait accompli
Agenzie postali: no al fatto compiuto per i comuni

10 Beschaffungen: Gemeinden und KMU

Nicht nur der Preis soll bei öffentlichen Beschaffungen als Auswahlkriterium im Zentrum stehen, sondern auch Faktoren wie Wirtschaftlichkeit, Regionalität und Nachhaltigkeit, fordert die KMU-Wirtschaft.

18 Nachhaltige Beschaffung: Gemeinde-Survey

Eine Umfrage bei 148 Gemeinden zeigt, dass der politische Wille zur nachhaltigen Beschaffung vorhanden ist. Bei der Umsetzung aber hapert es.

26 Fokus Zweitwohnungen

Wie hat das Berggebiet auf die Zweitwohnungsinitiative reagiert, was soll es tun, was lassen?

27 Point fort: résidences secondaires

Comment les régions de montagne ont-elles réagi à l'initiative sur les résidences secondaires?

33 Leventina

Trasformare i letti «freddi» in letti «caldi»

42 Wohnungsinventar

Ende März veröffentlicht das Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) zum ersten Mal die Wohnungsinventare der Gemeinden.

43 Inventaire des logements/Inventari delle abitazioni

Fin mars, l'Office fédéral du développement territorial publiera pour la première fois l'inventaire des logements des communes.
A fine marzo 2017 l'Ufficio federale dello sviluppo territoriale pubblicherà per la prima volta gli inventari delle abitazioni dei comuni.

63 Sozialhilfe

Wann gibt es nach der Geburt eines Kindes eine Pflicht zur Aufnahme einer Tätigkeit?

 Schweizerischer Gemeindeverband

 @CH_Gemeinden

14

Nachhaltigkeit

Die Revision des Bundesgesetzes über das Beschaffungswesen räumt neu der Nachhaltigkeit eine zentrale Stellung ein. Aktuell ist das Kriterium Nachhaltigkeit höchst selten von Belang, wie Matthias Stürmers Analyse zeigt.



52

Anako Lodge

A La Forclaz, sur la commune d'Evolène (VS), six raccards voués à la démolition y ont été transposés et transformés en résidences de vacances. Nous présentons le projet de l'architecte Olivier Cheseaux.

60

Radikalisierung

Mehrere junge Erwachsene aus Winterthur haben sich in den letzten Jahren der Terrormiliz Islamischer Staat (IS) angeschlossen. Urs Allemann leitet die neue Fachstelle, die weitere Radikalisierungsfälle verhindern soll. Ein Besuch.



Titelbild/Couverture

Die Maiensässe von Olivier Cheseaux/Les Mayens d'Olivier Cheseaux
Bild/photo: Olivier Maire, Anako Lodge

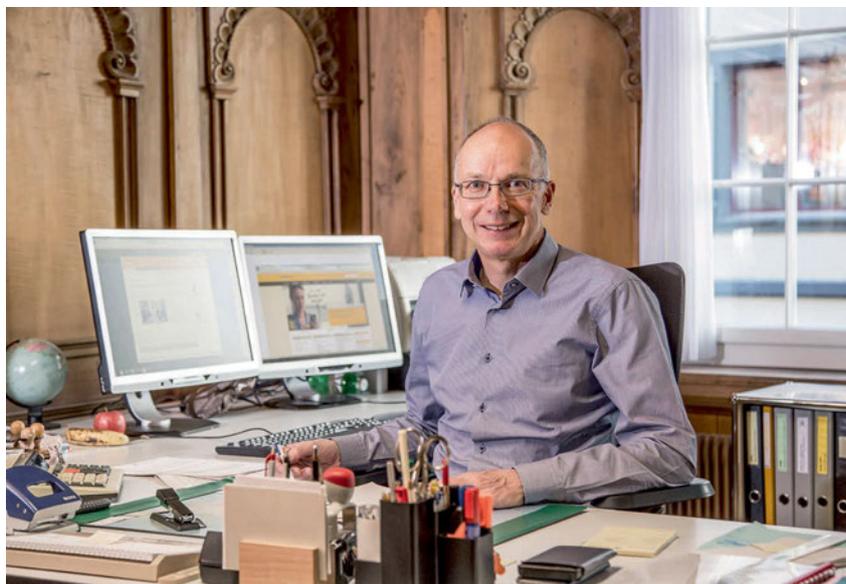
Der offizielle, neutrale Versicherungsberatungsdienst des Schweizerischen Gemeindeverbandes

trees T +41 31 340 37 47
mail@trees.ch

L'e-facture facilite le trafic des paiements

Depuis 2013, la ville de Coire va avec son temps: elle émet et reçoit ses factures par voie électronique.

Dans le cadre de sa stratégie d'e-government, la Confédération exige que les administrations utilisent l'e-facture dès 2016. Ce n'est pas un problème pour la ville de Coire. «Depuis 2013, nous recevons des e-factures», explique Albin Bislin, responsable de la comptabilité à Coire. «Nos fournisseurs ne proposent pas encore tous l'e-facture, mais nous élargissons constamment le cercle.»



Albin Bislin, responsable de la comptabilité pour la ville de Coire, apprécie l'e-facture en tant qu'émetteur et destinataire.

De nombreux avantages pour tous

Coire établit des e-factures depuis avril 2013. Pour A. Bislin, les avantages sont évidents: «C'est plus simple et plus efficace pour les clients et nous bénéficions d'une solution rapide et sécurisée.» Comme des données telles que le montant ou le numéro de référence sont préenregistrées, il y a moins d'erreurs. De plus, les rappels ont diminué grâce à la saisie des délais de paiement.

La voie vers l'e-facture

Plusieurs facteurs ont motivé l'introduction de l'e-facture. «D'une

part, nous connaissons l'e-facture dans le privé et, d'autre part, nos clients et nos fournisseurs de logiciels nous en avaient parlé», explique A. Bislin. «Comme nous nous apprêtons à actualiser nos offres, nous avons voulu sauter le pas.»

Mise en place avec PostFinance

Pendant que le service informatique démarchait les fournisseurs de logiciels, A. Bislin a pris contact avec son conseiller PostFinance. «Nous utilisons différentes offres de PostFinance et nous nous sentons entre de bonnes mains.

Grâce à son soutien et à l'engagement de nos informaticiens, la migration s'est faite rapidement et simplement.»

Des réactions positives

L'introduction de l'e-facture par la ville de Coire a été très bien reçue. «Près de 1500 de nos clients sont passés à l'e-facture et beaucoup ont salué notre modernité.» Si c'était à refaire, A. Bislin choisirait la même voie. «L'expérience est positive sur toute la ligne.»

TWINT – la solution de paiement mobile

Tout comme l'e-facture, TWINT facilite les paiements, et ce en permettant de payer avec un smartphone. Votre administration a tout à y gagner: inscrivez-vous dès maintenant sur www.twint.ch/clients-commerciaux, téléchargez la version commerçants de l'application et offrez une valeur ajoutée à vos clients.

PostFinance SA
Conseil et vente
Clients commerciaux
Tél. +41 848 848 848
www.postfinance.ch/e-facture



Lokale Wertschöpfung

Am 21. Mai werden die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über die Energiestrategie 2050 bestimmen können. Der Schweizerische Gemeindeverband (SGV) hat die Ja-Parole beschlossen, weil er überzeugt ist, dass die Förderung von erneuerbaren Energien die lokale Wertschöpfung in hohem Masse stärkt. Die «Schweizer Gemeinde» wird sich in der nächsten Nummer mit Fragen rund ums Thema Energie beschäftigen.

Um lokale Wertschöpfung geht es aber auch in dieser Ausgabe. Beim Thema «Zweitwohnungen» scheiden sich die Geister von jeher. Wie lässt sich die touristische Wertschöpfung in den alpinen Regionen auf längere Sicht steigern oder mindestens halten? Die Zweitwohnungsinitiative bedeutet in dieser Frage eine Zäsur. Mit Peter Bodenmann und Thomas Egger legen zwei prominente Vertreter des Berggebiets ihren Standpunkt dar.

Schliesslich dreht sich auch bei einem weiteren

Thema dieser Ausgabe vieles um den Wunsch nach mehr Berücksichtigung lokaler Interessen. Genau wie die Problematik der Zweitwohnungen werden auch die öffentlichen Beschaffungen immer wieder heiss diskutiert. Der SGV begrüsst es, wenn bei der Auswahl von Anbietern vermehrt auf lokale Unternehmen gesetzt werden kann. Dies ist oft nicht nur für die lokale Wertschöpfung, sondern generell in Bezug auf ökologisch optimierte Beschaffungen sinnvoll. Rechtliche Vorgaben, die diese Zielsetzungen behindern, sind aus Sicht des SGV zu eliminieren. Und: Das Kriterium Preis sollte dringend relativiert werden. Denn die günstigsten Angebote können die Gemeinden über einen ganzen Lebenszyklus betrachtet plötzlich sehr teuer zu stehen kommen ...

Wir wünschen Ihnen eine spannende Lektüre.



Création de valeur à l'échelle locale

Le 21 mai prochain, les électeurs et électrices pourront se prononcer sur la Stratégie énergétique 2050. L'Association des Communes Suisses (ACS) recommande d'opter pour le «oui» car elle est convaincue que la promotion des énergies renouvelables est fortement créatrice de valeur à l'échelle locale. D'ailleurs, le prochain numéro du magazine «Commune Suisse» sera largement consacré à des dossiers en lien avec l'énergie.

Dans l'édition actuelle, c'est aussi de la création de valeur locale dont il est question. Le dossier des «résidences secondaires» divise les esprits depuis

toujours. Comment peut-on accroître (ou pour le moins préserver) la valeur ajoutée touristique à long terme dans les régions alpines? C'est là une interrogation pour laquelle l'initiative sur les résidences secondaires a marqué un vrai tournant. Peter Bodenmann et Thomas Egger, deux éminents représentants des régions de montagne, nous livrent

leur point de vue en la matière. Enfin, l'édition actuelle fait une large place à un autre thème important, qui tourne autour de l'aspiration à une meilleure prise en compte des intérêts locaux. A cet égard, les marchés publics constituent un sujet qui fait tout autant débat que la problématique des résidences secondaires. Pour l'ACS, il serait souhaitable de pouvoir miser davantage sur des entreprises locales lors de la sélection des fournisseurs. Il ne s'agit pas seulement de favoriser ainsi la création de valeur locale mais aussi, bien souvent, d'œuvrer globalement à une optimisation des modes d'approvisionnement sur le plan écologique. L'ACS estime donc qu'il faudrait supprimer les prescriptions légales qui font obstacle à la réalisation de ces objectifs, mais aussi qu'il est urgent de relativiser le critère du prix: quand elles sont considérées sur un cycle de vie complet, les offres les plus avantageuses peuvent s'avérer soudainement extrêmement coûteuses pour les communes ...

Nous vous souhaitons une agréable lecture de notre magazine.

Creazione di valore locale

Il 21 maggio l'elettorato si esprimerà sulle sorti della Strategia energetica 2050. L'Associazione dei Comuni Svizzeri (ACS) raccomanda di votare «sì», essendo convinta che la promozione delle energie rinnovabili rafforza in modo consistente la creazione di valore locale. Nel suo prossimo numero, la rivista «Comune Svizzera» esaminerà varie questioni legate al tema energia.

Anche in questo numero si parla di creazione di valore locale. Sul tema «residenze secondarie» le opinioni sono da sempre divise. Come si può accrescere, o almeno mantenere, a lungo termine il valore aggiunto del turismo nelle regioni alpine? In questo campo, l'iniziativa sulle abitazioni secondarie costituisce una cesura. Peter Bodenmann e Thomas Egger, due esponenti di spicco delle regioni montane, illustrano i loro punti di vista.

E per finire, anche un altro tema di questo numero è legato al desiderio di una maggiore attenzione per gli interessi locali. Proprio come la tematica delle residenze secondarie, anche quella degli appalti pubblici è sempre fonte di accese discussioni. L'ACS è favorevole a che, nella selezione degli offerenti, si possa maggiormente puntare su aziende locali. Infatti, spesso non sarebbe solo meglio per la creazione di valore locale, ma anche, in generale, in termini di acquisti ottimizzati sul piano ecologico. Secondo l'ACS, le direttive legali che ostacolano questi obiettivi vanno eliminate. E, non da ultimo, si dovrebbe urgentemente relativizzare il criterio del prezzo. Se si considera l'intero ciclo di vita, le offerte più economiche possono d'un tratto rivelarsi molto care per i comuni...

Vi auguriamo una piacevole lettura.

Reto Lindegger
Direktor/directeur/direttore

50 JAHRE ANS ANNI
COMUNITAS

**Vivez le présent
nous nous occupons de l'avenir**

Comunitas
Fondation de prévoyance
Bernastrasse 8 · 3000 Berne 6
Téléphone 031 350 59 59
www.comunitas.ch

COMUNITAS

VORARBEITER

FAGSI Mietcontainer für Baustelleneinrichtungen.

Schnell.
Flexibel.
Effizient.
www.fagsi.ch

FAGSI
MOBILE RÄUME

Wurde von Not erdrückt.

Wurde von Sorgen erdrückt.

Drückt die Schulbank.

Schulbildung für Buben und Mädchen, gut ausgebildete Lehrerinnen und Lehrer und moderne Berufsbildungsprogramme. So verändern wir Leben von Menschen – und zwar grundlegend. helvetas.ch/mithelfen

Für echte Veränderung
HELVETAS

**DIE GANZE POWER.
HÖRBAR LEISER.**

AKKU-SYSTEM
Kompatibler Lithium-Ionen-PRO-Akku
Leistungsstark
Geräuscharm
Ergonomisch und handlich
Exklusiv bei Ihrem Fachhändler

AKKU POWER

Die volle Ladung STIHL.

Abgasfrei, leise und uneingeschränkt. So erledigen Sie in Zukunft Ihre Arbeiten rund ums Haus und im Garten. Wie das geht? Die 20 Kraftpakete werden von starken Lithium-Ionen-PRO-Akkus angetrieben welche in 5 verschiedenen Stärken erhältlich sind. Die Akkus passen dank des Baukastenprinzips universell zu allen Akkugeräten der Linie Lithium-Ion-PRO von STIHL und VIKING. Neugierig? stihl.ch

STIHL®

Ne pas mettre les communes devant le fait accompli

Lorsque La Poste a l'intention de fermer des offices postaux, la négociation avec la commune ne doit pas tourner au simple alibi. L'Association des Communes Suisses (ACS) exige de plus que La Poste finance à 100% les solutions des agences.

L'ACS s'est engagée face à La Poste lors d'une audition devant la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national pour une prise en compte des communes d'égal à égal et pour davantage de marge de manœuvre lors de l'adaptation de la réglementation d'accessibilité. L'ACS est consciente du fait que La Poste se trouve face à de gros défis dus aux mutations sociales et technologiques. De concert avec le Groupement suisse pour les régions de montagne, elle a donc pris l'année dernière le leadership de la campagne contre l'initiative trompeuse et nuisible «Pro Service Public». Malgré cela, l'ACS est d'avis qu'une action est nécessaire au vu du développement du réseau d'offices postaux et des solutions envisagées, car les communes sont particulièrement concernées.

Une exigence déjà remplie

Une exigence centrale de l'ACS est que les critères d'accessibilité soient vérifiés et qu'il puisse être accordé plus de poids

aux spécificités régionales. La commission a déjà accepté cette exigence et va un pas plus loin. Avec 20 voix contre 2 et 2 abstentions, elle a décidé d'une motion visant à ancrer désormais à 20 minutes l'accessibilité des prestations postales et le trafic des paiements au niveau régional. Du point de vue de l'ACS, d'autres critères spécifiques devront ensuite être pris en considération selon les régions, par exemple des facteurs topographiques, les connexions en transports publics et l'évolution démographique resp. la part des personnes âgées dans la population.

Se rencontrer d'égal à égal

Ce qui préoccupe le plus les communes est la procédure de fermeture en elle-même. Du point de vue de l'ACS, bien des choses ne tournent pas rond dans ce domaine. Cela contribue à une mauvaise ambiance face à La Poste au niveau communal. L'art. 14 al. 6 de la Loi sur La poste prévoit que la Poste consulte les autorités des communes concernées

avant la fermeture ou le transfert d'un point d'accès desservi et essaie de trouver une solution à l'amiable. En pratique cependant, les communes sont posées devant le fait accompli, et les négociations avec La Poste ne sont qu'un simple alibi. Mais il faut que les autorités communales soient impliquées dès le début dans le processus alors que le résultat n'est pas encore déterminé. L'ACS exige donc que La Poste et les communes se rencontrent d'égal à égal.

Du point de vue de l'ACS, la solution agences n'est pas suffisamment réfléchie. Il n'est pas acceptable que la commune doive se charger d'une responsabilité qui devrait revenir à La Poste. Et les solutions de la commune resp. des agences doivent être financées à 100% par La Poste. Par ailleurs, il faudrait au stade actuel prendre la décision de principe de savoir si La Poste doit être forcée d'offrir à l'avenir un certain réseau d'offices postaux exploités en propre. Dans quelques années, cela pourrait être trop tard. *pb*

L'équipe de l'ACS se renforce

Début février, deux nouveaux collaborateurs sont venus renforcer l'équipe du bureau. Andreas Müller est actif pour l'ACS à temps partiel sur la base de mandats dans le domaine politique. Il était auparavant directeur adjoint du Think Tank Avenir Suisse. Le système de milice suisse représentait un point fort de son travail. Lors de précédentes fonctions, ce géographe a travaillé en tant que collaborateur personnel du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann et comme conseiller en communication des conseillers fédéraux Pascal Couchepin et Didier Burkhalter. Ses hobbies sont le jogging et la lecture.

Céline Hoppler est la nouvelle graphiste de la «Commune Suisse». Elle a terminé sa formation de polygraphe en 2012 et a fait ensuite une formation continue de typographe en communication visuelle



Andreas Müller



Céline Hoppler

Photos: Nicole Hametner

en accompagnement. Ses hobbies sont la danse, la cuisine et la lecture. L'équipe du Bureau de l'ACS se réjouit de colla-

borer avec Andreas Müller et Céline Hoppler.

pb

Postagenturen: Gemeinden nicht vor Fait accompli stellen

Wenn die Post beabsichtigt, Poststellen zu schliessen, darf die Verhandlung mit der Gemeinde nicht zur Alibiübung verkommen. Der SGV fordert zudem, dass die Post Agenturlösungen zu 100 Prozent ausfinanziert.

Der Schweizerische Gemeindeverband (SGV) hat sich in einer Anhörung der Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen des Nationalrats gegenüber der Post für einen Einbezug der Gemeinden auf Augenhöhe und für mehr Spielraum bei der Erreichbarkeitsregelung eingesetzt. Der SGV ist sich bewusst, dass die Post mit dem gesellschaftlichen und technologischen Wandel vor grossen Herausforderungen steht. Er hat deshalb im vergangenen Jahr gemeinsam mit der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete den Lead in der Kampagne gegen die irreführende und schädliche Initiative «Pro Service Public» übernommen. Nichtsdestotrotz sieht der SGV bei der Entwicklung des Poststellennetzes wie auch bei den Agenturlösungen Handlungsbedarf, da die Gemeinden hier besonders stark betroffen sind.

Eine Forderung bereits erfüllt

Eine zentrale Forderung des SGV ist, dass die Erreichbarkeitskriterien überprüft werden und den regionalen Gegebenheiten

mehr Gewicht verliehen werden kann. Die Kommission hat diese Forderung bereits aufgenommen und geht einen Schritt weiter. Mit 20 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen hat sie eine Motion beschlossen, welche die Erreichbarkeit der Dienstleistungen im postalischen Bereich und beim Zahlungsverkehr innert 20 Minuten neu auf regionaler Ebene verankern will. Aus Sicht des SGV müssen dann je nach Region weitere spezifische Kriterien berücksichtigt werden, z.B. topografische Gegebenheiten, der öV-Anschluss und die demografische Entwicklung respektive der Anteil an älteren Personen in der Bevölkerung.

Bei Schliessungen läuft vieles falsch

Am meisten beschäftigt die Gemeinden das eigentliche Schliessungsverfahren. Aus Sicht des SGV läuft hier vieles falsch. Dies trägt zu einer schlechten Stimmung auf Gemeindeebene gegenüber der Post bei. Artikel 14, Absatz 6 des Postgesetzes sieht vor, dass die Post die Behörden der betroffenen Gemeinden

vor der Schliessung oder Verlegung eines bedienten Zugangspunktes anhört und eine einvernehmliche Lösung anstrebt. In der Praxis werden die Gemeinden jedoch vor ein Fait accompli gestellt, und die Verhandlungen mit der Post verkommen zur reinen Alibiübung. Die Gemeindebehörden sollen aber von Anfang an und resultatoffen in den Prozess miteinbezogen werden. Der SGV fordert deshalb, dass sich Post und Gemeinden auf Augenhöhe begegnen.

Die Agenturlösung ist aus Sicht des SGV noch zu wenig durchdacht. Es darf nicht sein, dass der Gemeinde eine Verantwortung aufgebürdet wird, welche eigentlich die Post übernehmen muss. Und: Gemeinde- respektive Agenturlösungen müssen zu 100 Prozent ausfinanziert sein. Ausserdem müsste zum jetzigen Zeitpunkt der Grundsatzentscheid gefällt werden, ob die Post verpflichtet werden soll, künftig noch ein gewisses Netz an alleine betriebenen Poststellen anzubieten. In ein paar Jahren könnte es zu spät sein. *pb*

Das SGV-Team erhält Verstärkung

Anfang Februar ist das Team der Geschäftsstelle durch zwei neue Mitarbeiter verstärkt worden. Andreas Müller ist auf Mandatsbasis teilzeitlich im Bereich Politik für den SGV tätig. Zuvor war er stellvertretender Direktor beim Think Tank Avenir Suisse. Ein Schwerpunkt seiner Arbeit war das Schweizer Milizsystem. In früheren Positionen arbeitete der studierte Geograf als persönlicher Mitarbeiter von Bundesrat Johann Schneider-Ammann und als Kommunikationsberater der Bundesräte Pascal Couchepin und Didier Burkhalter. Seine Hobbys sind Jogging und Lesen. Céline Hoppler ist neue Layouterin der «Schweizer Gemeinde». Sie hat ihre Ausbildung zur Polygrafen 2012 abgeschlossen und sich anschliessend berufsbegleitend zur Typografischen Gestalterin für visuelle Kommunikation



Andreas Müller



Céline Hoppler

Bilder: Nicole Hametner

weitergebildet. Ihre Hobbys sind Tanzen, Kochen und Lesen. Das Team der SGV-Geschäftsstelle freut sich auf die

Zusammenarbeit mit Andreas Müller und Céline Hoppler. *pb*

Agenzie postali: no al fatto compiuto per i comuni

Se la Posta intende chiudere l'ufficio postale, la trattativa con il comune non può degenerare in un'operazione di facciata. L'ACS chiede inoltre che la Posta finanzi integralmente le soluzioni sul modello dell'agenzia postale.

In un'audizione della Commissione dei trasporti e delle telecomunicazioni del Consiglio nazionale nei confronti della Posta, l'Associazione dei Comuni Svizzeri (ACS) si è impegnata a sostegno di un maggiore margine di manovra in relazione alla regola della raggiungibilità. L'ACS è conscia del fatto che, a fronte dei cambiamenti sociali e tecnologici, la Posta si trova confrontata a grandi sfide. Lo scorso anno, unitamente al Gruppo svizzero per le regioni di montagna, ha perciò assunto la guida della campagna contro la fuorviante e dannosa iniziativa «Pro Service Public». Ciò nonostante, l'ACS vede una necessità di intervento nell'evoluzione della rete degli uffici postali e delle soluzioni basate su agenzie, che toccano in modo particolarmente marcato i comuni.

Una richiesta già soddisfatta

Una delle richieste centrali dell'ACS è che i criteri della raggiungibilità vengano analizzati e si possa attribuire un peso

maggiore alle condizioni regionali. La Commissione ha già raccolto tale istanza compiendo pure un passo avanti: con 20 voti contro due e due astensioni ha infatti deliberato una mozione volta ad ancorare a livello regionale la raggiungibilità dei servizi postali e del traffico dei pagamenti entro 20 minuti. Secondo l'ACS, occorre ora tenere in considerazione altri criteri specifici in funzione delle singole regioni, quali ad esempio la situazione topografica, i collegamenti ai trasporti pubblici e l'evoluzione demografica, con un occhio particolare alla quota di persone anziane tra la popolazione.

Chiusure: molti gli sbagli

A preoccupare maggiormente i comuni è tuttavia il processo delle chiusure effettive. Secondo l'ACS, molto in quest'ambito appare sbagliato, e favorisce un'atmosfera tesa tra il livello comunale e la Posta. L'articolo 14, cpv. 6, della legge sulle poste dispone che, prima

della chiusura o del trasferimento di un punto d'accesso con servizio, la Posta consulti le autorità dei comuni interessati. Nella pratica, tuttavia, i comuni si vedono messi di fronte al fatto compiuto e le trattative con la Posta si riducono a una mera messinscena. Le autorità comunali dovrebbero invece essere coinvolte nel processo sin dall'inizio e con esiti aperti. L'ACS chiede perciò che Posta e comuni si incontrino su un piano di parità.

Per l'ACS, la soluzione delle agenzie è ancora troppo poco ponderata. Non deve accadere che ai comuni venga accollata una responsabilità che in realtà va assunta dalla Posta. Inoltre, il finanziamento delle soluzioni basate su comuni o agenzie va finanziato interamente in proprio. D'altro canto, è questo il momento per decidere se la Posta debba o no essere obbligata a offrire anche in futuro una determinata rete di uffici postali autonomi: tra un paio d'anni potrebbe essere troppo tardi. *pb*

Rafforzato il team ACS

A inizio febbraio, il team del segretariato centrale si è arricchito di due nuovi collaboratori. Andreas Müller è attivo a tempo parziale su mandato nel settore politico dell'ACS. In precedenza era vicedirettore del think tank Avenir Suisse. Uno dei punti chiave del suo lavoro è il sistema di milizia. Geografo di formazione, prima ancora era stato collaboratore personale del consigliere federale Johann Schneider-Ammann e consulente per la comunicazione dei consiglieri federali Pascal Couchepin e Didier Burkhalter. I suoi hobby sono lo jogging e la lettura.

Céline Hoppler collabora invece al layout di «Comune Svizzero». Ha concluso la sua formazione di poligrafica nel 2012, perfezionandosi successivamente parallelamente alla professione come progettista tipografica in comuni-



Andreas Müller

cazione visiva. I suoi hobby sono la danza, la cucina e la lettura. La squadra del segretariato centrale si rallegra



Céline Hoppler

Foto: Nicole Hametner

della collaborazione con Andreas Müller e Céline Hoppler.

pb



Der Preis ist heiss, wenn es um Beschaffungen geht

Nicht nur der Preis soll bei öffentlichen Beschaffungen als Auswahlkriterium im Zentrum stehen, sondern auch andere Aspekte wie Wirtschaftlichkeit, Regionalität und Nachhaltigkeit, fordert die KMU-Wirtschaft.

Bund, Kantone und Gemeinden beschaffen jährlich Güter und Dienstleistungen im Umfang von rund 40 Milliarden Franken, wie die Studie «Potenzial einer ökologischen öffentlichen Beschaffung in der Schweiz» von INFRAS aufzeigt. Während privatwirtschaftliche Institutionen in ihren Beschaffungen grundsätzlich frei sind, unterliegen öffentlich-rechtliche Körperschaften wie Gemeinden, Städte, Kantone und der Bund den spezifischen Regelungen des öffentlichen

Beschaffungsrechts. Dies gilt trotz Anpassungen und Verbesserungen in den letzten Jahren nach wie vor als kompliziert und komplex. Die Revision des Beschaffungsrechts will die Beschaffungsregeln vereinheitlichen. Heute hat jeder Kanton seine eigene Vergabegesetzgebung. Der Bund orientiert sich am Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB). Hinzu kommen kommunale Submissionserlasse. «Diese verschiedenen Regelungen machen das

Beschaffungswesen unübersichtlich und vor allem für KMU zur Herausforderung», kritisiert Hans-Ulrich Bigler, Direktor Schweizerischer Gewerbeverband (sgv) und FDP-Nationalrat aus dem Kanton Zürich. Der sgv unterstützt die Bestrebungen, das «komplizierte und aufwendige» Beschaffungsrecht zu harmonisieren. Dazu fordert er eine generelle Vereinfachung. «Wir machen uns für möglichst einfache, verständliche Verfahren stark», sagt Hans-Ulrich Bigler.



Das Beschaffungsrecht wurde zugunsten der heimischen KMU-Wirtschaft angepasst: Wenn eine Firma Lehrlinge ausbildet, ist dies ein Kriterium für Nachhaltigkeit. Nach wie vor gilt aber der Preis noch immer als einer der wichtigsten Entscheidungsfaktoren im Vergabeprozess.

Bild: Shutterstock

Der sgV erwarte von der angestrebten Harmonisierung der Verfahrensvorschriften einen abnehmenden administrativen und personellen Aufwand. Auch die Dokumentationspflicht soll möglichst klein gehalten werden.

«Das günstigste Angebot ist nicht immer das billigste»

Zu den zentralen Forderungen vonseiten der KMU-Wirtschaft gehören laut Hans-Ulrich Bigler der wirtschaftliche Einsatz der öffentlichen Mittel unter Berücksichtigung der Nachhaltigkeit, Transparenz im Beschaffungsverfahren, Gleichbehandlung und Nichtdiskriminierung der Anbieter und Förderung des wirksamen Wettbewerbs. «Das günstigste Angebot ist nicht immer das billigste», gibt Hans-Ulrich Bigler zu bedenken und fordert, dass zur Beurteilung weitere Kriterien wie etwa Termin, Qualität, Wirtschaftlichkeit, Betriebskosten, Kundendienst, Umweltverträglichkeit, technischer Wert und die Ausbildung von

Lernenden in der beruflichen Grundbildung hinzugezogen werden. «Besonders im freihändigen Verfahren sollen, wenn immer möglich, auch lokale und regionale Anbieter berücksichtigt werden», ergänzt Hans-Ulrich Bigler.

Lehrlingsausbildung als Kriterium

Einige Erfolge in diese Richtung konnten bereits erzielt werden: So ist zum Beispiel am 1. April 2015 das Vergabekriterium des Lehrlingswesens ins Bun-

desgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen aufgenommen worden. Neu wird bei öffentlichen Aufträgen berücksichtigt, ob ein Unternehmen Lernende ausbildet. Der Kanton Zürich hat nachgezogen. Der Kantonsrat hat im Januar 2017 eine entsprechende Norm ins Gesetz über den Beitritt zur revidierten Interkantonalen Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen aufgenommen. Eine weitere Forderung des sgV war, sicherzustellen, dass nationale



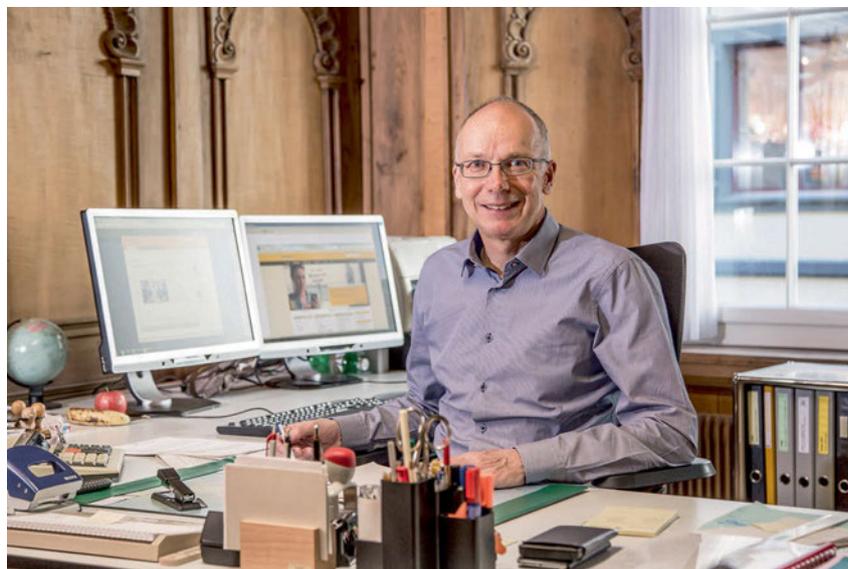
«Wir machen uns für einfache, verständliche Verfahren stark.»

Hans-Ulrich Bigler, Direktor Schweizerischer Gewerbeverband

Die E-Rechnung vereinfacht den Zahlungsverkehr

Seit 2013 stellt und empfängt die Stadt Chur Rechnungen elektronisch und entspricht damit dem Zeitgeist.

Als Teil seiner E-Government-Strategie verlangt der Bund von den Verwaltungen ab 2016 die E-Rechnung. Für die Stadt Chur kein Problem. «Seit Oktober 2013 empfangen wir Rechnungen elektronisch», sagt Albin Bislin, Leiter Rechnungswesen bei der Stadt Chur. «Leider bieten noch nicht alle Lieferanten die E-Rechnung an, aber wir erweitern den Kreis stetig.»



Albin Bislin, Leiter Rechnungswesen bei der Stadt Chur, schätzt die E-Rechnung als Rechnungssteller und -empfänger.

Viele Vorteile für alle

Gestellt werden Rechnung bereits seit April 2013 elektronisch. Für Bislin liegen die Vorteile auf der Hand: «Für den Kunden ist es einfacher und effizienter, und auch wir profitieren von der schnellen und sicheren Lösung.» Da Daten wie der Betrag oder die Referenznummer vorgegeben seien, gebe es wesentlich weniger Fehler bei der Einzahlung. Da auch Zahlungstermine eingegeben werden können, müsse ausserdem weniger gemahnt werden.

Der Weg zur E-Rechnung

Dass die E-Rechnung eingeführt wurde, habe verschiedene Gründe gehabt. «Einerseits kannten wir

die E-Rechnung privat, andererseits wurden wir von unseren Kunden und unserem Softwarelieferanten darauf angesprochen», erzählt Bislin. «Als die Aktualisierung unserer Angebote im Raum stand, wollten wir den Schritt machen.»

Mit PostFinance eingeführt

Während die IT-Abteilung den Softwarelieferanten kontaktiert habe, habe er sich mit seinem Kundenberater bei PostFinance in Verbindung gesetzt. «Wir nutzen im Bereich Zahlungsverkehr verschiedene Angebote von PostFinance und fühlen uns sehr gut aufgehoben. Mit ihrer fachgerechten Unterstützung und dank

dem grossartigen Einsatz unserer IT-Mitarbeitenden ging die Umstellung zügig und problemlos über die Bühne.»

Positive Reaktionen

Die Stadt Chur hat viele positive Reaktionen auf die Einführung der E-Rechnung erhalten. «Rund 1500 unserer Kundinnen und Kunden sind auf die elektronische Rechnung umgestiegen, und viele haben sich für den fortschrittlichen Service bedankt.» Albin Bislin würde den Weg jederzeit wieder gehen. «Wir haben nur gute Erfahrungen gemacht.»

TWINT – die mobile Zahlungslösung

Nicht nur die E-Rechnung vereinfacht den Zahlungsverkehr. Mit TWINT bezahlt man heute einfach und bargeldlos mit dem Smartphone. Profitieren Sie als Verwaltung: Registrieren Sie sich gleich unter www.twint.ch/geschaeftskunden, laden Sie die Händler-App herunter und bieten Sie Ihren Kundinnen und Kunden schon morgen einen Mehrwert.

PostFinance AG
Beratung und Verkauf
Geschäftskunden
Telefon +41 848 848 848
www.postfinance.ch/e-rechnung



Ausschreibungen in allen Landessprachen erfolgen. Das Parlament hat diverse Vorstösse bezüglich der Verfahrenssprachen gutgeheissen. Auf Bundesebene legte zum Beispiel armasuisse gemäss einer Meldung des Bundesamtes für Umwelt (Bafu) 2015 bei der Ausschreibung zur Herstellung von Zivi-Kleidern grossen Wert auf ökologische Aspekte. Die Uniformen müssen höheren Sozial- und Umweltstandards genügen, unter anderem den Kriterien des Global Organic Textile Standard (GOTS) und des Oeko-Tex-Standards 100 Plus, die sich nicht nur auf das Produkt selbst, sondern auch auf den Herstellungsprozess beziehen. Den Produktionsauftrag erhielt ein Unternehmen mit Sitz in der Schweiz. Weiter trägt das Beschaffungsrecht des Bundes der Schweizer KMU-Wirtschaft Rechnung, indem Bietergemeinschaften bei öffentlichen Ausschreibungen grund-

und aufgrund der notwendigen Rekursfristen langwierig. Andererseits zeigten sich auch Diskrepanzen zwischen den juristischen Vorgaben und deren Umsetzung in der Praxis. Die Beschaffungsverantwortlichen auf Gemeindeebene beklagen denn auch die Komplexität der gesetzlichen Vorgaben und wünschen sich verstärkt Unterstützung seitens Bund und Kantone. Deshalb unterstützen der Schweizerische Gemeindeverband und der Schweizerische Städteverband laut Alex Bukowiecki, Geschäftsführer der Organisation Kommunale Infrastruktur, die laufende Revision des Beschaffungsrechts des Bundes und die Harmonisierung der Erlasse der Kantone. «Wenn die Harmonisierung gelingt, kann die Beschaffung auch für die Städte und Gemeinden effizienter werden.»

mit dem günstigsten Angebot zu erteilen. «Trotz der Berücksichtigung anderer Kriterien können solche Tieffliegerangebote nicht verdrängt werden. Folglich steigt bei den Unternehmen der Effizienzdruck in einen ungesunden Bereich», so Alex Bukowiecki. Als Folge davon litten die Qualität und ebenso das Image einer ganzen Branche. Nicht selten komme es gerade bei komplexen Ingenieurprojekten zu langwierigen Nachverhandlungen. Dies könne weder im Interesse der kommunalen Bauherren noch der Unternehmen sein.

Ökologisch sinnvoll

Der Umstieg von einer konventionellen zu einer ökologischen öffentlichen Beschaffung hat beträchtliche Treibhausgas-Einsparpotenziale zur Folge, dies hat die INFRAS-Studie ergeben. Je nach Produktgruppe liegen Treibhausgas-Einsparpotenziale von zwei bis 85 Prozent drin. Die grössten ökologischen Potenziale bieten sich laut der Studie in den Produktgruppen Strom, Papier, Textilien, Nahrungsmittel, Deckenlampen und Strassenleuchten. Mittlere bis niedere Treibhausgas-Einsparpotenziale wurden namentlich für Fahrzeuge, Kühlschränke, Drucker und Computer ermittelt. «Die öffentliche Hand kann in der öffentlichen Beschaffung ihre Vorbildfunktion wahrnehmen und aufgrund des beträchtlichen Umfangs der öffentlichen Beschaffung aktiv auf ökologische Anforderungen hinwirken», betonen die Autorinnen und Autoren der INFRAS-Studie. Wie Alex Bukowiecki erklärt, gibt es für die Städte und Gemeinden durchaus Eignungs- und Zuschlagskriterien, die zugunsten der Nachhaltigkeit angewandt werden können. So bestehe etwa im Bereich Bauen mit Holz die Möglichkeit, Aufträge so auszuschreiben, dass das Bauholz aus gemeindeeigenem Wald geliefert wird. «Wichtig ist, dass die Nachhaltigkeitskriterien genauso klar und messbar in den Ausschreibungsunterlagen stehen wie zum Beispiel die Gewichtung des Preises.»

Fabrice Müller



«Oft wird das Kriterium «Preis» bei Vergaben zu stark gewichtet.»

Alex Bukowiecki, Geschäftsführer der Organisation Kommunale Infrastruktur

sätzlich zugelassen sind. Zudem können die Beschaffungsstellen auch grössere Beschaffungen in einzelne Lose aufteilen – etwa in unterschiedliche Arbeitsgattungen. Im Rahmen der laufenden Revision des Bundesbeschaffungsrechts soll die Nachhaltigkeit neu explizit im Zweckartikel in ihren drei Dimensionen Wirtschaftlichkeit, Umwelt und Gesellschaft aufgenommen werden.

Aufwendig und komplex

Wo drückt der Schuh in der öffentlichen Beschaffung? Unter diesem Motto veröffentlichte das Institut für Systemisches Management und Public Government der Universität St. Gallen im April 2016 eine Studie. Sie zeigte mehrere Problemfelder im öffentlichen Beschaffungswesen auf. Dazu gehört unter anderem der grosse Aufwand, mit dem die Submissionsverfahren gemäss der Studie verbunden sind. Einerseits werde viel projektbezogenes Fachwissen benötigt, das vielfach mittels verwaltungsexterner Experten eingekauft werden müsse. Zudem sei die Gestaltung und Durchführung der Ausschreibungen zeitintensiv

Zu starkes Gewicht für das Kriterium «Preis»

Gemeinden begrüssen offenbar bei der Auswahl der Unternehmen die Bevorzugung regionaler Anbieter, kritisieren jedoch, dass die gesetzlichen Vorgaben dieses Ziel zu verhindern suchen. Auch die Fokussierung bei den Auswahlkriterien auf Aspekte wie Wirtschaftlichkeit, Soziales oder Ökologie werde begrüsst, lasse sich aber aufgrund der gesetzlichen Vorgaben nicht immer umsetzen. «Oft wird das Kriterium «Preis» zu stark gewichtet. Bei sehr standardisierten Produkten ist das zwar absolut richtig, je komplexer ein Produkt oder eine Dienstleistung wird, desto weniger sollte der Beschaffungspreis gewichtet werden», findet Alex Bukowiecki. Denn: «Zu billige Beschaffungen können über den ganzen Lebenszyklus höhere Betriebs- und Unterhaltskosten generieren.» Sorge bereite den Städten und Gemeinden auch die Tiefpreisstrategie einzelner Bewerber, insbesondere im Bereich der Ingenieurleistungen. Die Auftraggeber seien durch die Ausschreibungskriterien meist gezwungen, den Zuschlag dem Anbieter

Infos:

www.sgv-usam.ch
www.staedteverband.ch
www.kommunale-infrastruktur.ch
www.kompass-nachhaltigkeit.ch
www.kbob.admin.ch
www.infras.ch
www.imp.unisg.ch

Nachhaltigkeit ist bei Vergaben mehr Wunsch als Realität

Die Gesetzesrevision des Beschaffungswesens räumt neu der Nachhaltigkeit eine zentrale Stellung ein. Aktuell ist das Kriterium Nachhaltigkeit höchst selten von Belang, wie eine Analyse der Universität Bern zeigt.

Für die einen ein Schreckgespenst, für die anderen eine Goldgrube: simap.ch, das Informationssystem über das öffentliche Beschaffungswesen in der Schweiz, polarisiert die Gemüter. Und dennoch, weil es heute in der Schweiz Pflicht ist für Behörden, ihre Ausschreibungen und Zuschläge öffentlich zu publizieren, kommt niemand mehr um simap.ch herum. Heute umfasst die Plattform über 100 000 Meldungen; an Arbeitstagen werden im Durchschnitt rund 50 neue Meldungen erstellt.

Forschung mit Beschaffungsdaten

Aufgrund dieser Datenlage hat die Forschungsstelle Digitale Nachhaltigkeit am Institut für Wirtschaftsinformatik der Universität Bern vor einigen Jahren begonnen, alle im Internet öffentlich zugänglichen Meldungen auf simap.ch abzurufen, in ihre elementaren Daten-

einheiten (Titel, Beschaffungsstelle, Verfahrensart usw.) einzuteilen und diese anschliessend miteinander zu verlinken. Auf www.beschaffungsstatistik.ch ist diese Datensammlung frei zugänglich, täglich aktualisiert mit den neusten Publikationstexten.

Zürcher und Genfer Gemeinden schreiben am häufigsten öffentlich aus

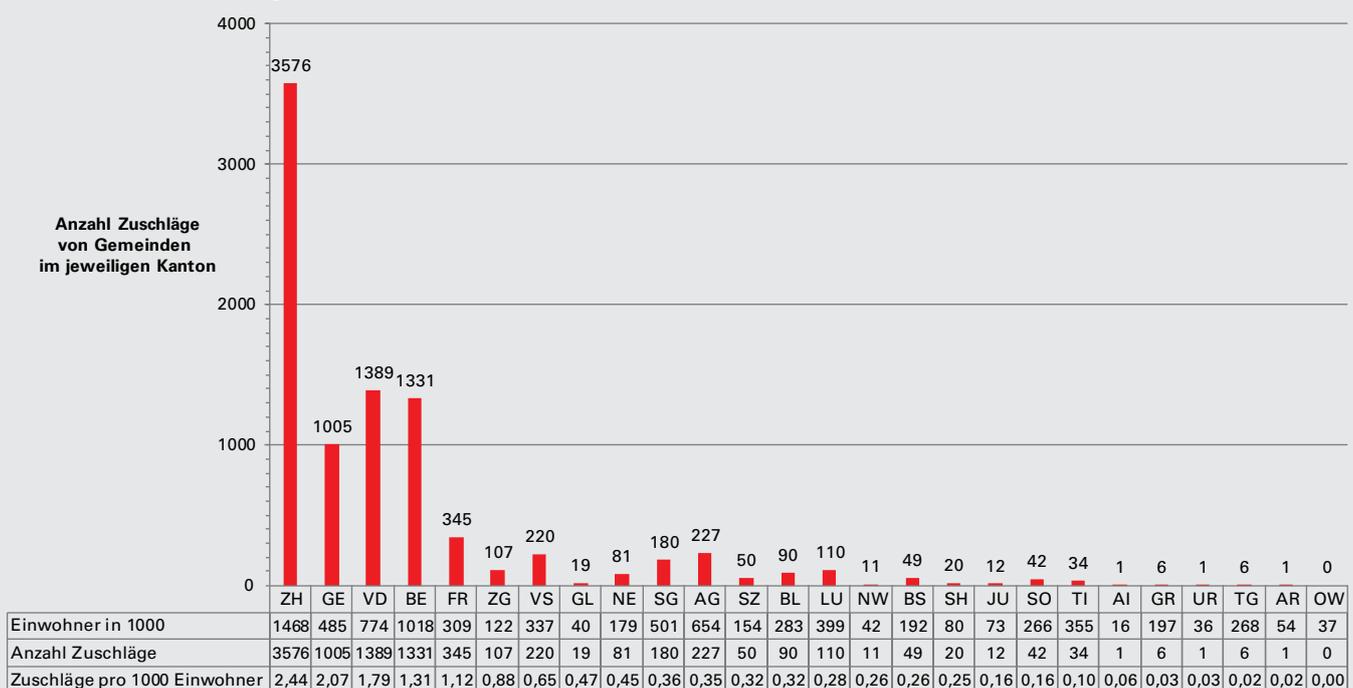
Durch die Analyse dieser Daten lassen sich interessante Erkenntnisse erzielen. Beispielsweise können die Zuschläge aller Gemeinden und Städte pro Kanton im Zeitraum 2010 bis 2016 miteinander verglichen werden (Abbildung 1). Erwartungsgemäss haben die Gemeinden im Kanton Zürich am meisten Zuschläge publiziert (3576): Zürich ist auch der Kanton mit der höchsten Bevölkerungszahl. Im Verhältnis zur Bevölkerungsgrösse haben die Gemeinden im Kanton Zürich

somit 2,44 Zuschläge pro 1000 Einwohner erteilt. Als nächster Kanton folgt Genf, wo mit 2,07 Zuschlägen pro 1000 Einwohner immer noch relativ viele Vergaben veröffentlicht werden. Relativ gesehen, publizieren die Gemeinden in den Kantonen Waadt, Bern und Fribourg deutlich weniger Zuschläge. So stellt sich die Frage, ob die Zürcher und Genfer Gemeinden mehr beschaffen als die Gemeinden in den übrigen Kantonen oder ob diese vielleicht die einen oder anderen Zuschläge zu publizieren «vergessen haben».

Frappante, unerklärliche Unterschiede

Noch deutlicher sind die Unterschiede in den weiteren Kantonen. Der Aargau hat beispielsweise nur leicht weniger Einwohner als die Waadt, jedoch publizieren die Aargauer Gemeinden rund sechs Mal weniger Beschaffungen als die Waadt-

Abb. 1: Anzahl Zuschläge von Gemeinden nach Kanton (2010–2016)



Trotz vergleichbarer Bevölkerungszahl in den Kantonen sind die Unterschiede bei den Veröffentlichungen der Zuschläge von Gemeinden bedeutend und lassen sich nur schwer erklären.

Grafik: Céline Hoppler, Quelle: Universität Bern

länder Gemeinden. Das Tessin hat gar etwas mehr Einwohner als der Kanton Wallis, die Tessiner Gemeinden veröffentlichen jedoch ebenfalls sechs Mal weniger Zuschläge als die Walliser Gemeinden. In den Kantonen Uri, Appenzell Innerrhoden und Appenzell Auser rhoden hat bislang nur je eine Gemeinde eine Beschaffung publiziert. Im Kanton Obwalden hat gar noch nie eine Gemeinde einen Zuschlag auf simap.ch veröffentlicht. Diese frappanten Unterschiede zeigen, dass die Publikationspraxis punkto öffentlicher Ausschreibungen von Kanton zu Kanton offenbar sehr unterschiedlich gehandhabt wird. Dies kann einerseits daran liegen, dass Aufträge erst im Staatsvertragsbereich (350 000 Franken für Güter/Dienstleistungen bzw. 8,7 Mio. bei Bauten) publiziert werden müssen und somit viele Gemeindeaufträge nicht betroffen sind. Andererseits ist die Publikation auf simap.ch nach heutigem Recht nicht in allen Kantonen Pflicht. Doch in einigen Gemeinden werden wohl tatsächlich Publikationsvorschriften ignoriert.

6,6 Promille «nachhaltig»

Die Daten auf simap.ch erlauben noch weitere interessante Analysen, in Bezug auf nachhaltige Beschaffung etwa. Bei allen Beschaffungen, die gemäss Meldetext auf simap.ch mit Nachhaltigkeit zu tun haben (Suchbegriff «nachhaltig»), konnten von 2008 bis Anfang 2017 insgesamt 296 Ausschreibungen auf Stufen Bund, Kantone und Gemeinden identifiziert werden. Dabei kann zwar eine leichte Zunahme solcher Ausschreibungen in den letzten vier Jahren vermutet werden (Abbildung 2), angesichts der meist steigenden Anzahl Ausschreibungen verharret der Trend jedoch auf einem konstant tiefen Niveau (Abbildung 3). So enthalten seit 2008 durchschnittlich bloss 6,6 Promille der Ausschreibungen den Begriff «nachhaltig». Etwa ein Viertel dieser «nachhaltigen» Ausschreibungen sind bei den Städten, Gemeinden und anderen kommunalen Organisationen angefallen (26%), knapp ein Drittel bei kantonalen Ausschreibungen (30%) und die übrigen (44%) auf Bundesebene inklusive staatlicher Unternehmen wie der SBB oder der Post. Von den insgesamt 296 Ausschreibungen waren 77 Bauaufträge (26%), 153 Dienstleistungsaufträge (53%) und 59 Lieferaufträge (21%).

Überstrapazierte Verwendung des Nachhaltigkeitsbegriffs

Schaut man sich die Ausschreibungen genauer an, fällt auf, dass nicht überall, wo Nachhaltigkeit drauf steht, auch Nachhaltigkeit drin ist. Wie in anderen

Bereichen wird der Begriff «Nachhaltigkeit» auch bei öffentlichen Ausschreibungen gerne überstrapaziert und fälschlicherweise als Synonym für «dauerhaft» und «erfolgreich» verwendet. So wurde etwa vom Kanton Bern letztes Jahr eine Informatikbeschaffung getätigt, bei der unter anderem stand: «Richtigkeit, Qualität und Nachhaltigkeit von Lösungsvorschlägen des Implementierungspartners überprüfen.» Oder in einem Auftrag des Kantons Luzern zur Integration von Arbeitslosen hiess es: «Das Ziel dieser Leistungen ist gemäss Arbeitslosenversicherungsgesetz die möglichst rasche und nachhaltige Wiedereingliederung der Stellensuchenden in den Arbeitsmarkt.» Bei der Ausschreibung für die Organisation der Schweizer Filmpreisverleihung des Bundesamts für Kultur stand gar: «Erwartet wird ein komplettes Eventmanagement mit einem hohen und nachhaltigen Wiedererkennungswert.»

Diesem saloppen Gebrauch steht das international anerkannte Nachhaltigkeitsverständnis gegenüber, basierend auf dem 1987 publizierten Brundtland-Bericht «Our Common Future» der Vereinten Nationen. Dieses sieht vor, dass die Bedürfnisse der Gegenwart befriedigt werden, ohne zu riskieren, dass künftige Generationen ihre eigenen Bedürfnisse nicht befriedigen können. Für die Schweiz ist dieses Verständnis der nachhaltigen Entwicklung auf Verfassungsebene in Artikel 2 als Staatsziel definiert und in Artikel 73 («Nachhaltigkeit») weiter ausformuliert: «Bund und Kantone streben ein auf Dauer ausgewogenes Verhältnis zwischen der Natur und ihrer Erneuerungsfähigkeit einerseits und ihrer Beanspruchung durch den Menschen andererseits an.»

Unterschiedliche Gewichtung

Abgesehen von einigen wenigen fehlgeleiteten Formulierungen wendeten die meisten Beschaffungsstellen den Begriff der Nachhaltigkeit als Beschaffungskriterium korrekt an. Unterschiede gab es jedoch in dessen Gewichtung. In einigen Fällen wie beispielsweise der letztjährigen Beschaffung von Gefahrenstoffen (chemische Reinigungsmittel, Schmiermittel usw.) für die SBB oder einer gedruckten Publikation für den Kanton Wallis wurde Nachhaltigkeit mit bloss 5% gewichtet. Ein solch niedriger Anteil fällt kaum ins Gewicht, ist aber dennoch ein Signal an den Markt, dass die ausschreibende Stelle Nachhaltigkeit als relevant erachtet. Oftmals wurde eine Gewichtung von 10% bis 15% gewählt, so etwa bei der Beschaffung eines Tanklöschfahrzeugs für die Gemeinde-



Matthias Stürmer, Leiter Forschungsstelle Digitale Nachhaltigkeit Uni Bern. Bild: zvg

verbandsfeuerwehr Arni-Islisberg oder bei der Ausschreibung von Arbeitskleidern für die Industriellen Werke Basel (IWB). In einigen Fällen wurde eine Gewichtung von 20% festgelegt, so zum Beispiel bei der Nachhaltigkeit des Herstellungsverfahrens von Photovoltaikmodulen für die Stadt Bern.

Wichtiger Faktor bei der Belieferung von Personal- und Schulkantinen

Eine noch höhere Gewichtung der Nachhaltigkeit ist interessanterweise in einem ganz bestimmten Bereich festzustellen, nämlich bei der Zubereitung und Auslieferung von Mahlzeiten für Tageschulen und Personalrestaurants. So hatte die Stadt Thun bei der Ausschreibung des Caterings für den Mittagstisch eine Gewichtung der Nachhaltigkeit von 25% festgelegt. Und als die Stadt Zürich im vergangenen Dezember die Lieferung von Lebensmitteln an die Personalrestaurants für die kommenden vier Jahre ausschrieb, gewichtete sie die Nachhaltigkeit mit 30%. Spitzenreiter ist die Stadt Bern. Sie hatte 2014 bei der Ausschreibung für einen Pilotversuch des Caterings der Berner Tageschulen und Kindertagesstätten gar eine Gewichtung der Nachhaltigkeit von 40% festgelegt. Da mag es etwas paradox klingen, dass ausgerechnet die Firma Menu and More AG aus Zürich diesen Auftrag erhielt und das Essen fortan aus Zürich angeliefert wurde. Entsprechend kritisch waren die Medienberichte und politischen Reaktionen.

Standards für das Bauwesen

Meist ohne Angabe der Gewichtung ist Nachhaltigkeit bei Ingenieur- und Bauausschreibungen vorgegeben. Auf si-

Inframonitor – der Infrastrukturbenchmark für Gemeinden

In Zeiten von steigendem Spardruck in den Gemeinden und hoher Auslastung der Mitarbeitenden stellt sich zunehmend die Frage nach einem effizienten Mitteleinsatz. Dies trifft auch beim Unterhalt der Gemeindestrassen zu.

Der betriebliche Unterhalt ist in seinen Tätigkeiten breitgefächert. Um den Ressourceneinsatz zu optimieren, ist es wichtig zu wissen, wo die Aufwendungen verortet sind. Genau hier setzt der Inframonitor mit Kennzahlen des betrieblichen Unterhalts an.

Der Benchmark für Gemeindestrassen
Die Datengrundlagen des betrieblichen Unterhalts in den Gemeinden und Städten sind in unterschiedlicher Qualität und Form vorhanden. Zum Teil in Datenbanken abgelegt, mit einem GIS hinterlegt oder einfach in verschiedenen Ablagen zu finden. Der Inframonitor will diese Daten zusammenführen, vergleichen und in einer leicht verständlichen und lesbaren Form für die Unterhaltsmanager der Gemeinden visualisieren. 2016 ist der Inframonitor aus dem KTI-Forschungsprojekt «effizienter Betrieb und Unterhalt der techni-

schen Infrastruktur» der ETH-Zürich und pom+Consulting AG entstanden. 45 Gemeinden haben am Projekt teilgenommen und können ihre individualisierten Auswertungen bereits auf www.inframonitor.ch abrufen.

Vergleichen und optimieren mit dem Inframonitor
Die Gemeinden erhalten in einem einzigen Tool eine gesamtheitliche Übersicht, wie die Kosten in den Bereichen des betrieblichen Unterhalts (kleiner baulicher Unterhalt, Reinigung, Grünpflege, Winterdienst etc.) verortet sind. Die aus dem Benchmark abgeleiteten Kennzahlen zeigen auf, wie sich die Gemeinden im schweizweiten Vergleich positionieren. Dieser Vergleich kann genutzt werden, um individuelle Optimierungspotenziale bei den verschiedenen Tätigkeiten zu ermitteln. Mit einer langfristigen Teilnahme wird auch aufgezeigt, ob beispielsweise Optimierungsmassnahmen den angestrebten Effekt erzielen. Es ist ebenfalls ein Erfahrungsaustausch unter den Teilnehmern des Inframonitor geplant. Aufgrund des im Forschungsprojekt entwickelten und überarbeiteten struk-

turierten Fragebogens, werden die Daten der Gemeinden erhoben, ausgewertet und in einer individualisierten Auswertung den Gemeinden zur Verfügung gestellt. Die Teilnahmebedingungen und der Fragebogen sind auf der Webseite verfügbar. Durch eine breite Datenbasis von zahlreich teilnehmenden Gemeinden, ist es mittelfristig möglich, den Vergleich nach funktionalen Kriterien (Grösse, Lage, Funktion etc.) zu gliedern und somit eine verbesserte Vergleichbarkeit zu erreichen. Jetzt unter www.inframonitor.ch am Benchmark 2017 teilnehmen.

Haben Sie Fragen?
pom+Consulting AG, Christian Senn
+41 44 200 42 02, info@inframonitor.ch



demopark 2017
+ Sonderschau Rasen mit Golf- und Sportrasen

Hier trifft sich die Grüne Branche: Innovationen. Vorführungen. Weiterbildung.

Flugplatz Eisenach-Kindel
11.–13. Juni 2017
www.demopark.de

Internationale Ausstellung
Grünflächenpflege
Garten- und Landschaftsbau
Platz- und Wegebau
Kommunaltechnik
Sportplatzbau und -pflege

5. Energiekonzept-Kongress 2017

Mit Innovationen in die Zukunft.

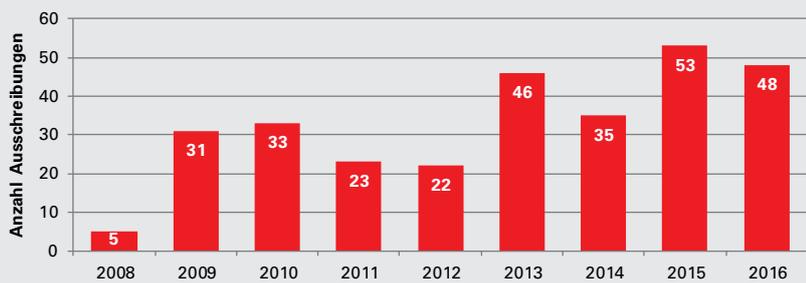
Donnerstag, 11. Mai 2017
Olma Messen St.Gallen
www.energiekonzeptkongress.ch

energieagentur

Kanton St.Gallen
Amt für Umwelt und Energie

st.gallen
Umwelt und Energie

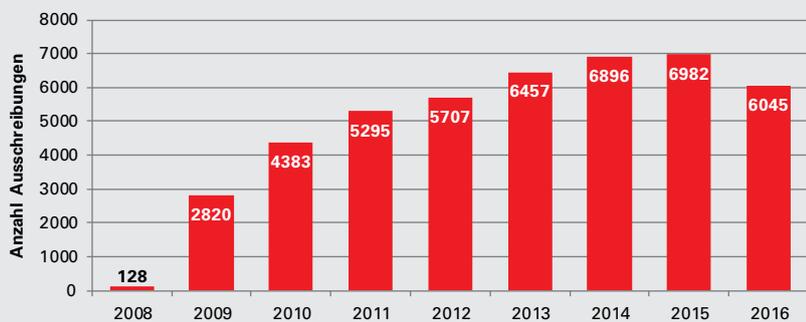
Abb. 2: Anzahl Ausschreibungen mit Begriff «nachhaltig»



Der Trend bleibt unverändert: Seit 2008 enthalten durchschnittlich bloss 6,6 Promille der Ausschreibungen den Begriff «nachhaltig».

Grafik: Céline Hoppler, Quelle: Universität Bern

Abb. 3: Ausschreibungen insgesamt



Ausschreibungen nehmen fast kontinuierlich zu. Grafik: Céline Hoppler, Quelle: Universität Bern

map.ch steht oftmals nur kurz, dass eine nachhaltige Bauweise erwartet wird – so zum Beispiel, als die Gemeinde Ittigen 2010 eine Ausschreibung von Architektur- und Ingenieurleistungen vornahm. Glücklicherweise sind im Bauwesen oftmals Standards vorhanden, die bereits sehr präzise vorschreiben, wie gebaut werden muss. So hat etwa die römisch-katholische Gesamtkirchengemeinde von Bern und Umgebung im Dezember 2016 die SIA-Empfehlung 112/1 2004 «Nachhaltiges Bauen Hochbau» bei der Ausschreibung einer Planergemeinschaft vorgegeben. Andere Behörden verfügen über eigene Merkblätter und fügen deshalb, wie zum Beispiel die Einwohnergemeinde Sissach bei der Ausschreibung einer elektronischen Trefferanzeige, die Vorgabe einer Nachhaltigkeitserklärung ein.

Nachhaltigkeit neu im Zentrum

Währendem in der Vergangenheit Nachhaltigkeitskriterien in der öffentlichen Beschaffung wie aufgezeigt selten Anwendung fanden, wird deren Relevanz in Zukunft vermutlich zunehmen. Der Entwurf der für die Gemeinden relevanten Interkantonalen Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen (IVöB) sieht in Zweckartikel 1 vor, dass

bei öffentlichen Beschaffungen neben dem wirtschaftlichen Einsatz der Mittel künftig auch die Nachhaltigkeit berücksichtigt werden muss. Zudem wird Nachhaltigkeit in Artikel 31 als mögliches Zuschlagskriterium explizit genannt. Genauere Angaben darüber, welche konkreten Nachhaltigkeitskriterien rechtlich möglich und inhaltlich sinnvoll sind, werden im Entwurf der IVöB nicht detailliert gemacht. Ziel der künftigen Forschung der Universität Bern ist es deshalb, die in der Vergangenheit verwendeten Kriterien zu analysieren, um deren Funktionsweise und Wirksamkeit besser zu verstehen. So sollen Vergleiche angestellt und Best Practices entwickelt werden, damit im neuen Beschaffungsgesetz Nachhaltigkeit noch besser berücksichtigt werden kann.

*Matthias Stürmer,
Leiter Forschungsstelle Digitale
Nachhaltigkeit Universität Bern*

www.beschaffungsstatistik.ch



Nachhaltigkeit: Gemeinden wären dankbar für Hilfe

Eine Umfrage bei 148 Gemeinden zeigt, dass der politische Wille zur nachhaltigen Beschaffung vorhanden ist, es aber häufig an Instrumenten für die Umsetzung und insbesondere auch an einem wirksamen Controlling fehlt. Das Potenzial für Unterstützung ist gross.

Viele Gemeinden sind an einer nachhaltigen Beschaffung interessiert. Doch wie sieht es mit deren Umsetzung im Alltag einer Gemeinde aus? Eine Umfrage bei 148 Gemeinden sowie ergänzende Interviews mit Vertretern aus fünf Gemeinden zeigen, dass der politische Wille vorhanden ist, dass es aber häufig an konkreten Instrumenten für die Umsetzung und insbesondere auch an einem wirksamen Controlling fehlt. Entsprechend häufig wird der Wunsch nach gut aufgearbeiteten Beispielen einer «Best Practice» geäussert, um die Beteiligten in ihren jeweiligen Tätigkeiten möglichst

wirkungsvoll und praxisnah zu unterstützen.¹ Die Umfrage zeigt, dass mehr als die Hälfte der Gemeinden über einen politischen Beschluss zur nachhaltigen Beschaffung verfügen (vgl. Abbildung). Das Anliegen ist also in vielen Gemeinden gut verankert. Bei der konkreten Umsetzung sieht das Bild allerdings weniger positiv aus. Das zeigt die Untersuchung, die auf drei Aspekte fokussierte: die gemeindeinterne Analyse der Beschaffungspraxis, das Beschaffungsleitbild mit konkreten Richtlinien und das Controlling der Beschaffung. Am besten schneidet die Analyse der Beschaffungs-

praxis ab. Rund 44 Prozent der Gemeinden geben an, die Beschaffung in ihrer Gemeinde zu untersuchen, 30 Prozent analysieren ihre eigene Beschaffungspraxis, haben also eine Standortbestimmung ihrer Gemeinde vorgenommen. Knapp 20 Prozent nehmen eine systematische inhaltliche Risikoanalyse von Produktgruppen vor. Nur wenige untersuchen beide Aspekte.

Richtlinien für eine nachhaltige Beschaffung oder ein Beschaffungsleitbild sind nur in einem kleinen Teil der Gemeinden vorhanden. Meist werden dabei einzelne Aspekte beleuchtet, etwa die ökologi-



Viele Gemeinden sind an nachhaltigen Beschaffungen interessiert. Nur wenige aber verfügen über entsprechende Leitlinien und ein wirksames Controlling. Bild: Shutterstock

sche Nachhaltigkeit, oder es bestehen Beschaffungsrichtlinien für einzelne Produktgruppen. Selten werden mehrere Aspekte umfassend berücksichtigt. Rund ein Viertel der Gemeinden gibt an, weder über einen Beschluss für eine nachhaltige Beschaffung noch über eine Beschaffungsleitbild geschweige denn über entsprechende Richtlinien zu verfügen. Die Frage, ob spezifische Richtlinien und Empfehlungen für eine nachhaltige Beschaffung verwendet werden, und von wem diese entwickelt wurden, liefert besonders interessante Erkenntnisse. Ganze 80 Prozent der Gemeinden geben nämlich an, über keine Richtlinien zu verfügen. Von den restlichen 20 Prozent der Gemeinden haben rund zwei Drittel diese Richtlinien selber entwickelt. Dies deutet darauf hin, dass hier

ein grosses Potenzial für die Unterstützung von Gemeinden besteht. So könnten etwa Gemeinden bestehende Richtlinien von anderen Gemeinden übernehmen, idealerweise kombiniert mit einem Erfahrungsaustausch unter Gemeinden.

Problemkind Controlling

Am schlechtesten schneidet das Controlling ab. Nur knapp 30 Prozent der Gemeinden geben an, über ein Controlling zu verfügen. Dieses umfasst aber meist nur ein Instrument, wie zum Beispiel die Definition von konkreten Zielen. Diese werden kaum entsprechend überprüft oder in einem Bericht zur nachhaltigen Beschaffung dargestellt. Nur sechs Prozent der Gemeinden setzen mehr als ein Controlling-Instrument ein.

Gemeinde-Survey zu nachhaltiger Beschaffung

Die Umfrage beruhte auf einem Onlinefragebogen. Die Einladung zur Teilnahme ging an rund 1500 Gemeinden mit einem Rücklauf von rund 10 Prozent, mehrheitlich aus der Deutschschweiz. Bei der überwiegenden Mehrzahl der Gemeinden handelte es sich um kleine Gemeinden mit weniger als 2500 Einwohnern und mittlere Gemeinden mit bis zu 25 000 Einwohnern. Obwohl diese Tatsachen die Repräsentativität der Umfrage einschränken, lässt sich doch aus der Umfrage erstmals ein Überblick über die Praxis der nachhaltigen Beschaffung in Schweizer Gemeinden gewinnen. Der Baubereich war nicht Gegenstand des Surveys. pd

Ausbildung Spezialisten öffentliche Beschaffung

Im Dezember 2015 wurde die Interessengemeinschaft eidgenössische Abschlüsse im Bereich öffentliche Beschaffung (IAÖB) gegründet. Die IAÖB bildet die gesamtschweizerische Prüfungsträgerschaft für eidgenössische Berufsabschlüsse im Bereich der öffentlichen Beschaffung. Als Mitglied der Trägerschaft setzt sich der SGV bei der Entwicklung des eidgenössischen Fachausweises «Spezialist/in öffentliche Beschaffung» dafür ein, dass die neue Weiterbildung auch den Mitarbeitenden der Gemeinden offensteht. Schliesslich werden in der Schweiz 80 Prozent des Beschaffungsvolumens von Kantonen und Gemeinden abgedeckt. Gemeinden sind darum wichtige Auftraggeber. ham

Einige der befragten Gemeinden sind zertifiziert als Energiestadt, oder sie sind Mitglied in Organisationen, welche eine umweltfreundliche Beschaffung fördern, wie zum Beispiel urwaldfreundlich.ch oder eco-bau. Diese Mitgliedschaften sind allerdings nicht zahlreich, was darauf hindeutet, dass es sich hier um Gemeinden handelt, bei denen die nachhaltige Beschaffung bereits relativ stark institutionalisiert ist.

1 Die Umfrage wurde 2015/2016 im Rahmen eines wissenschaftlichen Praxisprojekts an der Hochschule Luzern durchgeführt und analysiert: Berger, Thomas; Diamant, Nicolai; Shiller, Daniel; Zaugg, Raffaella. 2016. Nachhaltige Öffentliche Beschaffung im Gemeinwesen der Schweiz. Eine Analyse des Nachhaltigkeitsstandards in Schweizer Gemeinden und die Entwicklung von Best-Practice-Beispielen.

klettern ...



... spielen, balancieren und schaukeln.

Jetzt den neuen Katalog bestellen und alle Möglichkeiten entdecken von Spielplatzgeräten in Holz, Metall, Kunststoff sowie Parkmobiliar.

Oder kennenlernen auf: www.buerliag.com

bürli



SWISS MADE

Bürli Spiel- und Sportgeräte AG

CH-6212 St. Erhard LU

Telefon 041 925 14 00, info@buerliag.com

Ihr starker Partner für besondere Bauverfahren



Schachtexpress



Betonabbau



Flächenabtrag



Oberflächenveredelung



DIVICO AG Wädenswil · Obere Bergstrasse 19 · CH-8820 Wädenswil · Telefon 043 477 70 80 · info@divico.ch · www.divico.ch

holzbauplus[®]

**Der Garant
im Holzbau.**

Das Gütesiegel Holzbau Plus steht für einen vorbildlich geführten Betrieb. Hochwertige Holzbauweise ist das Resultat einer Unternehmenskultur mit dem Menschen im Zentrum.

Dafür steh ich ein.

Philipp Bosshard, Bernhard Holzbau AG,
Wiesen

www.holzbau-plus.ch



Gemeinden wünschen Unterstützung

Bei der Frage nach einer geeigneten Unterstützung für eine nachhaltige Beschaffung werden folgende Punkte als «sehr interessant» bezeichnet (in der Reihenfolge ihrer Priorität):

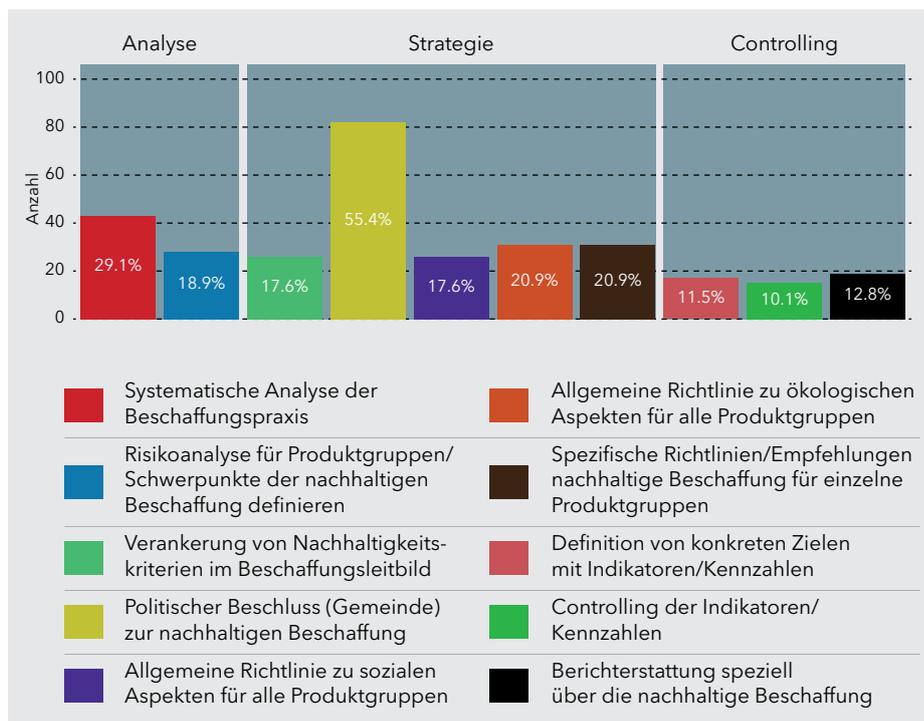
- gute Beschaffungsbeispiele von anderen Gemeinden
- Vorlagen für Ausschreibungstexte
- Verzeichnis von Anbietern, die nachhaltige Produkte anbieten
- Informationen zu den Vorteilen einer nachhaltigen Beschaffung
- Detaillierte Vergleichsmöglichkeiten verschiedener Nachhaltigkeitsstandards
- Weiterbildung (½–1 Tag) zu nachhaltiger öffentlicher Beschaffung.

Die Gemeinden wünschen sich demnach eine praxisnahe Unterstützung für die nachhaltige Beschaffung, die auf konkreten Erfahrungen in anderen Gemeinden beruht. Der Austausch von Erfahrungen sowie von konkreten Hilfsmitteln, wie etwa ein Ausschreibungstext oder Anbieterverzeichnisse, sollten Hand in Hand gehen. Der Bedarf nach Informationen zu den Vorteilen einer nachhaltigen Beschaffung deutet darauf hin, dass intern ein beträchtlicher Aufwand für Kommunikation und Überzeugungsarbeit geleistet werden muss, wofür sich die für eine nachhaltige Beschaffung zuständigen Personen einen entsprechenden

Kompass Nachhaltigkeit: Informationsplattform für nachhaltige Beschaffung

Der Kompass Nachhaltigkeit unterstützt öffentliche Einkäufer aus kleineren und mittleren Gemeinden bei der Berücksichtigung von sozialen und ökologischen Kriterien in der Beschaffung. Das Angebot reicht von generellen Informationen über nachhaltige Beschaffung zu juristischen Hintergrundinformationen von Ausschreibungen bis zu Praxisbeispielen von Gemeinden. Unter der Rubrik Produkte finden sich detaillierte Informationen über einzelne Produktgruppen, welche in der Beschaffung relevant sind. Zudem Informationen zu den wichtigsten Labels und Standards, welche für die Beschaffung hilfreich sein können. *pusch*

Die Plattform www.kompass-nachhaltigkeit.ch wurde frisch überarbeitet. Anregungen und Rückmeldungen sind willkommen: eva.hirsiger@pusch.ch, 044 267 44 60.



So werden die verschiedenen Instrumente zur nachhaltigen Beschaffung genutzt. Grafik: IBR

Support – vor allem auch in Form der Integration in die Arbeitsaufgaben – wünschen.

Individuelle Präferenzen

Die vertiefenden Gespräche mit Gemeindevorteilern zeigen, dass sich noch kaum eine konkrete «Praxis» der nachhaltigen Beschaffung etabliert hat. Die in den Gesprächen erläuterten Vorgehensweisen zeichnen sich dadurch aus, dass sie sich stark an einer Situation orientieren und von individuellen Präferenzen der Verantwortlichen geprägt sind. So setzen die einen Gemeinden auf informelle Prozesse und individuelles Know-how bei der Planung und Umsetzung. Andere bevorzugen ein Vorgehen, welches sich an klaren Regeln (z. B. Beschaffungsrichtlinien; Auftrag vom Gemeinderat) und Vorgaben (z. B. Labels) orientiert. Bei der Evaluation und Anpassung der bestehenden Praxis finden sich praktisch keine systematischen Controlling-Prozesse.

Finanzieller Spielraum entscheidend

Als prägendes Element im Entscheidungs- und Umsetzungsprozess wird von den Befragten der finanzielle Spielraum genannt. Er ist in der derzeitigen Praxis ein wichtiges Entscheidungskriterium, welches vor dem Hintergrund der unsicheren Ausgangslage (fehlende Praxis, wenige Vergleichsbeispiele, unklare Kosten-Nutzen-Verhältnisse usw.) Legitimation für oder gegen die nachhaltige Beschaffung ermöglicht. Entsprechend

spielen der Budgetprozess und die darin geführten (politischen) Verhandlungen eine zentrale Rolle.

Nebst dem finanziellen Aspekt wurden folgende «Erfolgsfaktoren» genannt: Eine gute Information und Koordination wichtiger Entscheidungsträger (z. B. Gemeinderat sowie die Leitung der Verwaltung), eine plausible Darlegung des langfristigen ökonomischen Nutzens, der Austausch mit «Gleichgesinnten», das heisst anderen Gemeinden sowie ein grosses Mass an persönlicher Überzeugung bei den Personen, die für die nachhaltige Beschaffung verantwortlich sind. Als weiterer wichtiger Faktor gewinnen Labels an Bedeutung. Sie schaffen Vertrauen und Orientierung, was für die interne Abstimmung sowie bei der Wahl von Lieferantenbeziehung ein effizientes und effektives Handeln erlaubt.

Justus Gallati, Hochschule Luzern, Wirtschaft

Gian-Claudio Gentile, Universitätsspital Zürich

Fabian Berger, Hochschule Luzern, Soziale Arbeit

Mark Starmans, BSD Consulting

Netzüberwachung LORNO – Anwender berichten.

INTERVIEW Rund drei Jahre nach Inbetriebnahme des Netzüberwachungssystems LORNO hatten wir die Gelegenheit, die Herren Walter Rossi, Stellvertretender Chefmonteur, Adrian Spring und Simon Aemmer, Netzmonteur von den Industriellen Betrieben Interlaken (IBI) zu ihren Erfahrungen zu befragen.



Adrian Spring, Simon Aemmer und Walter Rossi

Sie arbeiten seit 2013 mit dem Netzüberwachungssystem LORNO. Warum haben Sie sich für dieses System entschieden?

IBI Wir haben uns für ein Überwachungssystem entschieden, welches Messungen direkt im Medium Wasser aufnimmt und nicht auf Körperschallbasis – und unabhängig vom Leitungsmaterial funktioniert. Auch die Erfassung von unerlaubtem Wasserbezug war ein wichtiger Punkt.

Wie viele Lecks haben Sie insgesamt schon gefunden?

IBI Von 2013 bis 2014 hatten wir in einem Gebiet mit 202 Hydranten (davon 63 mit LORNO ausgerüstet) 3 Lecks in Hausanschlüssen und 10 in Hauptleitungen.

Haben Sie Leckagen während der Installation von LORNO gefunden?

IBI Ja, wir haben diverse Leckagen gefunden, die vorher nicht auffindbar gewesen wären.

Wie bewerten Sie die Wirtschaftlichkeit der Investition bezüglich gefundener Lecks?

IBI Das System amortisiert sich erstaunlich schnell. Dies in erster Linie durch Reduktion von Wasserverlusten, Fehlbedienungen der Hydranten (dadurch weniger Reparaturkosten), Infrastrukturschäden und des Stromverbrauches. Dank des verringerten Wasserverlustes kann nun ein Projekt zur Stromproduktion aus Trinkwasser gestartet werden.

Was hat sich seit dem Einsatz von LORNO in Ihrem Alltag verändert?

IBI Drei Personen arbeiten mit dem System, die Ferienvertretung wird intern geregelt. Beim Pikettdienst hat sich nichts geändert, der muss weiterhin aufrecht erhalten werden, jedoch sind seit Installation von LORNO weniger Leitungsbrüche zu verzeichnen (5 bis 10 pro Jahr).

Zeigen sich noch andere Vorzüge?

IBI Mit LORNO hat man Gewissheit über das ganze Leitungsnetz, weil alle wichtigen Informationen gemeldet werden. Dank der Früherkennung können die Reparaturen geplant vorgenommen werden.

IBI Das Echo ist sehr positiv, weil wir die Bevölkerung laufend über den Zustand des Leitungsnetzes und der Hydranten informieren können.

Wie wurden Sie vor der Installation von LORNO auf Leckagen aufmerksam? Durch Sektorenmessungen, Einspeise-

methode, Netzkontrolle und/oder Einsatz von Datenlogger?

IBI Ja, aber alle diese Methoden waren für uns nicht zu 100% befriedigend, da sie nur eine Momentaufnahme abbilden. Mit LORNO ist nun das ganze Versorgungsnetz inklusive Hydranten dauernd überwacht.

Worin liegen aus Ihrer Sicht die Vorteile von LORNO?

IBI Insgesamt wird mit einem permanenten Überwachungssystem die Versorgungssicherheit erhöht. Dank der Früherkennung der Geräuschüberschreitung können kleine Leckagen bei Haupt- und Hausanschlussleitungen schnell gefunden und repariert werden. Wasserverluste sowie Infrastrukturschäden werden dadurch reduziert. Weitere Zusatznutzen sehen wir in der Überwachung des Hydranten bei Wasserbezug sowie der Füllstandskontrolle (Schutz vor Einfrieren, Fehlbedienungen usw.).

Gibt es auch Nachteile?

IBI Bei der Evaluation scheint der Anschaffungspreis hoch zu sein, wenn man jedoch genau hinsieht relativieren sich die Kosten, denn jeder mit LORNO ausgerüstete Hydrant ist gleichzeitig kostensparend revidiert.

Angaben zur Versorgung: Wasserverbrauch 2015: 2.55 Millionen m³. 97% Quellwasser und 3% Grundwasser. Aufteilung Wasserverteilnetz: 153.3 km Gesamtlänge; 40.2% PE, 35.6% Guss, 24.2% Stahl.

Durabilité: Les communes ont besoin d'aide pour les achats

Une enquête réalisée auprès de 148 communes montre qu'elles sont disposées à effectuer des achats durables, mais qu'elles manquent souvent d'instruments pour la mise en œuvre. Elles ont grand besoin de soutien.

Bien des communes sont intéressées à des achats durables, mais comment se passe la mise en œuvre dans le quotidien? Une enquête réalisée auprès de 148 communes et des interviews complémentaires avec des représentants de cinq communes montrent que dans plus de la moitié des communes la volonté politique concernant l'achat durable est présente. L'image est moins positive pour ce qui est de la mise en œuvre concrète. L'enquête était axée sur trois aspects: l'analyse interne à la commune, les lignes directrices d'achat avec des directives concrètes et le controlling des achats. C'est l'analyse de la pratique d'achats qui s'en sort le mieux. Près de 44% des communes indiquent qu'elles analysent les achats dans leur commune, 30% évaluent leur propre pratique d'acquisition, se sont donc livrées

à un état des lieux de leur commune. A peine 20% effectuent une estimation des risques systématique. Seules quelques-unes examinent les deux aspects. Des lignes directrices ou de principes directeurs pour des achats durables n'existent que dans une petite partie des communes. La plupart du temps, l'on s'occupe de différents aspects tels que la durabilité écologique, ou alors il y a des directives pour différents groupes de produits. Ce n'est que rarement que plusieurs aspects sont entièrement pris en compte. Près du quart des communes indique ne disposer ni d'une stratégie pour un achat durable ni d'une ligne directrice et encore moins de principes correspondants. La question de savoir si des principes directeurs et des recommandations spécifiques sont utilisés pour les achats durables, et par qui ces derniers ont été développés, livre des résultats particulièrement intéressants. 80% des communes indiquent en effet ne disposer d'aucune ligne directrice. Les 20% restantes ont développé ces lignes directrices elles-mêmes. Ceci indique qu'il y a là un gros potentiel de soutien pour les communes. Ainsi des communes pourraient-elles reprendre des lignes directrices d'autres communes, combiné idéalement avec un échange d'expériences intercommunes. C'est le controlling qui s'en sort le moins bien. Seuls à peine 30% des communes indiquent qu'elles disposent d'un controlling. Mais celui-ci n'est le plus souvent qu'un instrument, tel que par exemple la définition de buts concrets. Ceux-ci ne sont guère vérifiés ou alors représentés dans un rapport sur les achats durables. Seules 6% des communes utilisent plus d'un instrument de controlling. Quelques-unes des communes interrogées ont obtenu le label Cité de l'énergie, ou alors elles sont membres d'organisations qui encouragent les achats écologiques, comme par exemple urwaldfreundlich.ch ou eco-bau. Mais elles ne sont pas nombreuses, ce qui indique qu'il s'agit ici de communes où les achats durables sont relativement bien institutionnalisés.

Formation: spécialistes des marchés publics

En décembre 2015, le Groupement d'intérêt pour les diplômés fédéraux dans le domaine des marchés publics IAöB a été fondé. L'Association IAöB forme l'organe responsable d'examen fédéral pour le domaine professionnel des marchés publics. En tant que membre de l'IAöB, l'ACS s'engage pour que le nouveau brevet de «Spécialiste des marchés publics» soit orienté sur la pratique et que les besoins des communes soient pris en compte.

En Suisse, 80 pourcent du volume des marchés publics sont couverts par les cantons et les communes. Les communes sont dès lors des mandants importants dans le domaine des marchés publics. *ham*

Les communes désirent un soutien pratique pour les achats durables, basé sur des expériences concrètes d'autres communes. Le besoin d'informations concernant les avantages des achats durables indique qu'à l'interne, il faut déployer des efforts de communication et de persuasion considérables, ce pour quoi les personnes responsables des achats durables désirent du soutien dans ce domaine – surtout aussi sous forme d'intégration dans les processus de travail. La marge de manœuvre financière est dans la pratique actuelle un critère de décision important qui permet ou non les achats durables dans un contexte incertain. Dans ce cadre, le processus budgétaire joue un rôle central.

*Justus Gallati, Hochschule Luzern, Wirtschaft
Gian-Claudio Gentile, Universitätsspital Zürich
Fabian Berger, Hochschule Luzern, Soziale Arbeit
Mark Starmans, BSD Consulting*

Boussole de durabilité: une plateforme pour les achats

La Boussole de durabilité soutient les acheteurs publics des petites et moyennes communes dans la prise en considération des critères sociaux et écologiques lors de l'adjudication de mandats. L'offre s'étend d'informations générales sur les achats durables aux conditions-cadres juridiques des appels d'offre en passant par des exemples de la pratique des communes. Sous la rubrique produits, l'on trouve des informations détaillées sur différents produits, ainsi que les labels et standards les plus importants qui peuvent se révéler utiles pour l'achat. *pusch*

La plateforme www.boussole.de.durabilite.ch a été revue récemment. Les suggestions et les observations sont les bienvenues: eva.hirsiger@pusch.ch, 044 267 44 60.

Dank regionalem Netzwerk IT ökologisch und fair beschaffen

Wie beschafft man möglichst ökologisch und fair produzierte Computer? Das Beschaffungsnetzwerk PAIR hilft Gemeinden in der Westschweiz, neben Kosten- und Energieeffizienz auch Umwelt- und Sozialstandards zu beachten.



Die ökologischen und sozialen Herausforderungen sind vielfältig und komplex, wenn man den gesamten Lebenszyklus von Rohstoffabbau bis Entsorgung betrachtet.

Bild: Shutterstock

Wer heute IT-Hardware beschaffen muss, ist nicht zu beneiden: Seitenweise technische Spezifikationen müssen sicherstellen, dass sich der neue Computer in die bestehende IT-Infrastruktur integrieren lässt, dem neusten Stand der Technik entspricht, die Bedürfnisse der Benutzer erfüllt und nicht zuletzt auch ökologische und soziale Aspekte berücksichtigt.

Die öffentliche Ausschreibung von Computern bedeutet für alle öffentlichen Beschaffungsstellen – egal ob gross oder klein – eine grosse Herausforderung. Doch für Mitarbeiter kleinerer Gemeinden ist sie fast nicht zu bewältigen. Sie

haben im Alltagsgeschäft mit ganz verschiedenen Aufgaben zu tun und sind gewöhnlich nicht Experten für IT-Beschaffungen. Dabei ist auch für kleinere und mittlere Gemeinden das offene oder selektive Verfahren im IT-Bereich längst keine Seltenheit mehr. Der Schwellenwert von 250 000 Franken ist bei einer Erneuerung oder Erweiterung der IT-Infrastruktur schnell überschritten.

Gemeinsam beschaffen und die Hälfte bezahlen

Die Schwierigkeit der öffentlichen Ausschreibung von IT-Hardware haben in

der Romandie verschiedene Gemeinden, Kantone, öffentliche Institutionen und deren Rechenzentren früh erkannt und sich im Partenariat des Achats Informatiques Romands (PAIR) zusammengeschlossen. PAIR verfolgt als Verein das Ziel, den Bedarf im IT-Bereich festzustellen und die technischen Spezifikationen gemeinsam zu definieren. Mit dem daraus resultierenden grossen Beschaffungsvolumen kann PAIR vorteilhafte Konditionen für die einzelnen Mitglieder aushandeln. Die Gemeinde Wünnewil-Flamatt profitiert zusammen mit 15 weiteren Deutschfreiburger Gemeinden, die

über ihr Rechenzentrum PAIR abgeschlossen sind, nicht nur von Kosteneinsparungen, die je nach Produkt und Menge bis zu 50 Prozent ausmachen. «Der Austausch unter den Mitgliedern, der Zugang zu Kontakten und die Erfahrungen von PAIR werden von uns sehr geschätzt», erklärt Gemeindegeschreiber Fredy Huber. PAIR nutzt ausserdem seinen Einfluss als grosse Einkaufsorganisation, um das Thema Nachhaltigkeit bei den IT-Herstellern voranzutreiben.

Mehr als Energieeffizienz verlangen

PAIR beschäftigt sich seit 2010 intensiv mit der Integration von sozialen und ökologischen Themen in seinen Ausschreibungen. Während PAIR früher von den Anbietern bloss eine Selbstdeklaration zur Einhaltung von gewissen sozialen und ökologischen Aspekten verlangte, müssen sie heute spezifische Fragen zu ihrer Produktionskette beantworten und vor allem im ökologischen Bereich über Labels verfügen oder belegen, dass ihre Produkte dieselben Kriterien erfüllen.

«Es ist wichtig, sich zuerst über die sozialen und ökologischen Herausforderungen von IT-Hardware zu informieren», ist Valérie Bronchi von der Abteilung Nachhaltige Entwicklung im Departement für Infrastruktur und Personalwesen des Kantons Waadt überzeugt. Sie hat bei der Erarbeitung der Nachhaltigkeitskriterien für PAIR massgebend mitgewirkt. Die ökologischen und sozialen Herausforderungen sind vielfältig und komplex, wenn man den gesamten Lebenszyklus von Rohstoffabbau bis Entsorgung betrachtet: Umweltverschmutzung, gesundheitsschädliche Chemikalien, menschenunwürdige Arbeitsbedingungen, mangelhafte Arbeitssicherheit, übermässiger Energieverbrauch, Konfliktmineralien und illegaler Bergbau sind nur einige Beispiele.

Als Informationsquelle greift Valérie Bronchi auf Expertenberichte in diesem Bereich zurück, wie sie beispielsweise im Rahmen der Kampagne «High Tech – No Rights?» von Brot für alle und Fastenopfer erarbeitet wurden. Als Nächstes

übersetzt sie die ökologischen und sozialen Herausforderungen in Ausschreibungskriterien. «Dabei ist es wichtig, dass diese klar definiert sind und sich überprüfen lassen», fährt Valérie Bronchi fort. Die Zusammenarbeit im Beschaffungsnetzwerk PAIR zwischen Experten in den Bereichen IT-Technik, Anbietermarkt und Nachhaltigkeit vereinfacht die Formulierung der Ausschreibungskriterien.

Waadt hat Vorreiterrolle

PAIR verfolgt bei seinen Ausschreibungen einen pragmatischen Ansatz: Ökologische und soziale Anforderungen, die inzwischen auf dem Markt weit verbreitet sind, werden als Ausschlusskriterien unter den technischen Spezifikationen oder als Eignungskriterien aufgeführt. Hingegen werden Bestrebungen, die von Anbietern noch nicht oder selten erfüllt werden, unter den Zuschlagskriterien aufgeführt. So führt PAIR beispielsweise die Energieeffizienzanforderungen gemäss den Labels EPEAT Gold, Energy Star oder TCO Certified unter den technischen Spezifikationen, weil diese Umweltstandards schon weit verbreitet sind. Das Engagement der Anbieter für weniger Umweltverschmutzung in den Produktionsländern wird dagegen erst unter den Zuschlagskriterien bewertet. Dasselbe gilt für das Engagement der Anbieter für bessere Arbeitsbedingungen, sofern dieses einen genügenden Bezug zum Auftrag hat. Valérie Bronchi zählt nicht nur auf das Netzwerk von PAIR, wenn sie Ausschreibungskriterien zu sozialen und ökologischen Aspekten formuliert. Sie nutzt auch Onlineplattformen, welche Informationen zur nachhaltigen Beschaffung und konkrete Hilfsmittel für die Definition von Ausschreibungskriterien zur Verfügung stellen. Seit 2016 ist der Kanton Waadt als erste öffentliche Institution Mitglied von Electronics Watch. Diese Initiative überwacht die Produktionsbedingungen von EDV-Anlagen. Mit dieser Mitgliedschaft will der Kanton die Berücksichtigung sozialer Kriterien in seiner IT-Beschaffung stärken (siehe Infobox).

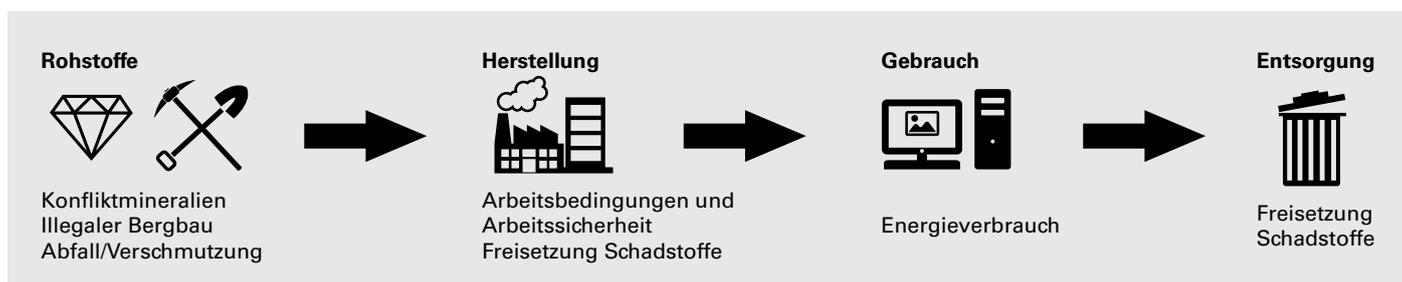
Nachhaltige IT-Beschaffung online

Hier finden Gemeinden und KMU Informationen und Unterstützung:

- Kompass Nachhaltigkeit: Die Internetplattform der Stiftung Pusch und der ÖBU, des Netzwerks für nachhaltiges Wirtschaften, stellt der öffentlichen Hand und KMU Informationen zur nachhaltigen Beschaffung zur Verfügung (www.kompass-nachhaltigkeit.ch).
- Labelinfo.ch: Die Label-Datenbank der Stiftung Pusch bietet Informationen zu mehr als 150 Gütesiegeln und Deklarationen (www.labelinfo.ch).
- Guide des achats professionnels responsables: Der Leitfaden für professionelle Einkäufer von Behörden und Unternehmen bietet Werkzeuge zur Integration von Nachhaltigkeitskriterien (<http://achats-responsables.ch>).
- Electronics Watch: Die unabhängige Monitoringorganisation unterstützt die öffentlichen Auftraggeber darin, ihre Verantwortung für den Schutz der Arbeitsrechte in der globalen Lieferkette der Elektronikindustrie wahrzunehmen (electronicswatch.org/de).

Auch in der Deutschschweiz befassen sich bereits einige Gemeinden mit der nachhaltigen Beschaffung von Computern. Häufig wird IT-Hardware über Rechenzentren eingekauft, doch im Gegensatz zur Romandie existiert in der Deutschschweiz noch kein mit PAIR vergleichbarer regionaler Zusammenschluss. Ein solcher Zusammenschluss wäre aber gewinnbringend – sowohl wegen der Kosteneinsparungen wie auch in Bezug auf ökologische und soziale Aspekte.

*Flavia Fries
Marianne Stünzi, Pusch*



Lebenszyklus von IT-Hardware.

Illustration: F. Fries

Fünf Jahre nach dem Ja zur Weber-Initiative: was nun?

Wie hat das Berggebiet auf die Zweitwohnungsinitiative reagiert, was soll es tun, was lassen? Auf den Seiten 26 bis 59 erteilt die «Schweizer Gemeinde» Thomas Egger und Peter Bodenmann das Wort und stellt kreative Initiativen vor.

Fünf Jahre nach dem knappen Ja zur Zweitwohnungsinitiative am 11. März 2012 ist der von der Bauwirtschaft befürchtete Einbruch eingetroffen: Gegenüber 2011 – also dem letzten Jahr vor Annahme der Initiative – ist die Zahl der Baubewilligungen für Mehrfamilienhäuser in den meisten Bergregionen um 30 bis 90 Prozent eingebrochen. Das zeigt eine Auswertung des Beratungsunternehmens Wüst & Partner im Auftrag des «Tages-Anzeigers». Bis zur provisorischen Verordnung von Anfang 2013 kam es im Berggebiet noch zu einer Torchlusspanik und damit zu einer Welle von Baugesuchen. Damit ist für Gemeinden mit einem Zweitwohnungsanteil von mehr als 20 Prozent nun Schluss; die Initiative verbietet in solchen Gemeinden den Bau neuer Feriendomizile.

Initiativen für warme Betten

Was tun? Vielerorts ist eine Bewegung in Gang gekommen, die letztlich der Absicht der von Franz Webers Organisation Helvetia Nostra lancierten Initiative entspricht: Kalte Betten in Ferienwohnungen, die fast das ganze Jahr über leer stehen, werden in warme verwandelt. Regionale Vermietungsplattformen, vom Bund unterstützte wie auch private Initiativen vom Tessin bis in die Bündner Surselva bringen Leben in die fast 400 000 Zweitwohnungen im Schweizer Berggebiet, zumindest ein Anfang ist gemacht. Die Bündner Initianten der Plattform www.warmesbett.ch, Claudio Quinter und Gian Derungs, hoffen, dass künftig auch für Kleinprojekte und Start-ups einfache Lösungen angeboten werden, und haben einen entsprechenden Vorschlag beim Staatssekretariat für Wirtschaft (Seco) deponiert. Sie selber hätten sich gar nicht erst um Subventionen bemüht, sagt Claudio Quinter. Denn: «Die Verfahren sind langwierig und zielen erfahrungsgemäss eher auf grössere Projekte ab. Bei kleinen Projekten sind die Erfolgsaussichten ziemlich gering.» Einen regelrechten Boom bei den Übernachtungszahlen scheint die Onlinevermietungsplattform Airbnb ausgelöst zu haben. Tourismusverantwortliche und



Blick auf die wilde Schönheit des Val Lumnezia: Auch hier engagieren sich Einwohner für warme Betten in Zweitwohnungen.

Bild: Isabel Plana, Schweizer Berghilfe

vor allem Hoteliers haben an Airbnb aber nicht nur Freude. Im Wallis wird eine «Uberisierung» bei der Vermietung von Ferienimmobilien beklagt.

Das Wallis will Airbnb disziplinieren

Branchenvertreter haben darum mit Unterstützung des Kantons und des Bundes im Rahmen des Programms «Innotour» ein Label entwickelt, «um die touristische Beherbergung zu organisieren und die Qualität der Dienstleistungen zu gewährleisten». Es sei nicht das Ziel, neue Marktteilnehmer zu bekämpfen, sagt der Walliser Wirtschaftsdirektor Jean-Michel Cina auf Anfrage. Diese sollten aber in die Spielregeln, die für andere Vermieter gälten, eingebunden werden. Cina: «Airbnb kann sich ja in die Branchenlösung integrieren.»

Auch die Stadt Luzern schaut Vermietern, welche die Plattform von Airbnb nutzen, genauer ins Portemonnaie. Einkünfte, die aus Übernachtungen erzielt werden, müssen in der Steuererklärung deklariert werden. Zudem werden Vermietern vom Steueramt Kurtaxen und Beherbergungsabgaben, die ab April auf 2.80 Franken pro Person und Übernachtung steigen, in Rechnung gestellt.

Avenir Suisse sieht Potenzial

Dass die Umwälzungen im Zuge der Zweitwohnungsinitiative auch Chancen bieten, zeigt Avenir Suisse in ihrer jüngsten Studie zum Berggebiet auf. Sie kann unter <https://tinyurl.com/h6bqzer> eingesehen werden.

Denise Lachat

Cinq ans après le oui à l'initiative Weber: et maintenant?

Comment les régions de montagne ont-elles réagi à l'initiative sur les résidences secondaires? Sur les pages 27 à 59, nous donnons la parole à Thomas Egger et Peter Bodenmann et présentons des initiatives créatrices.



Regard sur la beauté sauvage du Val Lumnezia: là aussi, les habitants s'engagent pour des lits chauds dans les résidences secondaires. Photo: Isabel Plana, Aide Suisse aux Montagnards

Cinq ans après l'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires le 11 mars 2012, la chute que craignait la construction est arrivée: par rapport à 2011, la dernière année avant l'acceptation de l'initiative, le nombre de permis de construire d'immeubles a diminué de 30 à 90% dans la plupart des régions de montagne. C'est ce que montre une évaluation de l'entreprise de conseil Wüst&Partner mandatée par le «Tages-Anzeiger». Jusqu'à l'ordonnance provisoire de début 2013, l'on assista encore dans les régions de montagne à une avalanche de demandes de permis de construire. C'en est maintenant fini pour les communes ayant une part de plus de 20% de résidences secondaires; dans de telles communes, l'initiative interdit la construction de nouveaux appartements

de vacances. Que faire? A maints endroits, un mouvement a vu le jour qui, en fin de compte, correspond à l'initiative lancée par l'organisation de Franz Weber, Helvetia Nostra: les lits froids des appartements de vacances qui restent vides presque toute l'année sont transformés en lits chauds. Des plateformes régionales soutenues par la Confédération et des initiatives privées amènent la vie du Tessin jusqu'à la Surselva grisonne dans les presque 400 000 résidences secondaires des régions de montagne suisses, en tout cas le début est donné. Les initiateurs grisons de la plateforme www.warmesbett.ch, Claudio Quinter et Gian Derungs, espèrent qu'à l'avenir des solutions simples seront offertes pour des petits projets et des startups et ont déposé une proposi-

tion dans ce sens auprès du Secrétariat à l'économie (SECO). Eux-mêmes ne se seraient pas efforcés d'obtenir des subventions, dit Claudio Quinter. «Les procédures sont longues et, par expérience, visent plutôt les projets d'une certaine importance.»

Le Valais veut discipliner Airbnb

La plateforme de location en ligne Airbnb semble avoir déclenché un véritable boom pour les chiffres des nuitées. Mais les responsables du tourisme et surtout les hôteliers n'aiment pas trop Airbnb. Au Valais, l'on se plaint d'une «ubérisation» de la location d'appartements de vacances. Avec le soutien du canton et de la Confédération, des représentants de la branche ont donc développé un label dans le cadre du programme «Innotour», «pour organiser l'hébergement touristique et garantir la qualité des services». «Le but n'est pas de lutter contre de nouveaux acteurs du marché», nous répond le directeur des affaires économiques valaisannes Jean-Michel Cina. Mais ceux-ci devraient être impliqués dans les règles du jeu qui valent pour d'autres propriétaires. Cina: «Airbnb peut bien s'intégrer dans les solutions de la branche.» La ville de Lucerne examine aussi plus attentivement les comptes des propriétaires qui utilisent la plateforme d'Airbnb. Les revenus réalisés à partir de nuitées doivent figurer dans la déclaration d'impôt. Par ailleurs, l'administration fiscale facturera aux propriétaires des taxes de séjours et d'hébergement qui, dès avril, s'élèveront à 2.80 francs par personne et par nuitée.

Avenir Suisse voit du potentiel

Les bouleversements amenés par l'initiative comportent aussi des chances. C'est ce que montre Avenir Suisse dans sa dernière étude sur les régions de montagne. Celle-ci peut être consultée sur <https://tinyurl.com/h6bqzer>.

Denise Lachat

Traduction: Claudine Schelling

Von Saas-Fee lernen

Zweitwohnungen seien nicht mehr gefragt, sagt Peter Bodenmann. Der Briger Hotelier und frühere Präsident der SP Schweiz kritisiert die Umsetzung der Zweitwohnungsinitiative und verlangt mehr Spielraum für kreative Gemeinden.



Nach der etwas überraschenden Annahme der Zweitwohnungsinitiative rechneten fast alle damit, dass die Ware Zweitwohnung knapp würde, weil nach der Übergangsfrist keine neuen Zweitwohnungen mehr gebaut werden können. Und eine Verknappung des Angebotes führt zu höheren Preisen. Eingetreten ist genau das Gegenteil, wie die Studien von Wüest und Partner zeigen: Noch nie konnte man so viele Zweitwohnungen kaufen wie heute. Was fehlt, sind die Käuferinnen und Käufer. Deshalb sinken die Preise pro Quadratmeter Ferienfläche.

Schleichende Verslumung in den Alpen

Der Grund für die fehlende Nachfrage: Zweitwohnungen in den Alpen sind montane Gefängnisse. Sie binden Kapital und üben auf die Besitzer von Chalets und Stockwerkeigentumswohnungen den Druck aus, am immer gleichen Ort ihre Ferien zu verbringen. Weil sich das Ferienverhalten der Menschen verändert hat, ist die Generation der Erben in vielen Fällen aber nicht mehr bereit, in bestehende Ferienwohnungen zu investieren. Eine schleichende Verslumung im Alpenraum ist im Gang. Nur will sie noch niemand thematisieren. Weil sie den Wertverfall beschleunigen würde. Wir haben in der Schweiz also zu viele und nicht zu wenige Ferienwohnungen. Viele Betten bleiben kalt, andere eiskalt. Die Umsetzung der Zweitwohnungsinitiative erinnert an einen Emmentaler Käse, dessen Löcher nachträglich am falschen Ort gebohrt wurden:

- Nicht rentable Hotels dürfen nur zur Hälfte umgenutzt werden. Als ob die

Hälfte eines zu kleinen und oft deshalb unrentablen Hotels nach der Halbierung der Kapazitäten rentabler würde.

- Neu kann man wieder bewirtschaftete Ferienwohnungen auch in Gemeinden mit mehr als 20 Prozent Ferienwohnungen erstellen und verkaufen. Hier waren mit dem SVP-Fraktionschef Adrian Amstutz und der Kampagnenleiterin der Zweitwohnungsinitiative, Vera Weber, federführend zwei touristische und ökologische Nichtschwimmer am Werk, als dieses «Päckli» im Parlament geschnürt wurde.

Man hätte es anders machen müssen

- Der Abriss bestehender Slumchalets und Defizithotels müsste möglich sein. Die so frei werdenden Bruttogeschossflächen müsste man an raumplanerisch und touristisch geeigneten Standorten neu für Nullenergie-Ferienwohnungen nutzen dürfen.
- Gleich wie den Abriss müsste man die grundbuchrechtlich gesicherte Umnutzung zu günstigen Erstwohnungen für die vor Ort tätigen Arbeitskräfte behandeln.
- Die Gemeinden müssten das Recht erhalten, neue Modelle für den alpinen Tourismus zu entwickeln und durchzusetzen. Mehr dazu weiter unten.

Gemeinden mit dem Rücken zur Wand

Derweil dreht sich die Spirale, leider in die falsche Richtung. Vielerorts versuchen Immobilienentwickler, Treuhänder und Notare mehr oder weniger geschickt zu tricksen. Genauso wie früher auch schon. Papier ist geduldig. Wer kontrolliert schon, welche Wohnungen wirklich

bewirtschaftet und vermietet werden. Sicher nicht die Konkurrenz, die ihre Betten nicht verkaufen kann. Die Aparthotels des letzten Jahrhunderts sind wahre Goldgruben, leider nur für Rechtsanwältinnen und Treuhänder. Die Geschichte wiederholt sich als Farce.

Viele Gemeinden stehen finanziell mit dem Rücken zur Wand. Sie erhöhen die Kurtaxen, die Gebühren und die Steuern für die Zweitwohnungsbesitzer. Diese beginnen sich zu wehren. Beschreiten den Rechtsweg. Oder drohen mit dem Boykott der lokalen Gewerbetreibenden und Geschäfte. Die schlechte Stimmung drückt weiter auf Nachfrage und Preise.

Skifahren schlicht zu teuer

Es gibt in der Schweiz mehr Skifahrer als je zuvor, das haben Erhebungen gezeigt. Aber die Skifahrer stehen weniger Tage pro Jahr auf ihren Skiern. Oder sie wandern ins Ausland ab. Deshalb gehen die Skidays in der Schweiz massiv zurück. Dies, weil das Skifahren für Personen und Familien mit kleinen und mittleren Einkommen schlicht zu teuer geworden ist. Der im internationalen Vergleich dramatisch teurer gewordene Franken verschärft die Krise.

Das Modell Peter Bodenmann

Seit zwölf Jahre vertrete ich – bisher absolut erfolglos – den Ansatz, dass Schweizer Kurorte problemlos konkurrenzfähig werden können. Wenn man rechtlich und wirtschaftlich die Weichen richtig stellt. Mein Modell erklärt am Beispiel Leukerbad, das zurzeit seine Torrenbahn ohne realistische Erfolgsperspektive mit Millionen Steuerfranken zu



Saas-Fee bietet für einen ganzen Winter ein nicht übertragbares Generalabo für 211 Franken an. Die Aktion hat die Kassen gefüllt und soll wiederholt werden.

Bild: Photopress, Denis Emery

sanieren sucht: Leukerbad hat 7000 Betten vorab in Ferienwohnungen. Weniger in Hotels. Die Kapazität der Torrentbahn und der Bahn auf die Gemmi liegt zusammen bei 3500 Personen pro Tag.

- Man kann diese Bahnen mit Einnahmen von sechs Millionen Franken im Jahr problemlos betreiben.

- Um diese Einnahmen zu sichern, müsste jeder Eigentümer – ob Ferienwohnungsbesitzer oder Hotelier – pro zwei Betten ein frei übertragbares Generalabo für die Torrent- und Gemmibahnen inklusive Skilifte übernehmen. Preis rund 1700 Franken pro Jahr. Dafür würden die Kurtaxen wegfallen.

Über Nacht würde Leukerbad dank neuen Buchungsplattformen wie ein Resort funktionieren. Alle hätten ein Interesse daran, dass ihre Ferienwohnungen oder zumindest ihre nicht genutzten Generalabos von Dritten genutzt würden. Die Preise würden sinken und die Erträge steigen.

Saas-Fee macht es vor,

Geht nicht? Geht noch ganz anders. Dies macht zurzeit Saas-Fee vor. Zum Entsetzen fast aller Bergbahnlidirektoren und Touristikprofessoren. Saas-Fee hat zusammen mit Saas-Almagell zu viele Bahnkapazitäten und zu wenige Betten in Ferienwohnungen und Hotels. Denn: Hotels will niemand bauen, sondern nur verkaufen, bewirtschaftete Ferienwohnungen auch nicht. Nicht bewirtschaftete Ferienwohnungen darf man nicht erstellen. Eigentlich. Kurzfristig sind die Spielräume begrenzt. Umgekehrt ist die historisch gewachsene Kapazität im Skigebiet, eine Dummheit der Vorgänger, zu hoch.

- Für diesen Winter bot Saas-Fee über die Kanäle des Ringier-Konzerns das nicht übertragbare Generalabo für einen ganzen Winter für 211 Franken an. Für den nächsten Winter kostet es nur 222 Franken. Die Aktion ist ein Bombenerfolg. Anfang Saison war dieses Jahr mehr Geld in der Kasse als letztes Jahr Ende Wintersaison. Alle Zahlen zeigen klar nach oben. Bisher kommt es auch auf den Pisten zu keinen Staus. Nur die Gastronomie hat etwas Mühe, genügend Bratwürste auf die Röste zu schieben. Die Medien schweigen das Experiment Saas-Fee weitgehend tot. Weil sie Angst vor Inseratentzug der untätigen Tourismusorte haben. Die Touristikprofessoren üben sich in Nullsätzen, weil ihnen nichts einfällt. Promo Valais macht keine Werbung für das beste Angebot dieses Winters, obwohl Saas-Fee zu den fünf Topskistationen der Alpen zählt. Die übrigen Bergbahnen verlangen immer mehr Geld von den Gemeinden und dem Kanton.

Wahr ist: Das Modell Saas-Fee ist kein Modell für die grosse Mehrheit der Skidestinationen. Aber es löst vielleicht jene Lawine aus, die den längst überfälligen Umbau des alpinen Tourismus einläutet. Damit die von Geldsorgen geplagten Präsidentinnen und Präsidenten der Tourismusgemeinden wieder ruhig schlafen können.

Und selbst die montanen Gefangenen, die Besitzer der Ferienwohnungen, könnten sich wieder an ihren Immobilien erfreuen.

Peter Bodenmann



Peter Bodenmann, Hotelier in Brig, ehemaliger Präsident der SP Schweiz. Bild: zvg

«Die Initiative ist ein harter Schlag für die Berggebiete»

Es sei zwar gelungen, die Ausführungsgesetzgebung im Sinne der Berggebiete zu beeinflussen, sagt SAB-Direktor Thomas Egger. Trotzdem verblieben langfristige volkswirtschaftliche Schäden.



Von einem Tag auf den anderen galt nach der Annahme der Zweitwohnungsinitiative in 570 Gemeinden im Berggebiet (Blick auf die Feriensiedlung Belalp im Wallis) ein absolutes Bauverbot für neue Zweitwohnungen.

Bild: Thomas Egger

Die Annahme der Zweitwohnungsinitiative am 11. März 2012 war ein harter Schlag für die Berggebiete. Von einem Tag auf den anderen galt in 570 Gemeinden im Berggebiet ein absolutes Bauverbot für neue Zweitwohnungen. Bundesrat und Parlament hatten einen anderen Weg eingeschlagen und mit einer Revision des Raumplanungsgesetzes die Kantone und Gemeinden verpflichten wollen, Massnahmen zur Regelung des Zweitwohnungsbaus zu ergreifen. Der indirekte Gegenvorschlag hätte den Vorteil

gehabt, dass jeder Kanton und jede Gemeinde die aus ihrer Sicht richtigen Massnahmen hätten ergreifen können. So aber wirkte die Initiative mit ihrer pauschalen Quote von 20 Prozent wie ein Hammerschlag.

Massive Wertvernichtung

Dieser Hammerschlag hat leider deutlich sichtbare Spuren hinterlassen. So ist in einigen Tourismusregionen der Wohnungsmarkt zusammengebrochen. Wüest & Partner schätzt den Wertverlust

der Erst- und Zweitwohnungen in den betroffenen Gemeinden auf durchschnittlich zehn Prozent. Das ist eine massive Wertvernichtung. Dieser Wertverlust hat verschiedene Gründe. So haben wegen der lange anhaltenden Phase der Rechtsunsicherheit etliche Zweitwohnungsbesitzer ihre Immobilie verkauft. Dazu kommt der Generationenwechsel: Die ursprünglichen Besitzer vieler Chalets, die in den 1960er- und 70er-Jahren gebaut wurden, kommen altershalber nicht mehr in die Ferien, die



Thomas Egger, Direktor Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Berggebiete. Bild: zvg

Jungen wollen nicht. Weitere Faktoren sind der Wechselkurs zum Euro sowie die in verschiedenen Gemeinden geplanten Zweitwohnungssteuern. Ergebnis: Noch selten waren so viele Zweitwohnungen auf dem Markt wie jetzt.

Steigende Arbeitslosigkeit

Doch auch auf dem Arbeitsmarkt hat die Annahme der Initiative deutlich sichtbare Bremsspuren hinterlassen. Erkennlich ist das beispielsweise an der Arbeitslosenstatistik im Baugewerbe. Die Arbeitslosigkeit ist hier seit 2012 in den Bergkantonen deutlich gestiegen. Die Baufirmen müssen vermehrt ausserhalb des Berggebiets und der Standortkantone Aufträge akquirieren. Im Kanton Graubünden schätzt der Baumeisterverband den Rückgang auf bis zu 60 Prozent in touristischen Hochburgen. Dieser konnte teilweise durch Aufträge im Tiefbau (Strassensanierungen und Eisenbahn – FABI) wettgemacht werden. Etliche Firmen mussten aber das Personal abbauen, teils um bis zur Hälfte.

Chance, um Ortskerne zu erneuern

Eine Chance stellt demgegenüber die Umnutzung ortsbildprägender oder geschützter Bauten in den Ortskernen dar. Gedacht wird dabei in erster Linie an ehemalige landwirtschaftliche Gebäude, welche infolge des Strukturwandels in der Landwirtschaft ihre ursprüngliche Funktion verloren haben. Diese Gebäude dürfen in Zweitwohnungen umgenutzt werden, wenn die Gemeinde deren ortsbildprägenden oder schützenswerten Charakter aufzeigt. Hier besteht ein erhebliches Potenzial, von welchem auch die Bauwirtschaft profitieren kann. Zudem wird über diese Massnahme sicher-

gestellt, dass der Charakter der Ortsbilder erhalten bleibt. Letztlich wird so noch ein Beitrag geleistet zur Siedlungsentwicklung nach innen, wie vom revidierten Raumplanungsgesetz gefordert.

Die Hotellerie profitiert nicht, sie leidet

Im Vorfeld zur Abstimmung über die Zweitwohnungsinitiative wurde behauptet, die Hotellerie würde von einer Annahme der Initiative profitieren. Das Gegenteil ist der Fall. Die Hotellerie gehört zu den grossen Verlierern. Neubau- und Sanierungsprojekte können nicht mehr durch den Verkauf von Zweitwohnungen finanziert werden. Die nötige Erneuerung der Hotellerie findet nicht mehr statt, es sei denn, ein ausländischer Investor stelle dazu das nötige Kapital bereit. Zahlreiche Hotels stehen derzeit leer und zum Verkauf. Eine Umnutzungsmöglichkeit wäre die Umwandlung in Zweitwohnungen, doch das Zweitwohnungsgesetz erlaubt nur die Umnutzung von 50 Prozent eines nachweislich unrentablen Hotels in Zweitwohnungen. Doch wie soll ein Hotel rentabler werden, wenn nur noch die Hälfte betrieben werden kann? Diese Bestimmung war Ergebnis des politischen Kompromisses zwischen den Initianten und der FDP/SVP im Nationalrat. Es war bereits damals allen klar, dass dieser rein arithmetische Kompromiss in der Praxis nicht funktioniert. Eine Motion von Ständerat Beat Rieder (CVP, VS) fordert derzeit, diese Bestimmung wieder rückgängig zu machen.

Krise im alpinen Tourismus verschärft

Der alpine Tourismus steckt seit Längerem in einer tief greifenden Krise. Externe Faktoren wie die Aufhebung des Euro-Mindestkurses, das Wegschmelzen der Schneedecke und die Zweitwohnungsinitiative verschärfen die Situation zusätzlich. Eine Neupositionierung des alpinen Tourismus ist dringend nötig. Die SAB hatte den Bundesrat unmittelbar nach Annahme der Zweitwohnungsinitiative aufgefordert, flankierende Massnahmen zur Unterstützung des Strukturwandels im alpinen Tourismus zu ergreifen. Nach einigem Zögern hat der Bundesrat letztlich ein Massnahmenpaket beschlossen: Über die Regionalpolitik werden 200 Mio. Franken zur Bewältigung des Strukturwandels im alpinen Tourismus bereitgestellt. Innotour wird um 10 Mio. Franken aufgestockt, um neue Geschäftsmodelle im alpinen Tourismus entwickeln zu können, und das Zusatzdarlehen von 100 Mio. Franken für die Schweizerische Gesellschaft für Hotelkredit wurde verlängert. All diese Massnahmen gelten

für den Zeitraum 2016–2019. Dazu müssen auch weitere langfristig wirksame Massnahmen zugunsten des Tourismus ergriffen werden, wie die dauerhafte Verankerung des MwSt.-Sondersatzes für Beherbergungsleistungen.

Tourismus neu positionieren

Der Tourismus muss sich an die geänderten Rahmenbedingungen anpassen. Wenn der Präsident von Bergbahnen Graubünden sich am 13. September 2016 in der Südostschweiz mit dem Satz «Wir müssen uns daran gewöhnen, dass sich die Gäste nicht uns anpassen, sondern der Tourismus den Gästen» zitieren lässt, dann kommt diese Erkenntnis einige Jahrzehnte zu spät. Inzwischen sind die Gäste längst nach Österreich abgewandert und profitieren dort von «All-inclusive»-Angeboten zu allen vier Jahreszeiten. Die Tourismusbranche muss sich dringend bewegen. Die Handlungsachsen müssen dabei bei den Strukturen ansetzen. So können durch Kooperationen unter den Leistungsträgern die Kosten gesenkt werden. Impulsprogramme wie Innotour können helfen, neue Wege aufzuzeigen. So arbeitet die SAB derzeit mit Partnern an einem Projekt, um das Potenzial von Kooperationen aufzuzeigen und dieses in drei Regionen im Berggebiet umzusetzen. In der Leventina und im Bleniotal haben wir zudem in einem Modellvorhaben aufgezeigt, wie das Potenzial von leer stehenden Zweitwohnungen innerhalb der Ortskerne aktiviert werden kann.

Die Zweitwohnungsinitiative war und ist ein harter Schlag für die Berggebiete. Doch das Schweizervolk hat entschieden. Nun gilt es, das Beste daraus zu machen. Bei der Ausgestaltung der Ausführungsbestimmungen konnte die SAB entscheidend mitreden und diese mit Unterstützung des Schweizerischen Gemeindeverbandes weitgehend zugunsten der Berggebiete ausrichten. Ebenso konnte sich die SAB durchsetzen mit ihrer Forderung nach flankierenden Massnahmen zur Bewältigung des Strukturwandels im alpinen Tourismus. Derzeit sind vorab die Akteure in den Regionen gefordert, diese Hilfestellung anzunehmen und neue Impulse zu setzen. So kann unter Umständen der alpine Tourismus neu positioniert werden. Die Zweitwohnungsgesetzgebung selber weist Mängel auf, die teilweise durch den politischen Kompromiss bedingt sind. Diese gilt es zu identifizieren und zu korrigieren.

Thomas Egger,
Direktor Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB)

Warme statt kalte Betten in der Leventina und im Bleniotal

In der Leventina und im Bleniotal werden Eigentümer zur Vermietung ihrer Zweit- und Ferienwohnungen motiviert und unterstützt. Auch der Bund beteiligt sich: Das Projekt gehört zu den Modellvorhaben nachhaltige Raumentwicklung.



Blick auf die Alp Pian Segno im Bleniotal.

Bild: C. Bernasconi, OTR Blenio

In den von Abwanderung betroffenen Gebieten des nördlichen Tessins stehen immer mehr Wohnungen leer. Manche davon werden in Zweitwohnungen umgewandelt, die meistens nur von den Eigentümern genutzt werden. Zusammen mit schon bestehenden, aber bislang ebenfalls kaum an Dritte vermarktetten Ferienwohnungen stellen sie ein erhebliches touristisches Potenzial dar. Um dieses schlummernde Potenzial zu wecken, lancierten der Regionalentwicklungsverband «Ente regionale per lo sviluppo del Bellinzonese e Valli» (ers-bv), die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB) und die Schweizerische Gesellschaft für Hotelkredit (SGH) das Modellvorhaben «Aktivierung des Zweitwohnungspotenzials Bellinzonese e Valli». Projektleiter Raffaele de Rosa erklärt: «Die Grundidee bestand darin, das schlummernde Potenzial der Zweitwohnungen innerhalb der Bauzonen zu aktivieren und dadurch eine für Dritte zugängliche Bewirtschaftungsinfrastruktur aufzubauen.» Ziel war es also, bislang kalte in warme Betten umzuwandeln und so die touristische Wertschöpfung zu erhöhen.

Als wichtigen Nebeneffekt erhofften sich die Initianten, die Zusammenarbeit zwischen den involvierten Akteurinnen und Akteuren aus Hotellerie, Parahotellerie, Gemeinden, Tourismusorganisationen und kantonalen Ämtern weiter anzukurbeln. Nicht zuletzt sollten im Hinblick auf die Erhaltung der Gotthardbahn-Bergstrecke nach der Eröffnung des Gotthard-Basistunnels neue touristische Angebote entwickelt werden.

Potenzial von 1500 Betten

Zu Beginn des Projekts, im September 2014, wurden die Bedürfnisse abgeklärt und die Situation analysiert. Rund 3340 Eigentümerinnen und Eigentümer von Zweitwohnungen in 14 Gemeinden der oberen Leventina und des Bleniotals erhielten zu diesem Zweck einen Fragebogen, den gut 1650, also rund die Hälfte der Befragten, beantworteten. 287 oder 17 Prozent der Antwortenden bekundeten Interesse daran, ihre Zweitwohnung an Dritte zu vermieten. Bei einem durchschnittlichen Angebot von fünf Betten pro Wohnung zeichnete sich damit ein Potenzial zur Nutzung von rund 1500 kalten Betten ab. Annähernd

die Hälfte der Vermietungswilligen signalisierte Bereitschaft, die Wohnung das ganze Jahr zur Vermietung freizugeben. Die Übrigen zeigten sich an einer befristeten Vermietung von durchschnittlich zehn Wochen pro Jahr interessiert.

Jene Besitzerinnen und Besitzer, die ihre Zweitwohnung nicht weitervermieteten wollten, begründeten dies mit dem Wunsch, jederzeit über die eigene Wohnung verfügen zu können. Weitere Argumente waren der Schutz der Privatsphäre und die Angst vor ungedeckten Schäden durch Mieterinnen und Mieter. Die Auswertung der Umfrage zeigte weiter, dass die Vermietungsbereitschaft in jenen Orten am grössten ist, die bereits über eine touristische Infrastruktur mit Seilbahnen und einem Skigebiet verfügen. Dies trifft vor allem auf Airolo (mit dem Skigebiet Airolo Pescium), Faido (mit dem Skigebiet Cari), Blenio (mit dem nordischen Skizentrum Campo Blenio) und Acquarossa (mit Nara) zu. Die Vermietungsbereitschaft hängt auch wesentlich von der Möglichkeit zur Inanspruchnahme professioneller externer Unterstützung ab. Die Vermietungswilligen wünschen solche Dienste sowohl bei der Promotion als auch der Administration und Bewirtschaftung ihrer Ferienwohnung, und zwar von der Ausschreibung auf Buchungsplattformen über die Reservation, die Gästeaufnahme und -betreuung bis hin zur Reinigung und zum Unterhalt.

Pragmatischer Aktionsplan

Parallel zur Umfrage evaluierten die Projektverantwortlichen deshalb Geschäftsmodelle für die gewünschten Dienstleistungen. Die ursprüngliche Idee, eine eigenständige Vermietungsagentur aufzubauen, rückte aufgrund wirtschaftlicher Bedenken schnell wieder in den Hintergrund. «Eine solche Agentur liesse sich bestenfalls nach mehrjähriger Aufbauarbeit und mit einem Portfolio von mehreren Hundert Zweitwohnungen erfolgreich betreiben», gibt de Rosa zu bedenken. Stattdessen erarbeitete das Projektteam einen pragmatischen Aktionsplan, der nun über den Projektab-

schluss hinaus umgesetzt wird. Der ers-bv und die regionale Tourismusorganisation «Bellinzone e Alto Ticino» (otr bat) haben ein Dossier erstellt, das auf der Website www.ers-bv.ch verfügbar ist. Die vermietungswilligen Zweitwohneigentümerinnen und -eigentümer finden darin alle notwendigen Informationen und Links, etwa zu den Buchungsplattformen von Interhome, E-Domizil und Airbnb sowie zu professionellen Immobiliendienstleistern im Ferienwohnungssegment. Zudem stehen ihnen zur Erstellung professioneller Unterlagen (Fotos, Texte, Übersetzungen, Klassifizierung usw.) Fachkräfte der otr bat beratend zur Seite.

Finanzieller Anreiz von 200 Franken

Als Anreiz zur Erstellung eines eigenen Dossiers erhalten die Eigentümerinnen und Eigentümer im Rahmen des Modellvorhabens eine kleine finanzielle Entschädigung von jeweils 200 Franken. Mehrere Dutzend Zweitwohnungsbesitzerinnen und -besitzer haben inzwischen das Dossier konsultiert und sich die Informationen von der Website beschafft. Einige haben ihre Zweitwohnung bereits auch zur Vermietung im Internet aufgeschaltet. Das Modellvorhaben «Aktivierung des Zweitwohnungspotenzials Bellinzone e Valli» hat zudem über die Grenzen hinaus Aufmerksamkeit erregt und Nachahmer gefunden. Nach ähnlichem Modell sollen nun auch im Kanton Graubünden kalte in warme Betten verwandelt werden (siehe Text auf Seite 34). Mit der SAB hat der ers-bv mittlerweile ein Folgeprojekt lanciert. «Es geht dabei um neue Formen der Zusammenarbeit zwischen den Akteuren im Tourismus, also zwischen Destinationen, Hoteliers, Gastronomen, Seilbahnen», sagt de Rosa.

Bund und Gemeinden teilen Kosten

In das Modellvorhaben sind rund 150 000 Franken geflossen. Die Hälfte davon übernahm der Bund, die andere teilten sich der ers-bv und die beteiligten Gemeinden. Seitens des Bundes beteiligen sich acht Bundesämter an der Finanzierung der Modellvorhaben. Auch Gelder der neuen Regionalpolitik fließen in den Finanzierungspool. Die bei der operativen Umsetzung des Aktionsplans anfallenden Kosten übernehmen der ers-bv und die otr bat gemeinsam.

Pirmin Schilliger

Der Artikel ist in regioS, dem Magazin zur Regionalentwicklung, erschienen

RÉSUMÉ

Transformer les lits froids en lits chauds

Le projet «Activation du potentiel des résidences secondaires dans la Léventine et le val Blenio», dirigé par le Bureau régional pour le développement de la région Bellinzone et vallées (ERS-BV), a été conçu pour répondre à l'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires. Soutenu par la Confédération dans le cadre des projets modèles pour un développement territorial durable 2014-2018, il vise à motiver les propriétaires de résidences secondaires ou de vacances dans la Léventine et le val Blenio à les louer à des tiers lorsqu'ils ne les utilisent pas eux-mêmes. Une enquête réalisée au début du projet a montré que 287 propriétaires ont manifesté leur intérêt pour la mise en location. Un potentiel d'utilisation d'environ 1500 lits s'est donc dessiné dans les 14 communes étudiées. Les propriétaires disposés à louer souhaitaient toutefois un soutien professionnel à l'activité de location, tant pour la promotion que pour l'administration et la gestion des logements de vacances. L'idée originale du projet, qui consistait à créer une agence de location autonome, est rapidement passée à l'arrière-plan pour des raisons économiques. A sa place, l'équipe de projet a élaboré un plan d'action pragmatique qui sera aussi mis en œuvre au-delà de la fin du projet. L'ERS-BV et l'Organisation touristique régionale Bellinzone et Haut-Tessin (OTR BAT) fournissent maintenant différents services pour soutenir les propriétaires de résidences secondaires disposés à les louer et les aider à les commercialiser de façon professionnelle. Quelques-unes des 287 résidences secondaires recensées dans le projet sont déjà proposées à la location. Environ 150 000 francs, auxquels la Confédération a participé pour moitié, ont été alloués à ce projet modèle. Selon un modèle analogue, il est également prévu de transformer des lits froids en lits chauds dans le canton des Grisons.

www.ers-bv.ch

www.projetsmodeles.ch

RIASSUNTO

Trasformare i letti «freddi» in letti «caldi»

Il progetto intitolato «Attivazione del potenziale legato alle residenze secondarie nella Leventina e nella Valle di Blenio», coordinato dall'Ente regionale per lo sviluppo del Bellinzone e Valli (ERS-BV), è nato in risposta all'accettazione dell'iniziativa sulle abitazioni secondarie. Sostenuto dalla Confederazione nell'ambito dei progetti modello Sviluppo sostenibile del territorio 2014-2018, mira a motivare i proprietari di case secondarie o di vacanza in Leventina e nella Valle di Blenio ad affittare a terzi le abitazioni non occupate. Da un sondaggio condotto a inizio progetto è risultato che 287 proprietari si sono dichiarati disposti a mettere in affitto la propria residenza secondaria.

Nei 14 comuni considerati è stato individuato un potenziale di circa 1500 posti letto inutilizzati. I proprietari interessati hanno però auspicato un supporto professionale sia per la promozione che per l'amministrazione e la gestione delle abitazioni destinate all'affitto. L'idea iniziale di creare un'agenzia di locazione autonoma è stata rapidamente abbandonata per motivi economici. Il team di progetto ha preferito elaborare un piano d'azione pragmatico che verrà portato avanti anche una volta concluso il progetto. L'ERS-BV e l'organizzazione turistica regionale del Bellinzone e Alto Ticino (OTR BAT) sostengono i proprietari di residenze secondarie fornendo loro vari servizi e un supporto professionale a livello di marketing e di commercializzazione. Nel frattempo alcune delle 287 abitazioni secondarie sono state inserite nell'elenco delle residenze affittabili. Il progetto ha ottenuto un finanziamento di circa 150 000 franchi, di cui la metà a carico della Confederazione. Dal canto suo, il Cantone dei Grigioni prevede di adottare un modello analogo per trasformare i letti «freddi» in letti «caldi».

www.ers-bv.ch

www.progettimodello.ch

Weitere Informationen unter:

www.ers-bv.ch

www.modellvorhaben.ch

Warme statt kalte Betten in der Bündner Surselva

2010 starteten zwei Bündner Unternehmer mit zwei Objekten, inzwischen sind über 80 Häuser und Wohnungen auf der Plattform WarmesBett zur Miete ausgeschrieben. Zweitwohnungsbesitzer legen ihre Skepsis allmählich ab.



Gian Derungs (rechts) und Claudio Quinter haben einen professionellen Vermietungsservice für Zweitwohnungen aufgebaut. Die Schweizer Berghilfe nominierte das Projekt 2016 für den Prix Montagne.

Bild: Isabel Plana, Schweizer Berghilfe

In der Bündner Surselva, wo viele meist leer stehende Zweitwohnungen die Dorfbilder prägen, sagen zwei Unternehmer der Problematik der «kalten Betten» den Kampf an. Gian Derungs und Claudio Quinter, Inhaber der Firma Derungs Quinter Immobilien, riefen im Jahr 2010 die Plattform WarmesBett ins Leben, ein Onlinebuchungsportal für Ferienwohnungen und -häuser in den Tourismusregionen Disentis-Sedrun, Obersaxen und Val Lumnezia. Dem potenziellen

Feriengast stehen über 80 private Mietobjekte zur Verfügung, welche er durch wenige Mausklicks tage- oder wochenweise buchen kann.

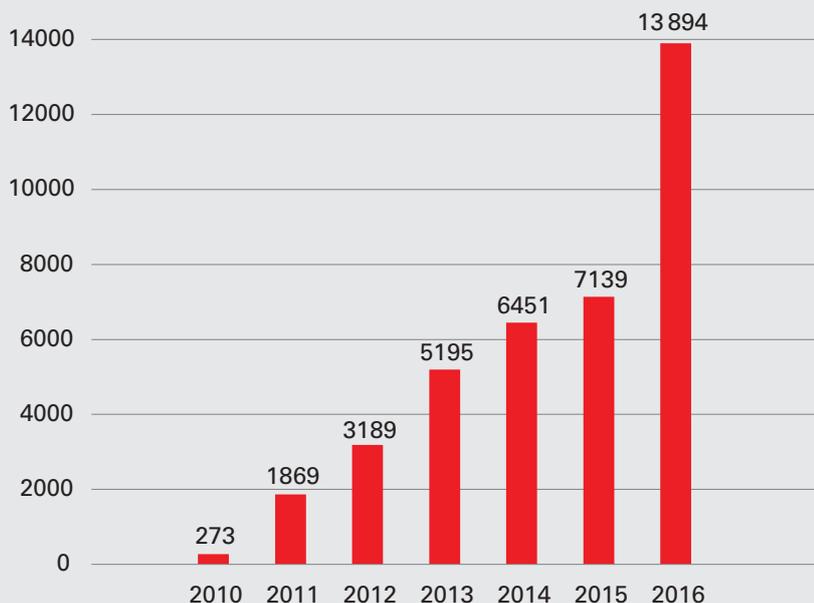
Im Unterschied zu anderen Buchungsplattformen gewährleistet WarmesBett neben der professionellen Vermarktung einen Full Service. Das Dienstleistungsangebot reicht vom Vertragswesen und Inkasso über die Schlüsselübergabe vor Ort bis hin zur professionellen Reinigung und Pflege der Immobilien. Eine Win-

win-Situation für Mieter und Eigentümer, denn für Letzteren fällt kein zusätzlicher Aufwand an.

Jährlich rund 14 000 Logiernächte mehr

In der Region Surselva werden so jährlich gut 14 000 zusätzliche Logiernächte generiert, wovon auch die lokalen Dienstleister wie Bergbahnen, Gastronomie, Dorfläden und andere stark profitieren. WarmesBett bildet Synergien mit regionalen Unternehmen und trifft mit

Entwicklung Logiernächte/Jahr
generiert durch WarmesBett



Kalte Betten in Zweitwohnungen? Die gibt es in der Surselva weit weniger häufig als noch vor ein paar Jahren. Die Plattform warmesbett.ch generierte letztes Jahr fast 14000 Übernachtungen. Grafik: zvg

der Etablierung eines hybriden Beherbergungssystems den Geist der Sharing-Economy-Zeit.

Vermieter scheuen den Aufwand

Alles begann im idyllischen Dorf Lumbrin im Bündner Val Lumnezia. Das Seitental der Surselva ist eine beliebte Ferien- und Wanderregion. Klar, dass hier viele Zweitwohnungen stehen – leider die meiste Zeit leer. Obwohl viele Eigentümer vermieten wollen, scheuen sie den grossen persönlichen Aufwand. Das Hauptproblem ist nicht die Vermietung per se, sondern der Service und die Organisation vor Ort.

Darum kümmert sich seit sieben Jahren das Team von WarmesBett und nimmt den Vermietern somit die gescheute Arbeit ab. Und mit Quinter und Derungs haben sie jederzeit reale Ansprechpersonen. Es erfordert jedoch viel Überzeugungsarbeit, um die Eigentümer, deren Ängste um ihre vier Wände stets mitschwingen, für das Projekt zu gewinnen. Viele lassen ihre Wohnung lieber leer, denn sie fürchten Sachbeschädigungen und den Eingriff in ihre Privatsphäre.

Arbeitsplätze in der Region geschaffen

Doch die vielen Stunden Überzeugungsarbeit haben sich gelohnt. Im Jahr 2010 mit zwei Objekten gestartet, sind inzwischen über 80 Häuser und Wohnungen zur Miete ausgeschrieben. Dadurch hat WarmesBett drei Vollzeit- und 18 Teilzeitstellen geschaffen, und es konnten zwei Reinigungsfirmen eigens für diesen Zweck gegründet werden. Und die Dör-

fer sind belebter: Pro Übernachtung bleiben rund 80 Franken an Wertschöpfung in der Region. Mit 14000 Logiernächten in der gesamten Surselva ist WarmesBett massgeblich an der Frequenzsteigerung und der Entwicklung der Region beteiligt. Dabei ist das Potenzial bei einem Zweitwohnungsanteil von 70 Prozent noch längst nicht ausgeschöpft. Mit der Nomination für den Prix Montagne 2016 würdigte die Schweizer Berghilfe das Projekt, welches mit einer simplen Idee begann und dank dem starken, auf Vertrauen basierenden Netzwerk der Initianten nun Früchte trägt. Aufgebaut wurde es übrigens ohne einen Steuerfranken.

Blick in die Zukunft

Organisch weiterwachsen, das heisst, noch mehr Eigentümer zum Sprung über den eigenen Schatten bewegen, lautet die Zukunftsdevise der jungen Unternehmung. Dabei ist auch eine Expansion in weitere Destinationen denkbar. Zudem plant WarmesBett zusammen mit anderen Dienstleistern eine Erweiterung des Angebotsspektrums. Erlebnis-Packages und Honeymoon-Angebote werden die bisherigen Leistungen abrunden.

Stefanie Ebert

Derungs Quinter Immobilien

Infos:

www.warmesbett.ch

RÉSUMÉ

warmesbett.ch: une plateforme en ligne, un service tout compris

Dans la Surselva grisonne, où beaucoup de résidences secondaires souvent vides marquent l'image des villages, deux entrepreneurs s'attaquent à la problématique des «lits froids». Gian Derungs et Claudio Quinter, propriétaires de l'entreprise Derungs Quinter Immobilien, ont fondé en 2010 la plateforme WarmesBett; un portail de réservation en ligne pour des appartements et maisons de vacances dans les régions touristiques de Disentis-Sedrun, Obersaxen et Val Lumnezia. Actuellement, plus de 80 objets privés proposés à la location sont à la disposition. Contrairement à d'autres plateformes de réservation, www.warmesbett.ch garantit un service complet en plus d'une commercialisation professionnelle. L'offre de services s'étend des contrats et de l'encaissement en passant par la remise des clés sur place et au nettoyage professionnel et à l'entretien de la propriété. Ainsi les propriétaires n'ont pas de charges supplémentaires. De la sorte, plus de 14000 nuitées supplémentaires par année sont générées dans la région, ce dont profitent également beaucoup les prestataires locaux tels que les remontées mécaniques, la gastronomie ou encore les magasins de village.

Warme statt kalte Betten auf Sattel-Hochstuckli

Sattel-Hochstuckli bietet «Näschtwärmi» in Ferienwohnungen, damit Tagesausflügler länger verweilen und auch über Nacht bleiben können. Die Buchungsplattform ist eine Initiative einer engagierten Einwohnerin.

Sattel (SZ) liegt in einer lieblichen Natur- und Kulturlandschaft in den Schwyzer Voralpen, mitten in einem Gebiet, das für Ferien und Freizeit zu jeder Jahreszeit ein unglaublich vielfältiges Angebot auf kleinstem Raum zur Verfügung hat. Oberhalb von Sattel, im Ausflugsgebiet Sattel-Hochstuckli, wurden in den vergangenen 40 bis 50 Jahren über 250 Ferienhäuser erstellt. Die Eigentümer und Bewohner dieser Zweitwohnungen sind gern gesehene Stammgäste. Aber – wie überall – die Fensterläden sind auch hier (zu) oft geschlossen. Sattel als klassisches Tagesausflugsgebiet (Nähe zu Zürich, Zug und Luzern) möchte den Aufenthaltstourismus stärken und damit die touristische Wertschöpfung erhöhen. Eine der Möglichkeiten bietet sich in der Aktivierung der kalten Betten in den Ferienhäusern.

Kalte Betten aktivieren

Im Dezember 2012 verabschiedete der Gemeinderat das Tourismusleitbild und formulierte unter anderem die Förderung des Aufenthaltstourismus als Ziel. Als eine der Massnahmen identifizierte er «die Förderung der Vermietung und besseren Auslastung von privaten Ferienwohnungen». Dieses Anliegen wurde bereits vorher im Rahmen eines Projektes des Gemeinденetzwerkes «Allianz in den Alpen» bearbeitet und vorbereitet. Patricia Baumann, selbst Mitglied in verschiedenen Arbeitsgruppen, kaufmännisch ausgebildete Frau mit Tourismushintergrund und Erfahrung im Restaurant- und Hotelfach, Mutter von vier Töchtern, nahm «den Ball auf» und machte sich daran, das Ziel umzusetzen. Sie gründete «FeWoSattel Näschtwärmi» und bietet seit 2014 einen Vermietungsservice für Ferienwohnungen an. Die Ferienwohnungsbesitzer müssen sich um nichts kümmern; sie bestimmen, wann sie ihr Feriendomizil für bestimmte Zeiten freigeben. «FeWoSattel Näschtwärmi» erledigt alles andere: Marketing, Anfragen, Besichtigungen, Reservationen, Belegungen, Reinigung, Abrechnungen mit Gästen



und Eigentümern, Kurtaxen. Auch für die Gäste steht ein umfassender Service (auf Wunsch sogar die erste Külschrankfüllung aus dem lokalen Geschäft) zur Verfügung.

Beharrlichkeit führt zum Ziel

Momentan vermietet und betreut Patricia Baumann vier Ferienwohnungen, und sie ist dank ihrem Know-how zusätzlich seit letztem Frühling auch für die Vermietung und Betreuung einer Gruppenunterkunft auf dem ehemali-

gen Gelände der Schlacht am Morgarten zuständig. Zwar sind viele Wohnungseigentümer noch recht skeptisch. Doch kommt hier der Generationenwechsel entgegen. Oft haben die Nachfolger weniger Bedenken, die eigene Ferienwohnung zu vermieten als die Erstergeneration. Dank der bisherigen positiven Erfahrungen von «FeWoSattel Näschtwärmi», dank Fleiss, Beharrlichkeit und Ideenreichtum von Patricia Baumann wird sich der Bestand der vermietbaren Wohnungen in nächs-

In die sanfte Hügellandschaft von Sattel-Hochstuckli reisen heute dank der Internetplattform «FeWoSattel Näschtwärmi» auch arabische Gäste. *Bild: Severin Nowacki*



ter Zeit weiter erhöhen und dem Tagesausflugsgebiet zu mehr Aufenthaltsgästen verhelfen, die das Angebot auch dann nutzen, wenn das Wetter für die Tagesgäste zu wenig attraktiv ist.

Gäste aus der ganzen Welt

Das Angebot wird vor allem von Familien, auch aus nächster Nähe, und – Internet sei Dank – von Gästen sogar aus dem arabischen Raum genutzt. Während die nationalen Gäste sich vor allem in der unmittelbaren Nähe aufhal-

ten und die Angebote vor Ort nutzen, sind die internationalen Gäste vom innerschweizerischen Sattel aus dann praktisch in der ganzen Schweiz unterwegs.

Zweitwohnungsanteil gesunken

Interessanterweise hat der Zweitwohnungsbestand in den letzten Jahren abgenommen. Bei Annahme der Zweitwohnungsinitiative wurde für Sattel ein Zweitwohnungsbestand von über 20 Prozent vermutet und die Gemeinde deshalb der Verordnung unterstellt. Mittlerweile hat sich dieser Bestand bei 16 bis 17 Prozent eingependelt. Einerseits, weil der Begriff «Zweitwohnungen» inzwischen präziser gefasst wurde: Alphütten beispielsweise fallen nicht mehr darunter. Andererseits, weil in Sattel seit 2012 eine ganze Reihe Erstwohnungen erstellt wurden und auch weil Zweitwohnungen zu Erstwohnungen umgenutzt wurden. Dieser umgekehrte Trend zur Umnutzung hat mit der Lage von Sattel in unmittelbarer Nachbarschaft zum dicht besiedelten Kanton Zug zu tun.

«Energieschleudern» sanieren

Die vielfach in den 70er-Jahren erstellten Ferienhäuser sind aus heutiger Sicht betrachtet natürlich wahre Energieschleudern, oft noch mit Elektroheizungen versehen und schlecht isoliert. Hier liegt ein gewaltiges Energiesparpotenzial brach. Mit kostenloser Energieberatung versucht die Gemeinde zu sensibilisieren. Oft aber scheuen die Eigentümer den organisatorischen und finanziellen Aufwand. Der bei vielen Bauten anstehende Generationenwechsel ist aber hier eine grosse Chance, dieses Potenzial zu erschliessen. Die Nachkommen treten das Erbe an, sanieren das Gebäude oder verkaufen die Liegenschaft, oder grössenoptimierte Neubauten verdrängen die ehemaligen Ferienchalets.

*Pirmin Moser,
Gemeindeschreiber Sattel, verfasste
diesen Beitrag für «montagna» 10/2016,
der Zeitschrift für das Berggebiet*

Informationen:
www.fewosattel.ch

RÉSUMÉ

La Commune de Sattel veut améliorer l'occupation des résidences secondaires

La Commune de Sattel (SZ) possède plus de 250 logements de vacances. Une partie de ces derniers sont souvent peu occupés. Face à cette réalité, un projet a été lancé en 2012, avec le soutien du réseau «Alliance dans les Alpes». Cette initiative veut inciter les propriétaires de résidences secondaires à mettre en location leur bien lorsqu'ils ne sont pas utilisés. A cet effet, une série de services leur sont proposés (commercialisation des séjours, visites des résidences disponibles, réservations, nettoyage, facturation, etc.). De plus, des prestations sont aussi proposées aux locataires (par ex. remplissage du frigidaire selon le souhait des hôtes). Enfin, grâce au développement démographique des régions attenantes, la Commune de Sattel est parvenue à abaisser le taux de résidences secondaires. En effet, plusieurs logements de vacances ont été transformés en résidences principales.

RIASSUNTO

Il comune di Sattel: migliorare l'occupazione delle residenze secondarie

Il comune di Sattel (SZ) possiede più di 250 residenze secondarie. Una parte di quest'ultime sono spesso poco occupate. Di fronte a questa realtà, è stato lanciato un progetto nel 2012, con il sostegno della rete «Alleanza nelle Alpi». Questa iniziativa vuole incoraggiare i proprietari degli alloggi di vacanza a mettere in affitto i propri beni quando non siano utilizzati. Una serie di servizi vengono quindi proposti loro (commercializzazione, visite delle residenze disponibili, prenotazioni, pulizie, fatturazioni, ecc.). Inoltre, vengono proposte delle prestazioni anche agli affittuari (per esempio riempimento del frigorifero secondo le esigenze degli ospiti). Infine, grazie allo sviluppo demografico delle regioni limitrofe, il comune di Sattel è riuscito ad abbassare la percentuale di residenze secondarie. In effetti, numerosi alloggi di vacanza sono stati trasformati in residenze principali.

Leere Wohnungen in Zürich: schlecht für das Quartierleben

Nicht nur in Bergregionen sind Zweitwohnungen ein Politikum. Auch in der Stadt Zürich erhitzen sie die Gemüter, zumal bewirtschaftete Appartements und Airbnb-Angebote zunehmen. Es gibt viele leere Wohnungen mitten in Zürich.





Foto: Zürich Tourismus/Elisabeth Real

Ein Direktor mag abends nach gesellschaftlichen Verpflichtungen nicht mehr an seinen Wohnort fahren. Ein indischer Informatiker weilt nur für ein Projekt in der Stadt. Zweitwohnungen sind in Zürich gefragt. Aktuell sind es 7200 Stück, was 3,3 Prozent entspricht. Besonders oft liegen sie in der Innenstadt. Um den Lindenhof beträgt ihr Anteil 18,9 Prozent, rund um die Hochschulen 17,1 Prozent und im Niederdorf 10,6 Prozent. Private Nutzer schätzen aber auch hochpreisige Lagen am Zürichberg und im Seefeld. Geschäftsleute und Touristen entschei-

Wie die Statistiker vorgehen

«Die Haushaltsstrukturen und damit der Wohnungsmarkt von Grossstädten werden immer komplexer», sagt Urs Rey von Statistik Stadt Zürich. Die zunehmende Zahl von Business Apartments, Clusterhaushalten, aber auch Wohngemeinschaften und Patchworkfamilien erschweren die administrative Erfassung.

Den Behörden kommt entgegen, dass die Stadtzürcher seit 2012 nicht nur ihre Adresse melden müssen, sondern auch, in welcher Wohnung sie leben. Daher wissen sie, dass 87 Prozent der Wohnungen von Personen bewohnt werden, die in der Stadt niedergelassen sind. Dies heisst jedoch nicht, dass die restlichen 13 Prozent Zweitwohnungen sind. «Es gibt viele Gründe, weshalb eine Wohnung scheinbar keinen fest zugeordneten Bewohner hat», sagt Rey. Dazu zählten Kurzaufenthalte, Alters- und Studentenwohnungen sowie administrativ bedingt verspätete Zuordnungen. Sein Team gleicht das städtische Gebäude- und Wohnungsregister täglich mit dem Bevölkerungsregister ab. So ermittelt es den tagesaktuellen Stand der registrierten Bewohnerzahl pro Wohnung und stellt fest, wie lange eine Wohnung unbewohnt ist.

Die Statistiker erkundigen sich zudem jährlich bei den Verwaltungen nach Leerständen und deren Ursachen. Als Zweitwohnungen klassieren sie schliesslich Wohnungen, die von den Vermietern entsprechend bezeichnet werden, sowie Wohnungen, bei denen seit mindestens zwei Jahren keine Person registriert ist und die Rückmeldung fehlt.

Die Erhebung, die sie kürzlich erstmals publiziert haben, wollen sie künftig jährlich aktualisieren. *eru*

den sich häufig für gut erschlossene Gebiete im Kreis 4 und in Zürich West. Entsprechende Appartements machen rund 1000 aller Zweitwohnungen aus.

«Die Zahlen basieren auf einer qualifizierten Vermutung», sagt Urs Rey von Statistik Stadt Zürich. Da für Wohnnutzungen keine Meldepflicht besteht, kann die Zahl nicht eindeutig festgelegt werden. Sie wird mittels eines aufwendigen Verfahrens eingegrenzt (siehe Kasten).

Airbnb sorgt für Diskussionen

Häufig leer stehende Liegenschaften täten dem Quartierleben nicht gut, sagt Felix Bär, der am Rennweg eine Metzgerei führt und Präsident des Quartiervereins links der Limmat ist. «Es wäre schön, wenn es mehr Leben gäbe.» In seinem Viertel sei der Wohnraum sowieso schon knapp.

Jeder, der im Niederdorf lebe, wisse von leeren Wohnungen, sagt Peter Rothenhäusler, der den Quartierverein rechts der Limmat präsidiert. «Wir haben hier aber keine ausgestorbenen Häuserzeilen.» Die Mieten seien an gewissen Lagen zwar hoch – vor allem in teuer renovierten Immobilien. Es sei aber nicht so, dass sich nur noch gut situierte Doppelverdiener niederliessen. Es habe nach wie vor Familien. Dies auch dank der Stadt Zürich, welche rund ein Viertel aller Liegenschaften im Quartier besitze. «Die Bevölkerung ist durchaus durchmischt», so Rothenhäusler. Der hohe Zweitwohnungsbestand sei im Verein kein grosses Thema. Neuerdings werde über Airbnb diskutiert. Besitzer, die ihre Wohnung über das Internetportal kurzzeitig vermieteten, scherten sich nämlich oft nicht um ihre Nachbarn. Dies führe zu Lärmklagen und Haftungsfragen.

SP kritisiert reine Kapitalanlagen

SP-Gemeinderätin Christine Seidler beobachtet die Auswirkungen der Internetplattform ebenfalls mit Sorge. «Airbnb entzieht normale Wohnungen dem Markt», sagt sie. Darauf müsse die Politik eine Antwort finden. Sie hält Zweitwohnungen grundsätzlich für problematisch. «Sie sind nur ein Schlafplatz und eine Kapitalanlage.» Ihre Bewohner zahlten keine Steuern, nutzten aber die bestehende Infrastruktur und beteiligten sich nicht am Stadtleben. Darunter leide die Identität der Quartiere.

«Die Gentrifizierung findet statt», sagt die Raumplanerin. An begehrten Lagen würden Liegenschaften luxussaniert. Weniger kaufkräftige Mieter und kleine Läden würden verdrängt. Zum Glück besitze die Stadt zahlreiche Liegenschaften und versuche, Gegensteuer zu dieser Entwicklung zu geben. «Ohne sie würde



gerade das Niederdorf schon ganz anders aussehen.»

FDP verneint Handlungsbedarf

Die Innenstadt übe auf Investoren tatsächlich eine Anziehungskraft aus, räumt FDP-Gemeinderat Michael Baumer ein. Die Bevölkerung gehe dort allerdings bereits seit Jahrzehnten zurück. Etwa aus Gründen des Denkmalschutzes sei es schwierig, mehr Wohnraum zu schaffen. Den Zweitwohnungsanteil beurteilt er als gut verkräftbar. Selbst im Zentrum liege er unter den 20 Prozent, die mit der Zweitwohnungsinitiative festgelegt worden seien. «Über die ganze Stadt gesehen, ist er mit 3,3 Prozent sogar sehr tief.» Handlungsbedarf sieht er daher keinen.

Seidler fordert hingegen, dass Investoren einen Teil ihres Gewinns – gemäss dem Raumplanungsgesetz zum Mehrwertausgleich – abgeben müssen. Dies müsse nicht unbedingt in Form von Geld geschehen, sagt sie. Sie könnten auch einen Beitrag an die Infrastruktur leisten



Toplagen wie hier an der Limmat sind auch bei Kurzaufenthaltern wie Touristen und Geschäftsleuten beliebt. Auch in Zürich werden Zweitwohnungen zum Politikum, obwohl ihr Anteil weit unter jenem in Berggebieten liegt.

Bild: Zürich Tourismus/Rubiano Soto

und beispielsweise einen Kindergarten oder öffentlichen Freiraum bauen. «Finanzieren Private das Wachstum nicht mit und profitieren nur, werden urbane Räume massiv an Lebensqualität einbüßen.»

Für ebenso prüfenswert hält die SP-Politikerin eine Meldepflicht für Zweitwohnungen sowie eine Besteuerung. Zusammen mit alt Gemeinderat Niklaus Scherr (AL) verlangt sie vom Stadtrat in einer Motion, sich der Problematik anzunehmen.

«Es gibt keine einfache Lösung», entgegnet FDP-Vertreter Baumer. Letztlich werde bloss mehr Bürokratie entstehen. «Es ist nur schon schwierig, zu definieren, was eine Zweitwohnung ist.» Die Nutzung eines Objekts könne sich rasch ändern – etwa, wenn sich ein Wochenurlauber entschliesse, sich ständig in der Stadt niederzulassen. «Um neue Reglementierungen durchzusetzen, wäre ein Überwachungsstaat nötig», sagt er.

Eveline Rutz

Bern sagt Umnutzungen den Kampf an

Auch in Bern sorgen Zweitwohnungen für Diskussionsstoff. Das Parlament wehrt sich dagegen, dass Wohnungen kurzzeitig an Businessleute oder dauerhaft über Airbnb vermietet werden. Es verlangt von der Stadtregierung, die Umwandlung von Wohnraum in Zweitwohnungen der Bewilligungspflicht zu unterstellen. Mit 45 zu 18 Stimmen hat es kürzlich eine entsprechende Motion von Luzius Theiler (Grüne Partei Bern) überwiesen. Stadtpräsident Alec von Graffenried räumte in der Debatte ein, dass 4000 Zweitwohnungen nach viel tönten. Darin seien jedoch auch Studentenwohnungen enthalten. Das Anliegen des Motionärs sei berechtigt, sagte er. Viele Fragen gelte es aber noch zu klären. So etwa, was genau verboten werden solle. *eru*

RÉSUMÉ

La gauche zurichoise revendique plus de contrôle politique

Ce n'est pas seulement dans les régions de montagne que les résidences secondaires sont une affaire politique; dans la ville de Zurich, elles échauffent également les esprits, car les appartements exploités et les offres airbnb augmentent. Il y a beaucoup d'appartements vides au cœur de Zurich, ce dont souffre la vie de quartier, disent les voix critiques. A Zurich, la gauche est devenue politiquement active. Elle revendique que les investisseurs cèdent une partie de leurs gains, souhaite une obligation de déclarer pour les résidences secondaires ainsi qu'une imposition. Les partis bourgeois par contre mettent en garde contre la bureaucratie, disant qu'il est déjà assez difficile de définir une résidence secondaire.

Ende März wird das neue Wohnungsinventar publiziert

Zweitwohnungsgesetz: Ende März veröffentlicht das Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) zum ersten Mal die Wohnungsinventare der Gemeinden.



Als Folge des Zweitwohnungsgesetzes wird neu für jede Gemeinde das Wohnungstotal, die Anzahl Erst- und Zweitwohnungen, sowie der Erst- und Zweitwohnungsanteil am Gesamttotal der Wohnungen publiziert. Im Bild die Gemeinde Verbier. Bild: Verbier Promotion

Das Bundesgesetz über Zweitwohnungen (ZWG; SR 702) verpflichtet alle Schweizer Gemeinden, jährlich ein Wohnungsinventar zu erstellen. Das Inventar wird mit dem eidgenössische Gebäude- und Wohnungsregister (GWR) erstellt. Das ARE wertet jährlich Ende März das GWR zum Stichtatum am 31. Dezember aus. Dabei wird für jede Gemeinde das Wohnungstotal, die Anzahl Erst- und Zweitwohnungen, sowie der Erst- und Zweitwohnungsanteil am Gesamttotal der Wohnungen publiziert. Zu den Minimalanforderungen an das Wohnungsinventar gehören die Vollständigkeit und die Erfassung von Erstwohnungen be-

legt durch einen Hauptwohnsitz. Die Aktualisierung letzterer erfolgt automatisch und ohne zusätzlichen Aufwand durch die Gemeinde. Freiwillig können die Gemeinden weitere Angaben zu sogenannten Erstwohnungen gleichgestellten Wohnungen und den Zweitwohnungen machen.

Gemeinden mit neu mehr/weniger als 20 Prozent Zweitwohnungsanteil

Zeigt sich Ende März, dass eine Gemeinde neu den Zweitwohnungsanteil von 20 Prozent über- oder unterschreitet, erhalten sie und der Kanton vom ARE eine Aufforderung, innert 30 Tagen Stel-

lung zur Berechnungsgrundlage zu nehmen.

Gemeinden können ihren Zweitwohnungsanteil unter www.housing-stat.ch abfragen. Mit dem Merkblatt Wohnungsinventar des ARE und mit dem Merkblatt zur Registerführung Nr. 21 des Bundesamts für Statistik (BFS) stehen zwei Dokumentationen zum Thema Registerführung im Zusammenhang mit dem Zweitwohnungsgesetz zur Verfügung.

Offene Fragen beantwortet das ARE
unter [058 462 40 60/info@are.admin.ch](mailto:058.462.40.60/info@are.admin.ch).

Le nouvel inventaire des logements des communes sera publié en mars

Loi sur les résidences secondaires: fin mars, l'Office fédéral du développement territorial (ARE) publiera pour la première fois l'inventaire des logements des communes.

La loi fédérale sur les résidences secondaires (LRS; RS 702) oblige toutes les communes suisses à procéder chaque année à un inventaire des logements. L'inventaire est établi avec les données du Registre fédéral des bâtiments et logements (RegBL). Tous les ans, l'ARE évalue le RegBL à la fin mars, le 31 décembre de l'année précédente servant de date de référence. Le nombre total de logements, le nombre de logements principaux et de logements secondaires ainsi que leur proportion respective par rapport au nombre total de logements sont publiés pour chaque commune. Parmi les exigences minimales pour l'inventaire des logements figurent l'exhaustivité et la saisie des résidences principales attestées comme domicile

principal. L'actualisation s'effectue automatiquement sans que la commune n'ait à s'en occuper. Les communes sont libres de fournir des renseignements supplémentaires concernant les logements assimilés aux résidences principales ainsi que les résidences secondaires.

Communes comptant plus/moins de 20% de résidences secondaires

Si à la fin mars une commune présente nouvellement une proportion de résidences secondaires supérieure ou inférieure à 20%, cette commune et le canton sont invités par l'ARE à prendre position dans les 30 jours sur la base de calcul. Les communes peuvent consulter leur proportion de résidences secon-

naires sur www.housing-stat.ch. Deux documents concernant la gestion du registre en relation avec la loi sur les résidences secondaires sont disponibles: la fiche d'information de l'ARE sur l'inventaire des logements et la fiche explicative n° 21 de l'Office fédéral de la statistique (OFS) sur la gestion du registre.

L'ARE répond aux questions

au 058 462 40 60/info@are.admin.ch.

Inventari delle abitazioni dei comuni pubblichati fine marzo

Legge federale sulle abitazioni secondarie: a fine marzo 2017 l'Ufficio federale dello sviluppo territoriale (ARE) pubblicherà per la prima volta gli inventari delle abitazioni dei comuni.

La legge federale sulle abitazioni secondarie (LASEC; RS 702) obbliga tutti i comuni della Svizzera a elaborare un inventario annuale delle abitazioni. L'inventario è elaborato sulla base del Registro federale degli edifici e delle abitazioni (REA). Ogni anno, a fine marzo, l'ARE esamina il REA con data di riferimento al 31 dicembre dell'anno precedente. Ogni comune fornisce il numero complessivo di abitazioni, il numero di abitazioni primarie e il numero di abitazioni secondarie, nonché la quota di abitazioni primarie e di abitazioni secondarie rispetto alla totalità delle abitazioni. Due dei requisiti minimi dell'inventario delle abitazioni sono la completezza e la registrazione delle abitazioni primarie indicate come domicilio principale. L'ag-

giornamento di quest'ultima informazione avviene in maniera automatica e senza spese aggiuntive da parte del comune. I comuni possono ugualmente fornire ulteriori informazioni relative alle cosiddette abitazioni equiparate alle abitazioni primarie e alle abitazioni secondarie.

Comuni con una quota di abitazioni secondarie superiore o inferiore al 20%

Se, alla fine del mese di marzo, un comune dovesse per la prima volta presentare una quota di abitazioni secondarie inferiore o superiore al 20%, l'ARE invierà a quest'ultimo e al cantone un invito ad aggiornare entro 30 giorni la base di calcolo della quota delle abitazioni secondarie.

I comuni possono consultare l'indirizzo www.housing-stat.ch per conoscere la propria quota di abitazioni secondarie. Il promemoria Inventario delle abitazioni dell'ARE e il promemoria sulla tenuta del registro n. 21 dell'Ufficio federale di statistica (UST) rappresentano due utili documenti consultabili in relazione alla tenuta del registro conformemente alla legge sulle abitazioni secondarie.

Per ulteriori domande rivolgersi all'ARE

058 462 40 60/info@are.admin.ch

«C'est un coup dur pour les régions de montagne»

La loi d'application sur les résidences secondaires a pu être influencée dans le sens des régions de montagne, écrit Thomas Egger, directeur du Groupement suisse. Il reste malgré tout des dommages économiques à long terme.



D'un jour à l'autre, 570 communes situées dans les régions de montagne se sont vu imposer une interdiction absolue de construire de nouvelles résidences secondaires. Ici une vue sur la commune de Verbier en Valais.

Photo: Verbier Promotion

L'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires le 11 mars 2011 a représenté un coup dur pour les régions de montagne. D'un jour à l'autre, 570 communes situées dans les régions de montagne se sont vu imposer une interdiction absolue de construire de nouvelles résidences secondaires. Le Conseil fédéral et le Parlement avaient pris un autre chemin et, avec une révision de la loi sur l'aménagement du territoire, avaient voulu amener les cantons et les communes à prendre des mesures pour régler la construction des résidences secondaires. Le contre-projet indirect aurait eu l'avantage de per-

mettre à chaque canton et à chaque commune de prendre les mesures adéquates de son point de vue. Mais ainsi, avec son quota global de 20%, l'initiative a eu un effet coup de marteau.

Traces de décroissance visibles

Ce coup de marteau a malheureusement laissé des traces de décroissance visibles. Ainsi notamment le marché du logement s'est-il effondré dans quelques régions touristiques. Selon les estimations de Wüest&Partner, la perte de valeur des résidences principales et secondaires s'élève à 10% en moyenne dans les communes concernées, ce qui repré-

sente une perte de valeur massive. Cette perte est causée par différents facteurs. Ainsi un certain nombre des propriétaires de résidences secondaires ont-ils vendu leurs immeubles à cause de la longue phase d'incertitude juridique. Vient s'y ajouter le changement de génération: les propriétaires de bien des chalets construits dans les années 1960 et 1970 ne viennent plus en vacances pour des raisons d'âge, les jeunes ne veulent pas. Le cours de l'euro ainsi que les impôts sur les résidences secondaires planifiés dans différentes communes représentent d'autres facteurs. Résultat: rarement jusqu'ici tant de rési-



Thomas Egger, directeur du Groupement suisse pour les régions de montagne.

Photo: màd

dences secondaires se sont-elles retrouvées sur le marché.

Mais c'est également sur le marché du travail que l'acceptation de l'initiative a causé un ralentissement sensible. On le voit par exemple à la statistique du chômage dans la construction. Depuis 2012, le chômage y a sensiblement augmenté dans les cantons montagnards. Les entreprises de construction doivent désormais acquérir plus de mandats en dehors des régions de montagne et des cantons d'implantation. Dans le canton des Grisons, la Société suisse des entrepreneurs estime que le recul peut atteindre jusqu'à 60% dans les centres touristiques. Ce recul a pu être compensé partiellement par des mandats dans le génie civil (assainissement de routes et infrastructures ferroviaires – FAIF). Mais un certain nombre d'entreprises ont dû supprimer jusqu'à la moitié de leur personnel.

Potentiel d'anciens bâtiments agricoles

Cependant, la réaffectation de constructions caractéristiques du site ou protégées dans les centres des localités représente une chance. L'on pense en premier lieu à d'anciens bâtiments agricoles ayant perdu leur fonction primaire suite aux mutations structurelles. Ces bâtiments peuvent être réaffectés en résidences secondaires si la commune prouve qu'ils sont caractéristiques du site ou dignes de protection. Il y a là un potentiel considérable dont peut également profiter le secteur de la construction. L'on peut ainsi garantir la préservation de l'image des sites, contribuant même de la sorte au développement

urbain vers l'intérieur exigé par la révision de la loi sur l'aménagement du territoire.

L'hôtellerie pâtit

Avant la votation sur l'initiative sur les résidences secondaires, l'on a prétendu que l'hôtellerie profiterait de l'acceptation de l'initiative, mais c'est le contraire qui est le cas, l'hôtellerie fait partie des grands perdants. Les nouvelles constructions et les projets d'assainissement ne peuvent plus être financés par la vente de résidences secondaires. Le renouvellement nécessaire de l'hôtellerie ne se fait plus, à moins qu'un investisseur étranger ne fournisse le capital requis. De nombreux hôtels sont actuellement vides et proposés à la vente. Une réaffectation possible serait une transformation en résidences secondaires, mais la loi sur les résidences secondaires ne permet que la réaffectation de 50% d'un hôtel peu rentable en résidences secondaires. Mais comment un hôtel peut-il devenir rentable si seule la moitié peut encore être exploitée? Cette disposition a été le résultat du compromis politique entre les initiants et le PLR/UDC au Conseil national. Tout le monde était alors parfaitement conscient du fait que ce compromis purement arithmétique ne pouvait pas fonctionner dans la pratique. Une motion du conseiller d'Etat Beat Rieder (PDC/VS) exige actuellement l'annulation de cette disposition.

La crise profonde se renforce encore dans le tourisme alpin

Depuis un certain temps, le tourisme alpin se trouve dans une crise profonde. Des facteurs externes comme l'abandon du taux plancher, la fonte de la couche de neige et l'initiative sur les résidences secondaires aggravent encore la situation. Un repositionnement du tourisme alpin est absolument nécessaire. Tout de suite après l'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires, le SAB avait demandé au Conseil fédéral de prendre des mesures d'accompagnement pour soutenir les modifications structurelles dans le tourisme alpin. Après quelques hésitations, le Conseil fédéral a finalement décidé d'un train de mesures: par le biais de la politique régionale, 200 millions de francs seront mis à disposition pour surmonter les modifications structurelles dans le tourisme alpin. Innotour sera augmenté de 10 millions de francs pour pouvoir développer des modèles commerciaux dans le tourisme alpin, et le crédit supplémentaire de 100 millions de francs pour la Société suisse de crédit hôtelier a été prolongé. Toutes ces mesures concernent

les années 2016 à 2019. Il faudra y ajouter d'autres mesures à long terme en faveur du tourisme, ainsi en particulier la fixation durable du taux spécial pour les prestations d'hébergement.

Nouveaux modèles commerciaux

Le tourisme doit s'adapter aux changements des conditions-cadres. Le 13 septembre 2016, le président de Bergbahnen Graubünden a dit la phrase suivante dans le journal «Südoschtweiz»: «Nous devons nous habituer au fait que ce ne sont pas les hôtes qui s'adaptent à nous, mais le tourisme aux hôtes»; ce constat arrive quelques décennies trop tard. Entre-temps, il y a longtemps que les touristes sont allés en Autriche et y profitent d'offres «tout compris» en toute saison. Il faut absolument que la branche du tourisme bouge, en commençant par les structures. Ainsi les coûts peuvent-ils être diminués par des coopérations entre les prestataires de services. Des programmes d'encouragement comme Innotour peuvent permettre d'ouvrir de nouvelles voies. Nous, le SAB, nous travaillons actuellement avec des partenaires à un projet visant à montrer le potentiel des coopérations et à le réaliser dans trois régions de montagne suisses. Par ailleurs, nous avons démontré dans un projet-pilote dans la Léventine et le Val Blenio comment le potentiel des résidences secondaires vides dans les centres des localités peut être activé.

Le besoin de correction est donné

L'initiative sur les résidences secondaires a été et est un coup dur pour les régions de montagne. Mais le peuple suisse en a décidé ainsi. Il faut maintenant en tirer le meilleur parti possible. Lors de l'élaboration des dispositions d'exécution, le SAB a pu faire valoir ses arguments et, avec l'aide de l'Association des communes suisses, les orienter largement en faveur des régions de montagne. Le SAB a également réussi à imposer ses exigences concernant les mesures d'accompagnement visant à maîtriser les modifications structurelles dans le tourisme alpin. Actuellement, ce sont les acteurs régionaux qui sont invités à accepter ce soutien et à donner de nouvelles impulsions. Ainsi le tourisme alpin peut-il peut-être être repositionné. La législation sur les résidences secondaires elle-même présente des défauts dus partiellement au compromis politique. Il s'agit de les identifier et de les corriger.

Thomas Egger, directeur du Groupement suisse pour les régions de montagne SAB

Apprendre de Saas-Fee pour lutter contre le délabrement

Peter Bodenmann le dit: les résidences secondaires ne sont plus demandées. L'hôtelier de Brigue (VS) et ancien président du PS suisse critique la mise en œuvre de l'initiative, mais loue la créativité de certaines stations.



Saas-Fee offre pour 211 francs un abonnement général non transmissible pour tout un hiver. L'action a rempli les caisses et sera répétée.

Image: Photopress, Denis Emery

Après l'acceptation quelque peu surprenante de l'initiative sur les résidences secondaires, pratiquement tout le monde pensait que la marchandise résidence secondaire deviendrait rare, car aucune résidence secondaire ne pourrait plus être construite après la période de transition. Et une raréfaction de l'offre induit des prix plus élevés. C'est exactement le contraire qui s'est produit, comme le montrent les études de Wüest & Partner: jamais encore l'on a pu acheter autant de résidences secondaires qu'aujourd'hui. Ce qui manque, ce sont les acheteuses et les acheteurs. C'est pourquoi les prix par mètre carré de surface de vacances baissent.

Délabrement rampant dans les Alpes

L'on peut trouver la raison pour le manque de demande dans le fait que les résidences secondaires dans les Alpes sont des «prisons» de montagne. Elles immobilisent le capital et forcent les propriétaires de chalets et d'appartements en propriété par étage à passer leurs vacances toujours au même endroit. Mais comme le comportement de vacances des gens a changé, la génération des héritiers n'est dans bien des cas plus prête à investir dans des logements de vacances existants. Un délabrement rampant est en cours dans l'espace alpin, personne ne veut encore le mettre sur le tapis. Car il accélérerait la perte de valeur. Nous avons donc en Suisse trop de logements de vacances, et non pas assez. Bien des lits restent froids, d'autres glacés. La réalisation de l'initiative sur les résidences secondaires rappelle un fromage d'Emmental dont les trous ont été faits après coup au mauvais endroit:

- Les hôtels non rentables ne peuvent être réaffectés qu'à 50%. Comme si la moitié d'un hôtel trop petit et souvent non rentable pour cette raison pouvait devenir plus rentable après la réduction de moitié des capacités.
- L'on peut désormais construire et vendre des logements de vacances réaffectés dans des communes ayant plus de 20% de logements de vacances. Bien



Peter Bodenmann, hôtelier à Brigue (VS) et ancien président du PS suisse. Photo: m&d

que n'ayant aucune idée ni du tourisme ni de l'écologie, le chef de fraction UDC Adrian Amstutz et la directrice de la campagne de l'initiative sur les résidences secondaires Vera Weber ont joué un rôle de premier plan lorsque ce «paquet» a été ficelé au Parlement.

Il aurait fallu le faire autrement

- La démolition de chalets délabrés existants et d'hôtels déficitaires devrait être possible. Les surfaces brutes par étage devraient désormais pouvoir être utilisées en des sites adéquats du point de vue aménagement du territoire et touristiques pour des logements de vacances zéro énergie.
- Il faudrait traiter comme la démolition la réaffectation garantie dans le registre foncier de résidences principales bon marché pour les salariés actifs sur place.
- Les communes devraient obtenir le droit de développer de nouveaux modèles pour le tourisme alpin et de les imposer.

Des communes avec le dos au mur

Actuellement, la spirale tourne malheureusement dans le mauvais sens. A maints endroits, des promoteurs immobiliers, des fiduciaires et des notaires essaient plus ou moins adroitement d'utiliser des astuces. Tout comme par le passé. Le papier est indulgent. Qui contrôle pour savoir quels appartements sont vraiment exploités et loués. Sûrement pas la concurrence, qui ne peut vendre ses lits. Les appart'hôtels du

siècle dernier sont de véritables mines d'or, malheureusement seulement pour les avocats et les fiduciaires. L'histoire se répète, elle est devenue farce.

Bien des communes ont financièrement le dos au mur. Elles augmentent les taxes de séjour, les taxes et les impôts pour les propriétaires de résidences secondaires. Ceux-ci commencent à se défendre, engageant des procédures judiciaires ou menacent de boycotter les artisans et commerces locaux. Cette mauvaise ambiance pèse encore davantage sur la demande et les prix.

Ski simplement trop cher en Suisse

Il y a en Suisse plus de skieurs que jamais, des sondages l'ont montré. Mais les skieurs sont moins sur les pistes par année. Ou bien ils vont à l'étranger. C'est pourquoi les jours de ski reculent massivement en Suisse. Ceci parce que le ski est devenu tout simplement trop cher pour des personnes et familles disposant d'un petit et moyen revenu. Le franc devenu considérablement plus cher en comparaison internationale aggrave la crise.

Le modèle Peter Bodenmann

Depuis douze ans, je défends l'approche – jusqu'ici sans aucun succès – que les stations thermales suisses peuvent sans problème devenir compétitives si l'on pose les bons jalons du point de vue juridique et économique. Mon modèle expliqué à l'exemple de Loèche-les-Bains, qui actuellement essaie d'assainir son téléphérique du Torrent avec des millions de francs, sans perspectives de succès réalistes:

Loèche-les-Bains compte 7000 lits, surtout dans des logements de vacances. Moins dans des hôtels. La capacité du téléphérique du Torrent et du funiculaire de la Gemmi s'élève au total à 3500 personnes par jour.

- L'on peut exploiter sans problème ces installations avec des recettes de 6 millions de francs par année.

- Pour assurer ces recettes, chaque propriétaire, que ce soit un propriétaire d'appartement de vacances ou un hôtelier, devrait reprendre sur deux lits un abonnement général librement cessible pour les installations du Torrent et de la Gemmi, y compris les remontées mécaniques. Le prix s'élèverait à environ 1700 francs par année. Par contre, il n'y aurait plus de taxe de séjour.

Du jour au lendemain, Loèche fonctionnerait comme une station de ski grâce à de nouvelles plateformes de réservation. Tous auraient un intérêt à ce que leurs appartements de vacances, ou du moins leurs abonnements généraux libres, soient utilisés par des tiers. Les

prix baisseraient et les recettes augmenteraient.

Saas-Fee montre l'exemple

Ça ne va pas? Cela va encore bien autrement. Actuellement, Saas-Fee en montre l'exemple. A la consternation de presque tous les directeurs de remontées mécaniques et professeurs de tourisme. Saas-Fee et Saas-Almagell ont trop de capacités dans les remontées mécaniques et trop peu de lits dans les appartements de vacances et les hôtels. Car personne ne veut construire des hôtels, mais seulement les vendre, de même pour les appartements de vacances exploités. L'on ne peut pas construire d'appartements de vacances non habités. Réalité. A court terme, les marges de manœuvre sont limitées. A l'inverse, la capacité du domaine skiable qui s'est développée au fil des ans est trop élevée, une bêtise des prédécesseurs.

Pour cet hiver, Saas-Fee a offert pour 211 francs l'abonnement général non transmissible pour tout un hiver par le biais des canaux du Groupe Ringier. L'hiver prochain, il ne coûtera que 222 francs. L'action est un franc succès. Au début de cette saison, il y avait plus d'argent dans les caisses que l'année dernière à la fin de la saison d'hiver. Tous les chiffres sont clairement en augmentation. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas non plus d'embouteillages sur les pistes. Seule la gastronomie a quelque difficulté à livrer assez de saucisses à rôtir. Les médias taisent largement l'expérience de Saas-Fee. Parce qu'ils craignent de perdre les annonces des lieux touristiques inactifs. Les professeurs de tourisme sortent des phrases creuses parce qu'ils n'ont rien de mieux à dire. Promo Valais ne fait pas de publicité pour la meilleure offre de cet hiver, bien que Saas-Fee fasse partie des cinq meilleures stations de ski des Alpes. Les autres remontées mécaniques demandent toujours plus d'argent aux communes et au canton.

Il est vrai que le modèle Saas-Fee n'est pas un modèle pour la grande majorité des destinations de ski. Mais il déclencherait peut-être l'avalanche qui sonnera la transformation du tourisme alpin, qui est depuis longtemps nécessaire. Pour que les présidentes et les présidents des communes touristiques en mal de ressources financières puissent à nouveau dormir tranquillement.

Et même les prisonniers de montagne, les propriétaires des appartements de vacances, pourraient retrouver du plaisir à leurs immeubles.

Peter Bodenmann

Traduction: Claudine Schelling

Airbnb: une opportunité pour le tourisme de montagne?

Plus d'un million de nuitées enregistrées en Suisse durant l'année 2015. Cet impressionnant résultat provient des séjours effectués, selon une estimation, par les hôtes ayant utilisé la plateforme Airbnb. Elle fait un carton en Valais.







A plus long terme, les plateformes pourraient combler l'éventuelle disparition de certains hôtels, dit Sébastien Epiney, directeur de Nendaz tourisme.

Photo: Nendaz Tourisme/Aline Fournier

Plus d'un million de nuitées enregistrées en Suisse durant l'année 2015. Cet impressionnant résultat provient des séjours effectués, selon une estimation¹, par les hôtes ayant utilisé la plateforme Airbnb. Plus intéressant encore, une bonne partie de ces séjours ont eu lieu dans des cantons de montagne et concernent des résidences secondaires. Toutefois, tout n'est pas rose avec Airbnb. D'une part, il est encore difficile d'évaluer si ce genre de service permet une augmentation de la fréquentation des destinations touristiques. D'autre part, ce nouveau type de service soulève la question d'égalité de traitement entre des privés proposant leur bien en location et les hôteliers soumis à de nombreuses contraintes.

Le Valais, un cas particulier

Au niveau suisse, le Valais est particulièrement concerné par le développement d'Airbnb. En effet, ce canton compte le plus grand nombre de lits commercialisés par cette plateforme – 8139 à la fin octobre 2015 – soit 25% de l'offre hôte-

lière valaisanne². D'autre part, quatre stations se trouvent parmi les 25 destinations comptant le plus grand nombre de lits en Suisse (Verbier: 4^e, Zermatt: 7^e, Crans-Montana: 10^e et Nendaz: 12^e). De manière générale, les directeurs de ces stations ont des avis plutôt positifs. Tous estiment que ce genre de prestataire donne une plus grande visibilité à leur station, en espérant des effets sur l'affluence touristique. «Des discussions avec plusieurs propriétaires nous indiquent qu'Airbnb augmente le taux d'occupation de leur résidence secondaire», révèle Daniel Luggen, directeur de Zermatt Tourisme. Mais dans d'autres stations, des doutes subsistent: «On ne connaît ni la majorité des loueurs, ni leur taux d'occupation. On espère qu'Airbnb nous amène de nouveaux clients, mais il est aussi possible qu'une partie de cette clientèle a délaissé l'hôtellerie pour privilégier des formes d'hébergements alternatifs», indique Joël Sciboz, directeur de l'Office du tourisme de Verbier/Val de Bagnes. De son côté, Sébastien Epiney, directeur de Nendaz

tourisme, partage le même scepticisme: «C'est certainement une opportunité, mais nous ne disposons d'aucun chiffre permettant d'affirmer qu'Airbnb joue un rôle positif. Ce qui est sûr, c'est que le Valais a connu une légère baisse du nombre des nuitées hôtelières au cours des quatre dernières années. A plus long terme, ces plateformes pourraient combler l'éventuelle disparition de certains hôtels.»

Les petites destinations plus positives

Les régions touristiques bénéficiant d'une offre hôtelière plus restreinte que celle des grandes stations semblent plus positives. C'est notamment le cas du val d'Hérens. Michael Moret, d'Evolène Région Tourisme, en est convaincu, Airbnb leur apporte de nouveaux clients. «Plusieurs propriétaires de résidences secondaires m'ont indiqué qu'ils collaboreraient essentiellement avec cette plateforme de réservation.» Même son de cloche du côté du Lötschental où Airbnb est avant tout perçu comme un moyen supplémentaire d'attirer des tou-

ristes. Pour Simon Wiget, directeur d'Anniviers Tourisme, le principal bémol est lié au fait qu'Airbnb n'offre pas les mêmes prestations qu'une agence de location. Au final, c'est le loueur qui doit assurer les tâches prises généralement en charge par les agences. C'est à eux que revient notamment l'obligation de contrôler la propreté ou d'intervenir en cas de défectuosité d'un appareil. Mais de manière générale, Simon Wiget constate que de plus en plus de logements touristiques figurent sur Airbnb.

D'autres alternatives existent

Si le développement d'Airbnb peut étonner quant à son ampleur, plusieurs facteurs expliquent cette évolution. «D'importantes mesures de marketing ont été engagées pour faire connaître cette plateforme», souligne Roland Schegg, l'un des auteurs de l'étude sur le développement d'Airbnb en Valais³. «Le site d'Airbnb est disponible en plusieurs langues, tout en bénéficiant d'une image jeune et dynamique. D'ailleurs, les chiffres que nous récoltons démontrent clairement une hausse continue des objets mis en ligne sur cette plateforme.» Enfin, la commission facturée reste modeste, soit 3% pour chaque réservation enregistrée. Pourtant, Airbnb est loin d'être le seul prestataire sur le marché touristique, notamment pour les logements alternatifs. «C'est vrai que B&B propose plus ou moins le même type d'offres», admet Roland Schegg. «B&B met aussi en avant un accueil personnalisé, des relations plus conviviales entre le gérant et son hôte, mais l'image de ce prestataire est un peu plus vieillotte. Quant aux autres plateformes, comme HomeAway ou HouseTrip, elles sont souvent moins connues du grand public.»

Problème d'équité

Si l'ensemble des acteurs touristiques voit d'un œil plutôt positif le développement d'Airbnb, plusieurs critiques lui sont aussi adressées. Les hébergeurs privés ne sont pas soumis aux nombreuses obligations liées à l'exploitation d'un établissement hôtelier (normes de sécurité, d'hygiène, prestations sociales, etc.), alors qu'environ 5% d'entre eux proposent plusieurs objets et peuvent être ainsi considérés comme des professionnels. D'autre part, comme l'indique Sébastien Epiney, tous les loueurs ne déclarent pas les séjours effectués par leurs hôtes, soumis à la taxe de séjour. «C'est un réel problème pour une station comme Nendaz, dont les 60% du budget dépendent de la taxe touristique. C'est pourquoi nous souhaitons introduire une taxe forfaitaire à la surface dispo-

nible pour les logements parahôtelières.» Cette solution a d'ailleurs été introduite, ou envisagée, par d'autres destinations touristiques, pour éviter de pénaliser les hôteliers.

Vincent Gillioz

article paru dans «montagna» 10/2016

¹ Etude de l'Observatoire Valaisan du Tourisme: Airbnb – la croissance se poursuit en Valais et en Suisse, novembre 2015 – disponible sur www.tourob.ch.

² A part quelques chambres hôtelières, la plupart des offres présentent sur Airbnb sont constituées d'appartements ou de chalets privés.

³ Voir note ¹.

ZUSAMMENFASSUNG

Airbnb: Eine Chance für den alpinen Tourismus?

Mehr als eine Million Logiernächte in der Schweiz: So viele Gäste sollen gemäss einer Schätzung letztes Jahr auf der Onlineplattform Airbnb eine Unterkunft gebucht haben. Besonders interessant: Die meisten der gebuchten Unterkünfte betrafen Orte im Berggebiet und Zweitwohnungen. Gesamtschweizerisch werden im Kanton Wallis am meisten Betten via Airbnb angeboten (8139 Betten oder 25% des Hotelangebotes). Für die Verantwortlichen der Walliser Feriendestinationen bietet die Plattform Airbnb ideale Voraussetzungen, um neue Gäste in die Region zu locken. Im Moment kann jedoch noch niemand sagen, ob Airbnb wirklich dazu führt, dass Zweitwohnungen besser ausgelastet werden und inwiefern dem lokalen Hotelgewerbe eine Konkurrenz entsteht. Es ist jedoch unbestritten, dass gerade kleinere Regionen, welche über wenig touristische Angebote im Hotelbereich verfügen, von dieser neuen Plattform profitieren. Bei Airbnb ist allerdings nicht alles im Reinen. Die Anbieter, welche auf diesem Wege ihre Liegenschaften weitervermieten, müssen sich nicht an Verpflichtungen halten, an welche beispielsweise die Hoteliers gesetzlich gebunden sind (Sicherheitsvorschriften, Hygienevorschriften usw.). Dies ist einer der Gründe, weshalb viele Gemeinden die Kurtaxen nicht mehr nach Anzahl Logiernächten, sondern nach der Grösse der Unterkunft erheben möchten. Damit kann verhindert werden, dass Ferienwohnungsbesitzer, welche ihre Liegenschaften weitervermieten, aus Kostengründen die effektiven Logiernächte nicht melden. Ausserdem motiviert es Besitzer von unterbenutzten Ferienwohnungen eher, diese weiterzuvermieten.

RIASSUNTO

Airbnb: un'opportunità per il turismo di montagna?

Più di un milione di notti registrate in Svizzera durante il 2015: questo risultato impressionante è il numero di soggiorni effettuati, secondo una stima, dagli ospiti che hanno utilizzato la piattaforma Airbnb. Ancora più interessante il fatto che, una buona parte di questi soggiorni ha avuto luogo nei cantoni di montagna e riguarda delle residenze secondarie. Inoltre, il Vallese conta il maggior numero di letti commercializzati da Airbnb (8139, ossia il 25% dell'offerta alberghiera). Per i direttori delle destinazioni turistiche vallesane, questa piattaforma contribuisce a dar loro una maggiore visibilità. Tuttavia, nessuno è in grado di dire se Airbnb permetta di migliorare la frequentazione delle residenze secondarie e se le persone che utilizzino questo servizio trascurino gli alberghi a vantaggio di queste forme di alloggio alternative. Le piccole destinazioni turistiche, che possiedono meno strutture alberghiere, sono tuttavia più positive verso l'Airbnb rispetto alle grandi stazioni. Tuttavia, non sono tutte rose e fiori con Airbnb. Chi fornisce gli alloggi impiegando questa piattaforma non deve sottostare ai numerosi obblighi legati all'utilizzo di un albergo (norme di sicurezza, d'igiene, di prestazioni sociali, ecc.). Questa in particolare è la ragione che spinge alcuni comuni a introdurre una tassa forfettaria in funzione della superficie dell'alloggio, per sostituire le tasse di soggiorno. Un mezzo per evitare che alcuni locatari non siano esentati dalle loro tasse e per favorire l'affitto delle residenze secondarie poco utilizzate.

Préserver l'héritage des anciens et y rajouter le confort

A La Forclaz, sur la commune d'Evolène (VS), six raccards voués à la démolition y ont été transposés et transformés en résidences de vacances. Un moyen de sauvegarder des bâtisses traditionnelles. La nouvelle loi l'interdirait pourtant.





*Les mayens du lotissement Anako Lodge en été.
Photo: Olivier Maire, Anako Lodge*

Après avoir accumulé plusieurs expériences avec la restauration et la réhabilitation d'anciens mazots traditionnels, l'Annviard Olivier Cheseaux s'est lancé dans le sauvetage d'anciennes constructions valaisannes traditionnelles de montagne pour créer un petit hameau de six anciens mazots réhabilités au fin fond du val d'Hérens. Une grande fête s'est déroulée en juin dernier pour marquer la fin des travaux et l'arrivée des premiers hôtes de ces marques d'un patrimoine que les habitants de la vallée

refusent de laisser partir en déliquescence.

Tous ces mazots racontent une histoire différente. L'un d'eux a été sauvé par Olivier Cheseaux alors qu'il allait être reconstruit en plaine. Une totale aberration, car il aurait été alors totalement déconnecté de ses racines. Un autre se trouvait en zone menacée par les avalanches et un troisième a été sauvé in extremis des flammes, et les poutres de certains se sont baladées à l'extrémité d'un filin amarré à un hélicoptère.

Chalets replacés dans leur environnement naturel

Grâce à ce projet, les six chalets ont été replacés dans un environnement qui leur était naturel. «Nous n'avons pas procédé à d'importants mouvements de terre dans la pente où ils se retrouvent désormais», enchaîne l'architecte. Cela correspond à un véritable travail d'archéologie montagnarde permettant de faire revivre ces témoins de la vie laborieuse des anciens habitants de la vallée traversée par La Borgne.

Prise de conscience après le oui à la Lex Weber

Lancé sous le nom d'Anako Lodge, le projet de sauvetage de six anciens mayens du val d'Hérens reconstruits à La Forclaz est né dans le cerveau d'Olivier Cheseaux à la suite de l'acceptation de la Lex Weber par le peuple suisse. «J'ai pris conscience qu'il fallait désormais construire de manière différente», nous confie-t-il. Architecte de métier, il déplorait de voir de nombreuses constructions traditionnelles disparaître du paysage valaisan. Il avait vécu tous les aléas de la modernisation d'un ancien mazot sur sa propre habitation à Grimisuat, avec de multiples écueils. Il fallut soulever toute la charpente de la grange à l'aide de vérins pour reconstruire les fondations de la bâtisse. C'est de là qu'il rassembla autant de savoir-faire dans la rénovation des anciens chalets en madriers.

Fort de cette expérience, Olivier Cheseaux s'est lancé sur les traces d'anciennes granges, greniers, raccards, écuries et autres bâtisses traditionnelles qui étaient à l'abandon, condamnés ou tombaient en ruine dans sa vallée d'origine. Pour certains, son passage tomba à la dernière minute avant d'être la proie des flammes. D'autres propriétaires de ces ruines étaient tous contents de son passage, ils pouvaient ainsi économiser le prix de leur démolition.

Des difficultés de financement pour préserver le patrimoine valaisan

Il fallut ensuite trouver un terrain où remonter ces deux anciennes écuries, ces deux raccards et deux greniers, après les avoir soigneusement déconstruits une pièce après l'autre, en les numérotant et les cartographiant tout en évitant de les endommager. «J'ai bien eu le soutien de la commune et du canton», se réjouit Olivier Cheseaux. Par contre, l'association Helvetia Nostra fit opposition à son projet, soupçonnant de vouloir ainsi détourner la volonté populaire. «Quand je leur ai expliqué l'objectif de ce projet de résidence touristique qualifiée qui pré-



Le mayen à Joseph dans le paysage hivernal de la Forclaz.

Photo: Olivier Maire, Anako Lodge



Vue de l'intérieur du mayen à Madeleine.

Photo: Nicolas Sedlatchek, Anako Lodge

voyait uniquement des locations de courte durée, ils l'ont levée.»

Le chemin de croix d'Olivier Cheseaux n'était pas fini pour autant. «J'ai ensuite dû prendre mon bâton de pèlerin pour trouver de quoi financer ce projet. Ce fut particulièrement difficile, car je n'étais ni promoteur immobilier, ni moins encore acteur dans les milieux touristiques», nous confie-t-il. Et aussi parce que ce projet était hors du commun. Sur un budget de 2,5 millions de francs, les banques lui ont finalement accordé un prêt bancaire de 1,5 million. «La subvention d'aide au tourisme m'est passée sous le nez», regrette Olivier Cheseaux.

Difficile à réaliser sous la nouvelle loi

Le chantier de construction des six anciens mazots s'est étalé sur une année et demie pour s'achever en juin 2016. L'architecte fit surtout appel à des entreprises locales, mais ce ne fut pas toujours possible car l'intérieur de ces chalets était reconstruit dans un style contemporain. «Dans la vallée, on a plutôt tendance à faire du faux vieux, alors que je désirais utiliser les mêmes techniques que celles appliquées par nos ancêtres», explique l'architecte. Une telle approche commençait déjà lors de l'étape de déconstruction.

Il fallait veiller à ne pas abîmer les mardiers et les planches en les laissant tomber, ce qui nécessitait de les descendre au moyen de cordes plutôt que de les jeter à terre. «J'ai aussi fait récupérer

toutes les pièces de bois que l'on trouvait sur les chantiers de démolition, ce qui me permettait, si besoin était, de les utiliser sur d'autres chalets quand certaines pièces manquaient ou étaient détériorées», poursuit Olivier Cheseaux.

«Mon idée était de montrer ce que l'on pouvait faire pour dynamiser les villages de montagne, mais malheureusement, avec la loi adoptée depuis, un tel projet ne serait probablement plus possible à réaliser», regrette amèrement l'architecte qui s'est donné comme philosophie le respect, comme celle du vieil indien et chaman orejone dont il a emprunté le nom pour baptiser son hameau de La Fouly. En effet, pour construire de nouvelles résidences de vacances, la loi demande une structure hôtelière complète; le parlement a biffé l'option des plateformes de location.

Et les autorités sont loin de venir en aide aux bonnes volontés des habitants des vallées reculées qui, comme le rappelle l'ancien conseiller aux Etats Simon Epiney, dans les régions alpines, le revenu des habitants y est un tiers plus faible qu'ailleurs en plaine.

Pierre-Henri Badel

ZUSAMMENFASSUNG

Abbauen, zügeln, neu aufbauen und ausstatten, statt zerfallen lassen

Von aussen sehen sie aus wie sechs Walliser Maiensässe, und das waren sie auch: Olivier Cheseaux, Architekt aus dem Wallis, hat die zum Teil kurz vor dem Verfall stehenden traditionellen Holzbauten vor dem Abriss gerettet und sie in einem kleinen Weiler in Evolène wieder aufgebaut. Alle Bestandteile wurden fein säuberlich nummeriert, vorsichtig abgebaut und von der Alp in die Dorfzone transportiert. Dort wurden sie im alten Stil wieder aufgebaut. Im Inneren aber sind es modern ausgestattete Chalets, die seit letztem Sommer vermietet werden, auch über booking.com. Cheseaux sagt, die Annahme der Zweitwohnungsinitiative habe ihm klargemacht, dass im Berggebiet künftig anders gebaut werden müsse, mit mehr Rücksicht auf das Erbe der Vorfahren. Webers Organisation Helvetia Nostra hatte zunächst Rekurs eingelegt, zog diesen dann aber zurück, da es sich um Objekte für die regelmässige Kurzzeitvermietung an Feriengäste handelt. Heute wäre allerdings auch dieses Projekt nicht mehr möglich: Das Parlament hat die sogenannten Plattform-Wohnungen aus dem Gesetz gestrichen. *dla*

Des points pour chaque franc dépensé dans la vallée

Pour lutter contre la désertification des régions de montagne, la Confédération a lancé le projet Sillon Rural, qui vise à redynamiser le tissu économique. Un projet pilote est en cours d'élaboration dans le val d'Anniviers.

Jean-Marie Viaccoz, un entrepreneur anniviarde, a bien senti venir le danger et a décidé de s'engager pour que les acteurs locaux s'engagent en vue de contrer un mouvement de désertification de sa vallée qui lui semblait inéluctable. Son idée était de promouvoir la consommation en favorisant les habitants et touristes qui jouaient la carte du commerce local. Ce n'est pourtant pas qu'aujourd'hui qu'ils avaient constaté la potentielle fragilité de leur économie: les citoyens de la vallée avaient déjà décidé de fusionner leurs six communes (Ayer, Chandolin, Grimontz, Saint-Jean, Saint-Luc et Vissoie) en 2006 au sein d'une entité dénommée tout simplement «Anniviers». Répartie sur deux rives de la Navisense, sa population regroupe environ 2500 habitants.

le périmètre du val d'Anniviers. Il s'agit donc de tisser des liens entre les acteurs économiques de la région. «Il s'agit effectivement de soutenir l'économie de la vallée en misant sur la consommation locale», admet-elle en l'occurrence.

Une approche économique et écologique

Principal initiateur de ce réveil soudain en faveur d'une solidarité régionale, mais qui peine à avancer de manière concrète pour des raisons financières, Jean-Marie Viaccoz l'admet bien volontiers. «Pour évoluer, il faut faire preuve d'imagination.» Concrètement, son idée consiste à distribuer des points pour chaque franc dépensé dans la vallée. Une approche qui favorise naturellement par la même occasion l'artisanat

et d'y consacrer bien de son temps et de son argent», poursuit Jean-Marie Viaccoz. «Mon idée est de créer une carte de fidélité offrant des avantages aux clients sous forme de points cumulables, qui leur permettrait d'acheter des marchandises dans la vallée à de meilleures conditions.»

Un projet lourd à porter pour une petite commune

Il faut pour cela que les quelque 200 commerçants, artisans et entreprises de la vallée soient d'accord d'adhérer et de contribuer à ce réseau en reversant 1% du montant des achats à leurs clients. Le système doit cependant être simple pour le client et pour le commerçant, du style de ce qu'offrent des cartes de type Cumulus ou de la Coop, mais utilisable dans l'ensemble du territoire couvert par le réseau. Une carte de fidélité électronique permettrait de gérer le décompte des points et des rabais obtenus dans les commerces locaux. Les résultats de la première étude sur la faisabilité de ce projet vont être présentés en juin 2017. Entre-temps, pour ses promoteurs, il s'agit d'expliquer et de convaincre les sceptiques. «Les gens de la construction sont tout à fait favorables à cette idée, mais elle est plus difficile à expliquer aux restaurateurs», admet Jean-Marie Viaccoz. Et surtout de trouver les moyens et les soutiens pour qu'un tel réseau – dont l'investissement de base devrait avoisiner 150 000 francs – aboutisse. C'est probablement trop pour une commune de montagne. Il est donc nécessaire d'associer d'autres régions pour amortir cet investissement. «Il s'agira d'arriver à une masse critique pour rentabiliser les investissements indispensables à sa concrétisation», reconnaît volontiers son promoteur. «En arrivant à allier encore d'autres communes à notre cause, on pourrait y arriver», espère-t-il.

Pierre-Henri Badel



Grimontz, une des six communes qui ont fusionné en 2006 pour former la grande commune d'Anniviers.

Photo: Sierre-Anniviers Marketing

Cheffe de projet dans le cadre de l'entité Région Valais Romand implantée à Martigny, et chargée de soutenir la concrétisation de cette idée, Jasmine Ramondt-Fragnière admet en effet que si l'on ne fait rien, on va assister à un effritement de la consommation locale dans

local et évite que les produits achetés par les touristes et les gens de la vallée aient déjà voyagé sur des milliers de kilomètres, provoquant une importante pollution sur la Terre.

«Le problème n'est pas simple; il demande de déployer beaucoup d'énergie

Infos:

<https://tinyurl.com/j96u5rn>

ZUSAMMENFASSUNG

Sillon Rural, ein Modellvorhaben zur nachhaltigen Raumentwicklung

Das Projekt Sillon Rural aus dem Val d'Anniviers (VS) gehört wie jenes aus der Leventina und dem Bleniotal zu den 31 vom Bund unterstützten «Modellvorhaben für nachhaltige Raumentwicklung». Mit diesen Modellvorhaben unterstützt der Bund Projekte von lokalen, regionalen und kantonalen Akteuren, die neue Ansätze für die Umsetzung einer nachhaltigen Raumentwicklung erproben. Diese sollen mit innovativen Ansätzen und abgestimmt auf die Ziele des Raumkonzepts Schweiz die Lebensqualität und die Wettbewerbsfähigkeit verbessern sowie die Solidarität innerhalb und zwischen den Regionen stärken.

Sillon Rural gehört zu den sechs Vorhaben, die dem Tourismus, der regionalen Standortentwicklung und der koordinierten Regionalentwicklung gewidmet sind. Die Region Zentralwallis will damit institutionelle Grenzen überwinden und zwischen Berg und Tal sowie zwischen städtischen und touristischen Zentren solide Verbindungen schaffen, um so die Attraktivität des ländlichen Raums zu stärken. Das Management der Verkehrsströme und die Errichtung neuer «Verbindungen» sollen neue Perspektiven für den Fremdenverkehr, die Arbeit, den Lebensraum und die Zusammenarbeit innerhalb der Coteaux und Seitentäler aufzeigen. Die Überlegungen und Massnahmen, die im Rahmen des Modellvorhabens erörtert werden, sollten sich problemlos auf das gesamte Rhonetal oder auf eine andere Bergregion übertragen lassen, schreibt das Bundesamt für Raumentwicklung dazu. Die lokalen Promotoren wollen Einheimische wie Gäste dafür belohnen, dass sie ihre Einkäufe im Tal tätigen und damit die lokale Wirtschaft stärken. Für jeden Franken, der im Tal ausgegeben wird, sollen im Gegenzug Punkte verteilt werden, ähnlich wie bei den Treuekarten der Grossverteiler. Noch gilt es aber, beim lokalen Gewerbe Überzeugungsarbeit zu leisten. Zudem sind die Investitionskosten für den Aufbau eines Verbunds hoch. Im Juni dieses Jahres sollen die Resultate der ersten Machbarkeitsstudie präsentiert werden.

dla



Chaque franc dépensé dans la vallée devrait être valorisé pour soutenir l'économie locale: c'est le but du projet Sillon Rural.

Photo: Sierr-Anniviers Marketing

Verbier joue son va-tout après les dérapages du passé

Après les révélations sur les constructions illégales en pleine période de remise en cause de la politique suisse en matière de résidences secondaires, la Commune de Bagnes, dont dépend la station de Verbier, a pris des mesures.



Le président de la commune de Bagnes, dont fait partie la station de Verbier, l'affirme: désormais, la commune applique la loi dans toute sa rigueur. Et elle attend avec impatience l'entrée en vigueur de la nouvelle loi cantonale sur la construction.

Photo: Verbier Promotion

Un an après l'entrée en vigueur de la Lex Weber, les régions alpines helvétiques sont toujours sous le choc, mais elles s'adaptent tant bien que mal à cette nouvelle donne. L'exemple des incertitudes qui planent sur leur économie sont encore nombreuses. L'effet du «Brexit», de la dévaluation de l'euro et de la nouvelle

loi sur l'aménagement du territoire amplifie encore le phénomène. Certains milieux craignent que les villages perdent leurs commerces et que les artisans rejoignent les régions de plaine, désormais plus dynamiques. L'exemple du village de Verbier est symptomatique de cette situation.

Secoués par le rapport Rouiller

Ebranlée par les révélations sur les constructions illégales en pleine période de remise en cause de la politique suisse en matière de résidences secondaires, la Commune de Bagnes, dont dépend la station de Verbier, a pris des mesures pour éviter à l'avenir de tels dérapages.

Rappelons que le rapport du professeur Claude Rouiller, ancien président du Tribunal fédéral, sur les conséquences d'une pratique jugée illégale en matière de police de construction critiquait sévèrement le Conseil communal de Bagnes à persévérer dans l'application d'une norme communale contraire au droit cantonal, mais estime aussi que le Gouvernement valaisan porte une responsabilité primordiale dans cette affaire pour ne pas avoir fait preuve de diligence dans son devoir de surveillance.

Depuis, la commune a pris des mesures pour redresser la barre. «Désormais, la commune applique la loi dans toute sa rigueur et attend avec impatience l'entrée en vigueur de la nouvelle loi cantonale sur la construction», affirme Eloi Rossier, président de la commune de Bagnes. Elle a engagé un architecte communal pour encadrer les demandes d'autorisation de construire et étoffer les ressources de son service de l'aménagement du territoire, des constructions et des bâtiments. «Nous avons enfin trouvé la personne qu'il nous fallait et qui dispose de la formation idoine. Et si cela s'avère nécessaire, nous nous appuyons sur des bureaux externes.»

Le laxisme observé dans le traitement des autorisations de construire ne devrait, dès lors, en principe plus se reproduire. Il faut dire que le boom de la construction dans la troisième plus grande commune de Suisse de par son étendue géographique était tel que le suivi des dossiers s'avérait complexe, même si cela n'excuse pas tout.

«Les oppositions d'Helvetia Nostra sont systématiques pour toutes les nouvelles constructions. Même les jeunes de la région ne peuvent plus se construire leur propre maison sans qu'il y ait une opposition, ce qui les pousse à devoir émigrer», se désole Eloi Rossier. «Cela accroît le travail administratif pour la commune, engendre des retards dans le travail et renchérit le coût de la construction. De plus, le climat de suspicion est assez lourd à porter.»

Le frein que cela a produit sur la construction des résidences secondaires a bien fonctionné et le nombre de projets et demandes d'autorisation de construire a bien diminué. «On les sent pourtant encore un peu sous tension», admet pourtant un bon connaisseur de la station.

Situation plus claire dans la construction

Entrée en vigueur en janvier 2016, l'ordonnance d'application de la Lex Weber règne désormais dans la station bagnarde. «La situation est désormais un

peu plus claire en ce qui concerne l'application de la Lex Weber et les détails de son ordonnance», reconnaît Riccardo Picchio, architecte IAUG du bureau CRP Architectes, installé à Verbier. «Les projets de rénovation, de transformation et d'agrandissement sont encore possibles. Nous avons toujours quelque chose à faire, mais nos interventions se cantonnent surtout à des travaux de transformation. Les propriétaires cherchent le plus souvent à apporter plus de confort dans leur habitat.» Au chapitre des travaux permis, il faut encore rappeler que des projets d'agrandissement de l'ordre de 30% sont toujours possibles sur les résidences secondaires et que la construction de bâtiments à vocation touristique susceptibles d'accueillir des touristes à l'année l'est également sous la forme de structure d'hébergement qualifiée. Mais ce frein sur l'industrie du bâtiment touche aussi les résidences principales, reconnaît-on dans les milieux concernés. Les nouveaux chantiers restent rares et l'activité marche au ralenti. «On assiste à un sensible ralentissement de l'activité dans le bâtiment. Cela fait baisser le montant des devis, car les entreprises acceptent volontiers des travaux moins rentables pour ne pas devoir licencier leur personnel», poursuit Riccardo Picchio.

Attendre ce que va dévoiler la jurisprudence

Une grande incertitude règne en ce qui concerne la baisse réelle de l'activité dans la construction. «Le pourcentage de baisse des prix dépend de la période de l'année», poursuit l'architecte Riccardo Picchio. «C'est plus fréquent au printemps, mais beaucoup moins à partir de septembre, car les propriétaires veulent que les travaux soient terminés pour l'hiver.» De son côté, Milko Picchio, président de l'Association des agences immobilières de Verbier et directeur de l'agence immobilière Domus, reconnaît qu'il y a toujours de la demande pour des résidences secondaires existantes dont les prix sont légèrement à la baisse. Mais s'il y a eu moins de touristes cet hiver, admet-il, c'est moins en raison de la situation dans le secteur des résidences secondaires que du «Brexite». Tout n'est pourtant pas encore très clair, en parlant de la loi d'application pour les nouveaux projets. «Quand il y a d'anciens chalets de famille qui sont entourés de beaucoup de terrain, on ne sait pas vraiment comment il faut procéder: faut-il morceler la parcelle en deux, l'une en zone principale et l'autre en zone secondaire pour pouvoir construire?», s'in-

terroge-t-il. «Il faudra attendre ce que dit la jurisprudence pour obtenir une réponse à certaines de nos questions.»

Les autorités communales réagissent

A la commune de Bagnes, d'importants efforts sont réalisés par les pouvoirs publics pour compenser la réduction du bâti secondaire et permettre la réalisation de projets à vocation touristique occupé durant une longue période de l'année. «La commune a essayé de compenser ce recul du marché de la construction en lançant d'importants investissements, en particulier en construisant un centre sportif ainsi qu'en lançant le projet d'une école», admet Eloi Rossier. «Mais il est bien clair que les entreprises de la construction de la vallée ont réduit la voilure. La baisse du volume de travail dans ce secteur atteint 20%, si ce n'est pas plus. Et certaines entreprises ont réagi en étendant leur rayon d'action, surtout dans le second œuvre.»

Convaincre les Chinois

Une délégation de l'administration communale s'est aussi rendue à mi-février dernier aux salons Ipso China et Alpitem de Pékin pour y exposer leurs atouts aux investisseurs de l'Empire du Milieu, grands adeptes de la Suisse et des sports d'hiver. Leur objectif étant de les inciter à venir y créer des lits chauds. Eloi Rossier et Eric Balet, directeur de Téléverbier, ont aussi pris leur bâton de pèlerin pour présenter et vendre aux Chinois leurs compétences en matière de gestion des domaines skiables et de remontées mécaniques. Les Bagnards sont revenus de leur périple très satisfaits des contacts établis avec les autorités de la ville Yanqing, qui abritera les compétitions de ski, de bobsleigh, de luge et de skeleton lors des Jeux Olympiques d'hiver de 2022.

«L'accord passé entre nos deux communes n'est pas un finalité en soi, mais qu'un début d'une collaboration qui se fera sous forme d'échange d'expériences», nous précise Eloi Rossier au retour de son périple, frappé par les dimensions que prennent les choses dans ce pays. «Cet accord est le point de départ d'une collaboration sur le long terme en matière d'économie sportive.»

Pierre-Henri Badel

Im Einsatz gegen die Schweizer Islamistszene

Mehrere junge Erwachsene aus Winterthur haben sich in den letzten Jahren der Terrormiliz Islamischer Staat (IS) angeschlossen. Urs Allemann leitet die neue Fachstelle, welche weitere Radikalisierungsfälle verhindern soll. Ein Besuch.



Die An'Nur-Moschee in Winterthur gerät wiederholt in den Fokus der Polizei: Im Bild die Razzia vom 2. November 2016.

Bild: Eveline Rutz

Urs Allemann wird von Journalisten umringt. Konzentriert und etwas angespannt sagt er in Mikrofone und Kameras immer wieder die gleichen Sätze. «In der Bevölkerung herrscht eine gewisse Verunsicherung» zum Beispiel. Oder «Winterthur hat kein ausgeprägtes Extremismusproblem.» Rund 100 Tage, nachdem er die Leitung der neuen Fachstelle für Extremismus und Gewaltprävention (FSEG) angetreten hat, stellt sich der 39-Jährige erstmals den Medien. Das Interesse an seiner Arbeit ist riesig.

Die Winterthurer Islamistszene sorgt seit 2014, als zwei Teenager nach Syrien in den Jihad reisten, für Schlagzeilen. Grosses Medienecho löste zuletzt die Verhaftung eines radikalen Imams in der An'Nur-Moschee aus, in deren Umfeld Krieger für den IS rekrutiert worden sein sollen. Die Fachstelle, die am 1. Oktober 2016 ihren Betrieb aufgenommen hat, soll nun dazu beitragen, dass gefährdete Personen früh erkannt werden. «Ziel ist es, zu verhindern, dass sie die rote Linie überschreiten», sagt Allemann. Radikales Gedankengut an sich sei nicht straf-

bar. Erst wenn Gesetze missachtet würden, liege illegaler Extremismus vor.

«Kein Einzelkämpfer»

Beim Gespräch in seinem Büro wirkt der Fachstellenleiter deutlich entspannter. Trotz dem Medienrummel fühlt er sich nicht unter Druck. «Ich bin ja kein Einzelkämpfer», sagt er. Er arbeite unter anderem mit der Integrationsförderung, der Stadtpolizei und den Schulen zusammen. Prävention sei immer ein Teamwork. «Sonst könnte ich diese Verantwortung nicht übernehmen.»

Allemann hat einst Landschaftsgärtner gelernt. Da er mehr mit Menschen zu tun haben wollte, stieg er danach in die Sozialarbeit ein. Später kam eine Weiterbildung zum Coach, Supervisor und Mediator hinzu. Die letzten drei Jahre arbeitete er in der Jugend- und Familienberatung KJZ Winterthur. Davor war er neun Jahre bei der Fachstelle für Gewaltprävention der Stadt Zürich (FfG) tätig, die schweizweit als Vorbild gilt. Mit potenziellen Jihad-Kämpfern hatte er damals noch nicht zu tun, dafür beschäftigten ihn Phänomene wie Happy Slapping oder Cybermobbing. An seiner neuen Funktion, die vorerst bis Ende 2018 befristet ist, gefällt ihm, dass er etwas aufbauen und gestalten kann.

In den ersten dreieinhalb Monaten hat er 17 Fälle bearbeitet. Als harmlos erwies sich die Anfrage eines Vermieters, der befürchtete, sein Lokal werde für «illegale Geschichten» genutzt. Allemann aktivierte sein Netzwerk und stellte fest, dass der Verein, der den Argwohn des Mannes geweckt hatte, lediglich kulturelle Zwecke verfolgt.

«Jihad ist Pflicht»

Eine beunruhigende Entwicklung nahm hingegen der Fall eines 19-jährigen Konvertiten. Sein alleinerziehender Vater berichtete Allemann, dass der Betroffene unter der familiären Situation leide, dass er keine Ausbildung absolvierte, keine Arbeit und damit auch keine Tagesstruktur habe. Im Verlauf der Beratung deutete immer mehr auf eine Radikalisierung hin. Der junge Mann veränderte seine Kleidung und kritisierte den Westen für seine Politik in Syrien. Er recherchierte am Computer eine Reise nach Istanbul und notierte sich die Phrase «Jihad ist Pflicht». Dies veranlasste den Vater und den Fachstellenleiter letztlich dazu, die Polizei zu informieren.

«Wenn sich jemand selbst oder andere gefährdet, muss ich einschreiten», sagt Urs Allemann. Er habe in der vertraulichen und auf Wunsch anonymen Beratung zwar einen gewissen Spielraum, was etwa den Konsum illegaler Videos betreffe. Summierten sich jedoch die Hinweise auf kriminelle Aktivitäten, schalte er die Polizei ein. Dies kommuniziere er auch. Allemann bemüht sich, Anfragen innerhalb von 48 Stunden zu beantworten. Am Feierabend und am Wochenende ist er für seine Klienten nicht erreichbar. Die FSEG ist keine Blaulichtorganisation. «Wenn es so eilt, ist die 117 die richtige Wahl.»

Weltweites Phänomen

Zur Winterthurer Islamistszene will sich der Sozialarbeiter nicht detailliert

äussern. Er ist mit allen sechs Moscheevereinen im Gespräch und spürt bei einigen Vorstandsmitgliedern eine gewisse Ohnmacht. Er ermutigt sie dazu, ihre Werte deutlich zu machen und Moscheebesucher, die ihnen suspekt sind, anzusprechen.

«Die Muslimgemeinden sind Teil der Lösung», sagt der Stadtrat Nicolas Galladé (SP). Die Behörden hätten grosses Interesse daran, mit konstruktiven Kräften in Kontakt zu sein. Jihadismus sei kein Winterthurer, sondern ein weltweites Phänomen, betont der Sozialvorstand. Entsprechend zentral sei der nationale und internationale Austausch.

Ausweitung auf den Bezirk geprüft

Die neue Fachstelle richtet sich an Personen aus der Stadt. Aus umliegenden Gemeinden sind bislang keine Anfragen eingegangen. Sollten solche eintreffen, werde man die Tür nicht zuschlagen, sagt Allemann. Man prüfe eine Ausweitung auf den Bezirk. In Gemeinden mit 800 bis 2000 Einwohnern sei Jihadismus kaum ein Thema, sagt Martin Farner, Vizepräsident des Zürcher Gemeindepräsidentenverbands. Es gebe in ihnen noch eine gewisse soziale Kontrolle: «Man kennt sich.» Jugendlichen, die ein auffälliges Verhalten zeigten, nehme sich zudem die Schulsozialarbeit an.

Zürich leistet Pionierarbeit

Urs Allemann ist auch Mitglied des innerstädtischen Netzwerkes, der kantonalen Koordinationsgruppe Jugendgewalt sowie einer Arbeitsgruppe des Städteverbands. Er tauscht sich mit anderen Fachstellen aus – allen voran mit der Fachstelle für Gewaltprävention (FfG) der Stadt Zürich. Sie existiert bereits seit 14 Jahren und hat viel Vorarbeit geleistet. «Wir geben unser Wissen gerne weiter – es hilft niemandem, wenn sich 26 Kantone je in einem Kokon verschliessen», sagt Leiter Daniele Lenzo. Als 2014 Enthauptungsvideos des IS kursierten, erarbeitete sein Team zusammen mit der Stadtpolizei den Leitfaden «Radikalismus» für Schulen und die offene Jugendarbeit; das Notfalldispositiv ist inzwischen auch über eine App abrufbar. Später entwickelte die FfG eine strukturierte Fragemethodik, welche dabei hilft, Radikalisierungstendenzen zu erkennen oder auszuschliessen. Sie ist in den letzten zwei Jahren vom Schweizerischen Institut für Gewaltein-schätzung zu RaProf (Radicalisation Profiling) weiterentwickelt und von der Fachstelle 88 Mal eingesetzt worden. In sechs Fällen führte dies – nach einer Einschätzung von zwei Experten – zu einer Meldung bei der Polizei.

Die Problem-Moschee

Die An'Nur-Moschee in Winterthur gerät immer wieder in die Schlagzeilen. Jugendliche aus der Region Winterthur, die nach Syrien gereist sind und sich der Terrormiliz Islamischer Staat (IS) angeschlossen haben, sollen zuvor in der An'Nur-Moschee radikalisiert worden sein. Die Vermieterin hat dem Kulturverein An'Nur den Mietvertrag gekündigt, dieser wurde aber zweimal gerichtlich erstreckt. Nach einer Polizeirazzia im letzten November im Nachgang zu einem kritischen Bericht des Journalisten Kurt Pelda verhaftete die Staatsanwaltschaft Winterthur am 21. Februar zehn Personen, die im November zwei Personen bedroht und verprügelt haben sollen – vermutlich als Strafe für die Weitergabe von Informationen an den Journalisten. *dla*

Bewährte Konzepte anwenden

«Die strukturierte Fragemethode dient vor allem dazu, einen Verdacht zu entkräften», sagt Lenzo. Vielfach dominiere eine andere Problematik. So könne es sein, dass sich ein Schüler salafistischen Kreisen zuwende, weil er gemobbt oder ausgegrenzt werde. Gehe man das Mobbing gezielt an, nehme die Gefahr ab, dass er sich radikalisiere. «Es braucht keine neuen, flächendeckenden Präventionskonzepte», sagt Lenzo. Lehrpersonen und Sozialarbeiter könnten auf bewährten Ansätzen und Abläufen aufbauen. Entscheidend sei ihre Haltung. Sie müssten klar kommunizieren, dass Gewalt durch nichts zu legitimieren sei.

Bern hat seit 2014 Fachstelle

«Hinter jeder Radikalisierung steht eine persönliche Krise», sagt Ester Meier. «Diese frühzeitig zu erkennen, ist entscheidend.» Meier leitet das Amt für Erwachsenen- und Kinderschutz der Stadt Bern und ist für die 2014 geschaffene Fachstelle Radikalisierung zuständig. Jihadismus sei eher ein Randphänomen, sagt sie. In den ersten zwei Jahren habe die Fachstelle 31 Fälle bearbeitet. Das sei sehr wenig. Umso wertvoller sei der Austausch mit anderen Städten. Meier warnt indes davor, nur die Städte in der Verantwortung zu sehen.

Koranverteilaktionen dulden?

«Jihadismus ist kein spezifisch städtisches Thema.» Noch zu wenig gelingt es den Präventionsstellen ihrer Meinung nach, an gefährdete Erwachsene zu ge-



Vom Landschaftsgärtner zum Experten für Gewaltprävention: Urs Allemann. Bild: zvg

langen. «Da besteht noch ein Manko.» Dass hierzulande Koranverteileraktionen geduldet werden, beobachtet sie mit Sorge. Urs Allemann versteht das Be-

fremden, das «Lies!»-Aktionen bei vielen auslösen. Er ist Repression gegenüber aber skeptisch. Sie führt seiner Meinung nach bloss dazu, dass radikale Gruppierungen andere Wege nutzen, um potenzielle Mitglieder anzusprechen. Als Beispiele nennt er die App «We love Muhammad» sowie Koranlesegruppen.

Fachkollegen auch in Basel

Seit dem 1. November hat er auch in Basel Fachkollegen. Seither ist die Anlaufstelle Radikalisierung in Betrieb. Wie viele Anfragen bislang eingegangen sind und welchen Inhalt sie hatten, geben die Verantwortlichen nicht bekannt. «Fallzahlen werden einmal jährlich kommuniziert – auch, um Rückschlüsse auf konkrete Fälle zu auszuschliessen.

Schweizer Strategie in Ausarbeitung

Wie wichtig die überregionale und interdisziplinäre Zusammenarbeit ist, hat eine Zürcher Delegation unter der Leitung von Regierungsrätin Jacqueline Fehr im Sommer 2016 in Belgien gesehen. Vilvoorde, das früher als Jihadistenhochburg galt, ist so gelungen, sich zum

Musterbeispiel für Extremismusprävention zu mausern. Daniele Lenzo, der an der Reise teilgenommen hat, berichtet, dass die belgischen Behörden beim Datenschutz allerdings weniger stark eingeschränkt sind als die Schweizer. Sie dürfen die Namen gefährdeter Personen austauschen; hierzulande ist dies bislang untersagt. «Darüber wird man in Zukunft sicher noch diskutieren», so Lenzo. Der Sicherheitsverbund Schweiz erarbeitet momentan eine nationale Strategie; auch der Schweizerische Gemeindeverband ist in den Gremien vertreten, um die Anliegen der Gemeinden einzubringen. Der Nationale Aktionsplan «Bekämpfung von Radikalisierung und gewalttätigem Extremismus» wird im Herbst erwartet.

Wissensvermittlung, Beratung und Vernetzung: Urs Allemann hat verschiedene Aufgaben. Noch ist es für ihn ungewohnt, sich im Fernsehen zu sehen. Er findet die Medienarbeit jedoch spannend. «Es gefällt mir, rauszugehen und zu zeigen, was wir machen.»

Eveline Rutz

Anzeige

WIR SPINNEN. NETZE FÜR ZEIT UND SICHERHEIT. **siaxma**

Machen Sie Schluss!

Verwalten Sie für Ihre Gemeinde immer noch unzählige Schlüssel? Oensingen hat damit aufgehört und ein elektronisches Schliesssystem eingeführt. Machen auch Sie Schluss mit Schlüsseln.

 **SUISSE PUBLIC**
Schweizer Fachmesse für öffentliche Betriebe und Grossunternehmen
Bern, 13.–16. Juni 2017

Am **Stand B04/Halle 3.1** der Siaxma AG erfahren Sie mehr über Zutrittskontrolle, Videoüberwachung und Zeiterfassung.
www.siaxma.ch

Alleinerziehend mit einem Baby: Wann ist Arbeit Pflicht?

Wer eine abgeschlossene Erstausbildung, ausreichend persönliche Ressourcen und gute Rahmenbedingungen hat, kann spätestens ein Jahr nach der Geburt eines Kindes zur Aufnahme einer Tätigkeit verpflichtet werden.

Die Frage:

Laura S. hat gerade ihr erstes Kind geboren. Sie hat eine Erstausbildung abgeschlossen, ist jedoch seit ein paar Monaten auf Sozialhilfe angewiesen. Sie lebt vom Vater des Kindes getrennt, und es ist absehbar, dass sie sich vorerst alleine um das Kind kümmern wird. Auf dem zuständigen Sozialdienst fragt man sich, wie Laura S. in der Zeit nach der Geburt unterstützt werden soll. Wie soll ihre Arbeitsintegration geplant werden, und welche Rechte und Pflichten hat Laura S. gemäss den SKOS-Richtlinien, die auf den 1. Januar 2017 in Kraft getreten sind?

Die rechtlichen Grundlagen

Die Geburt eines Kindes entbindet die Eltern nicht von der Pflicht zur Arbeitsintegration oder – soweit möglich – zum Erhalt einer bestehenden Stelle (SKOS-Richtlinien, A.5.2). Dies gilt für Paare ebenso wie für Alleinerziehende. Als alleinerziehend gilt, wer mit einem Kind oder mehreren Kindern ohne den anderen Elternteil wohnt und hauptbetreuend ist. Wie alle Personen mit Betreuungspflichten, die auf Leistungen der Sozialhilfe angewiesen sind, sollen auch Alleinerziehende möglichst rasch zur Arbeitsintegration verpflichtet, dabei aber auch unterstützt werden.

Nach der Geburt hat der betreuende Elternteil gemeinsam mit dem Sozialdienst den Wiedereinstieg ins Arbeitsleben zu planen. Massgebend bei dieser Planung sind eine Abwägung von Integrations- und Familienpflichten, das Kindeswohl und die Sicherstellung einer angemessenen Kinderbetreuung. Bei einer Person mit Betreuungspflichten wird eine Erwerbstätigkeit oder die Teilnahme an einer Integrationsmassnahme spätestens dann erwartet, wenn das Kind das erste Lebensjahr vollendet hat (SKOS-Richtlinie, C.1.3).

Die SKOS anerkennt die Bedeutung der Betreuung eines Kindes während des ersten Lebensjahrs durch einen Elternteil. Es ist daher angemessen, einen alleinerziehenden Elternteil nicht gleich

rasch zur Arbeitsintegration zu verpflichten wie jemanden, der in einer Partnerschaft mit dem anderen Elternteil zusammenlebt. Die Arbeitsintegration muss individualisiert erfolgen (SKOS-Richtlinien, A.4), das heisst, die individuellen Ressourcen und Rahmenbedingungen müssen berücksichtigt werden. Sie entscheiden über den Zeitpunkt der Arbeitsintegration wie auch über das anzustrebende Pensum.

Für die Kinderbetreuung kann keine Integrationszulage (IZU) entrichtet werden (SKOS-Richtlinien, C.2). Mit einer IZU werden Leistungen nicht erwerbstätiger Personen für ihre soziale und berufliche Integration finanziell anerkannt. Unterstützt werden nur Leistungen, welche die Chance auf eine erfolgreiche Integration erhöhen beziehungsweise erhalten. Die Kinderbetreuung erfüllt diese Voraussetzungen nicht.

Damit die Arbeitsintegration gelingen kann, müssen betroffene Personen beim Wiedereinstieg bedarfsgerecht unterstützt werden. Wenn ein junger Elternteil betroffen ist, sind ergänzend die Richtlinien für junge Erwachsene zu berücksichtigen (SKOS-Richtlinien, B.4 und H.11). Insbesondere ist sicherzustellen, dass trotz elterlichen Sorgepflichten eine Erstausbildung (wieder) aufgenommen und abgeschlossen werden kann.

Die Antwort

Bei Personen, die Sozialhilfe beziehen, ist der Arbeitsintegration eine vorrangige Bedeutung beizumessen. Klientinnen und Klienten haben trotz bestehender Erziehungspflichten nach ihren Kräften zur Minderung ihrer Bedürftigkeit beizutragen. Sozialdienste müssen auch alleinerziehende Eltern frühzeitig auf ihre Pflichten hinweisen und sie zur Arbeitsintegration motivieren. Damit die Arbeitsintegration gelingen kann, hat der Sozialdienst für zielgerichtete Hilfe und enge Betreuung zu sorgen. Eltern sind bei der Suche nach Ausbildungs-, Weiterbildungs- und Arbeitsangeboten zu unterstützen, aber auch bei der

Rechtsberatung aus der Sozialhilfepraxis

An dieser Stelle präsentiert der Schweizerische Gemeindeverband (SGV) in Zusammenarbeit mit der SKOS, der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe, Antworten auf exemplarische, aber knifflige Fragen aus der Sozialhilfepraxis. Die Fragen wurden dem Onlineberatungsdienst «Skos-Line» gestellt. Das vorliegende Praxisbeispiel wurde ebenfalls in der Zeso, der Zeitschrift für Sozialhilfe, publiziert.

Suche nach familienergänzenden Betreuungsmöglichkeiten.

Im Fall von Laura S. ist zu berücksichtigen, dass sie sich voraussichtlich alleine um das Kind kümmern wird. Mit Blick auf das Kindeswohl ist es daher nicht angemessen, sie so früh wie möglich zur Aufnahme eines hohen Tätigkeitspensums zu verpflichten. Wenn aber eine angemessene Kinderbetreuung sichergestellt werden kann, verfügt Laura S. dank ihrer abgeschlossenen Erstausbildung über ausreichende individuelle Ressourcen und gute Rahmenbedingungen, um spätestens nach Ablauf eines Jahres zur Aufnahme einer möglichst existenzsichernden Tätigkeit verpflichtet zu werden.

*Alexander Suter
Leiter Fachbereich Recht & Beratung
der SKOS
Kommission Richtlinien und
Praxishilfen der SKOS*

5. Energiekonzept-Kongress, 11. Mai 2017, St. Gallen Mit Innovationen in die Zukunft

Am 11. Mai 2017 treffen sich Behördenmitglieder aus Gemeinden, Städten und Kantonen, Umwelt- und Energiebeauftragte sowie private Energiefachleute zum 5. Energiekonzept-Kongress in St. Gallen anlässlich der Energie-Tage 2017. Ein hochwertiges Programm erwartet die Kongressteilnehmenden.

Eine erfolgreiche Energiewende erfordert Innovationen. Neben einem gemeindespezifischen Energiemanagement sind intelligente Mobilitätskonzepte in Städten und Gemeinden gefragt.

Darüber hinaus braucht es gesamtheitliche Entwicklungskonzepte, um die Städte effizienter, technologisch fortschrittlicher und ökologischer zu gestalten. Aus diesem Grund widmet sich der bereits 5. Energiekonzept-Kongress in St. Gallen dem Thema «Mit Innovationen in die Zukunft». So werden auch bedeutende Unternehmen wie Swisscom, Post CH und SBB ihren Beitrag zu den Themen Digitalisierung und Mobilität leisten. Aus dem benachbarten Ausland erwarten die Teilnehmenden topaktuelle Vorträge

von Fachexperten aus den Städten Bozen, Klagenfurt, Konstanz und Wien. Zu Beginn des Kongresses wird Philosoph und Medienwissenschaftler Prof. Dr. Norbert Bolz den Teilnehmenden mit seinem Referat «Big Data – Deep Emotions, wie das Neue in die Welt kommt» wertvolle Impulse vermitteln.

Weitere Informationen und Anmeldung zum Fachkongress:
www.energiekonzeptkongress.ch



CURAVIVA Fachkongress Alter 2017 Wie die Heimbranche mit Wandel umgeht

Der Fachkongress Alter von CURAVIVA Schweiz vom 19. bis 20. September 2017 in Montreux befasst sich mit dem Einfluss des gesellschaftlichen Wandels auf Pflegeinstitutionen. Experten referieren über die Digitalisierung des Gesundheitswesens, neue Betreuungsansätze etwa bei Demenzerkrankungen sowie über Finanzierungsmodelle, wenn die Ansprüche an «gute» Pflege stetig steigen.

CURAVIVA Schweiz, der nationale Dachverband von 1600 Pflegeinstitutionen, führt alle zwei Jahre einen Fachkongress Alter durch. Erwartet werden rund 1000 Teilnehmerinnen und Teilnehmer aus der Schweiz sowie Fachleute aus aller Welt.

Geboten werden ein reichhaltiges Programm und Austauschmöglichkeiten über die Herausforderungen, vor denen die Alters- und Pflegeinstitutionen stehen. Referiert und diskutiert wird in vier Themenbereichen. Erstens, über die digitale Transformation, konkret über technologische Innovationen wie das elektronische Patientendossier und den möglichen Einsatz von Pflegerobotern. Zweites Thema ist die zeitgemässe Pflege und Betreuung. Es werden Fragen zu der Medikamentenabgabe, zu der Verleihung des Qualitätslabels «Palliative Care» und zu neuen Formen im Umgang mit Demenz thematisiert. Drittens geht es darum, wie die zunehmenden An-



sprüche an die Pflegeheime der Zukunft mit den finanziellen Möglichkeiten in Einklang gebracht werden können. Der vierte Themenbereich befasst sich mit der Problematik von Sinnkrisen, in die Menschen im hohen Alter, aber auch ihre Angehörigen und die Pflegenden geraten können.

Kongress-Informationen und Onlineanmeldung (Frühbucherrabatt!) auf:
www.congress.curaviva.ch

Kontakt: Dr. Markus Leser, Leiter Fachbereich Menschen im Alter, m.leser@curaviva.ch

CURAVIVA Congrès spécialisé personnes âgées 2017 Le secteur des EMS à l'heure du changement

Le Congrès spécialisé personnes âgées de CURAVIVA Suisse, qui se tiendra du 19 au 20 septembre 2017 à Montreux, s'intéressera aux conséquences de l'évolution de la société sur les institutions de soins. La transformation numérique, les nouvelles approches de prise en charge, les modèles de financement et les crises existentielles seront les quatre grands thèmes de cette édition.

Pour son septième congrès bienal, CURAVIVA Suisse, association faitière nationale regroupant 1600 institutions de soins, s'apprête à accueillir un millier de participants à Montreux, dont des professionnels du monde entier,

grâce à son partenariat avec le Global Ageing Network.

La richesse du programme offrira des opportunités de débats et d'échanges sur les défis auxquels les institutions médico-sociales sont confrontées. «Notre travail quotidien devra s'adapter aux changements de société», affirme Ignazio Cassis, président de CURAVIVA. «Nous devons trouver des solutions intelligentes afin que la vie dans nos institutions soit toujours digne d'être vécue.» Outre les 16 sessions parallèles, plusieurs conférences plénières sont prévues. S'alterneront ainsi au micro Markus Hengstschlager, professeur à l'Université de médecine de Vienne, Elisabeth



Bronfen, professeure de littérature anglaise et américaine à Zurich et New York, l'ancienne présidente de la Confédération, Micheline Calmy-Rey, et Nadia Magnenat-Thalmann, profes-

seure dans le domaine des nouveaux médias et des robots sociaux.

Plus d'informations sur www.congress.curaviva.ch.

Seule avec son bébé: quelles obligations pour travailler?

Une personne qui dispose d'une formation initiale achevée, de ressources individuelles et de bonnes conditions-cadres peut être obligée au plus tard un an après l'accouchement à reprendre une activité rémunérée.

La question

Laura S. vient d'accoucher de son premier enfant. Elle a achevé une formation initiale, mais depuis quelques mois, elle a besoin d'être soutenue par l'aide sociale. Elle vit séparée du père de l'enfant et tout indique que dans l'immédiat, elle s'occupera seule de son enfant. Au service social compétent, on se pose la question comment soutenir Laura S. après la naissance de l'enfant. Comment faut-il planifier son insertion professionnelle et quels sont les droits et les devoirs de Laura S. en vertu des normes CSIAS entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2017?

Les bases légales

La naissance d'un enfant ne dispense pas les parents de leur obligation de chercher un emploi ou – autant que possible – de conserver un emploi existant (norme CSIAS A.5.2). Ceci vaut tout autant pour les couples que pour les personnes ayant seules des enfants à charge. Est considérée comme ayant seule des enfants à charge une personne qui vit sans l'autre parent avec un ou plusieurs enfants et qui en a la charge principale. A l'instar de tous les bénéficiaires de l'aide sociale ayant des devoirs de prise en charge, les personnes ayant seules un ou des enfants à charge sont obligées de retravailler aussi rapidement que possible, l'aide sociale les soutenant dans leurs efforts d'insertion professionnelle. Après la naissance d'un enfant, le parent qui en a la charge doit planifier, en collaboration avec le service social, sa réinsertion dans la vie active. Cette planification doit mettre en balance les obligations d'insertion et les obligations familiales, elle doit tenir compte du bien de l'enfant et assurer une garde appropriée de l'enfant. On attend d'une personne ayant des obligations de prise en charge qu'elle exerce une activité lucrative ou participe à une mesure d'intégration au plus tard au moment où l'enfant a 12 mois révolus (norme CSIAS C.1.3). La CSIAS reconnaît l'importance de la prise en charge d'un

enfant par un parent pendant la première année. Il convient dès lors de ne pas obliger un parent ayant seul un enfant à charge à reprendre la vie active aussi rapidement qu'une personne vivant en couple avec l'autre parent. L'insertion professionnelle doit se faire de manière individuelle (norme CSIAS A.4), c'est-à-dire tenir compte des ressources et des conditions-cadres individuelles. Celles-ci décident du moment de l'insertion professionnelle tout comme du volume d'activité à rechercher. La prise en charge d'un enfant ne donne pas droit à un supplément d'intégration (SI) (norme CSIAS C.2). Un SI reconnaît financièrement les prestations fournies par des personnes non actives en faveur de leur intégration sociale et professionnelle. Seules les prestations qui augmentent ou maintiennent les chances d'une intégration réussie sont récompensées. La prise en charge d'un enfant ne répond pas à ce critère.

Pour que l'insertion professionnelle réussisse, les personnes concernées doivent être soutenues de manière appropriée dans leur retour à la vie active. Lorsque la personne en question est un jeune parent, il faut en outre tenir compte des normes concernant les jeunes adultes (normes CSIAS B.4 et H.11). Il s'agit notamment d'assurer que malgré les obligations parentales, une formation initiale peut être (re)prise et achevée.

La réponse

Pour les bénéficiaires de l'aide sociale, il faut accorder une importance primordiale à l'insertion professionnelle. Malgré des obligations éducatives existantes, les client/es doivent contribuer autant que possible à réduire leur indigence. Les services sociaux doivent signaler leurs obligations suffisamment tôt également aux parents ayant seuls des enfants à charge et motiver ceux-ci pour l'exercice d'une activité lucrative. Pour assurer la réussite de l'insertion professionnelle, le service social doit fournir une aide ciblée et un encadre-

Conseils juridiques de la pratique de l'aide sociale

Ici l'Association de Communes Suisses ACS présente, en coopération avec la CSIAS, la Conférence suisse des institutions d'action sociale, des réponses à des questions exemplaires, mais épineuses de la pratique de l'aide sociale. Les questions traitées ici ont été posées au service de conseil en ligne «CSIAS-Ligne». L'exemple pratique cité a été également publié dans la revue de l'aide sociale «ZESO».

ment étroit. Il doit soutenir les parents dans la recherche d'offres de formation, de perfectionnement professionnel et d'emploi, mais également dans la recherche de possibilités de garde extra-familiale.

Dans le cas de Laura S., il faut tenir compte du fait qu'elle s'occupera probablement seule de son enfant. Sous l'angle du bien de l'enfant, il est dès lors inadéquat de l'obliger aussi vite que possible à prendre un travail à un taux d'activité élevé. Mais si une garde appropriée de l'enfant peut être assurée, Laura S. dispose grâce à sa formation initiale achevée de ressources individuelles et de bonnes conditions-cadres suffisantes pour être obligée au plus tard au terme d'un an à exercer une activité qui couvre son minimum vital autant que possible.

*Alexander Suter
Responsable du secteur Droit & Conseil de la CSIAS, Commission Normes et aide à la pratique de la CSIAS*

Smartinfo – der innovativste Weg der Informationsbeschaffung

«Was suche ich, wo suche ich und was für Resultate erhalte ich?»

Fragen, die wir uns alle vor Beginn der Suche nach Informationen im Internet stellen und bei denen wir hoffen, dass die gewählten Suchmaschinen die gewünschten Resultate liefern!

Oft werden dabei aber nicht die Informationen gefunden, die wirklich benötigt werden und dem Benutzer helfen, sich gezielt über die gewünschten Themen zu informieren.



Die Smartinfo AG beschäftigt sich genau mit dieser Thematik und mit der effektiven Informationsbeschaffung und ihrer strukturierten Verarbeitung.

Die richtigen Informationen zum rechten Zeitpunkt zu erhalten, ist heute entscheidend für den unternehmerischen Erfolg. Bei der stetig steigenden Informationsfülle ist es alles andere als einfach, rasch und mit einem vertretbaren Aufwand zu den benötigten Informationen zu gelangen.

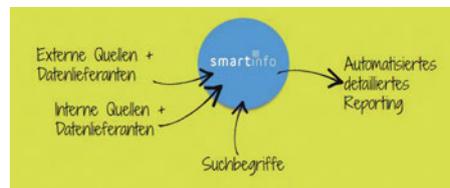
Mit Smartinfo wird den Nutzern ein gut durchdachtes und effizientes Instrument zur Verfügung gestellt. Durch verschiedene Filterfunktionen kann die Suche präzise einschränkt werden, Suchabfragen können gespeichert und der Nutzer kann per E-Mail oder mittels einer App über neue Ergebnisse in Echtzeit informiert werden.

Die Technik hinter dem intuitiven und revolutionären System basiert auf HPE IDOL und wurde von dem seit 1989 im Schweizer Markt agierenden Unternehmen SEC 1.01 (<http://www.sec101.ch>) so weiterentwickelt, dass auch **Schweizer KMU, Verbände und öffentliche Institutionen wie Ge-**

meinden auf ein übersichtliches, anwenderfreundliches und kostenfreundliches Big Data Management zugreifen können. Die Smartinfo AG ist hierbei eine strategische Partnerschaft mit der SEC 1.01 AG eingegangen.

Smartinfo bietet seinen Nutzern eine selbsterklärende Onlinesuchplattform.

Zum einen können Interessierte auf den kostenfreien Newsbereich zugreifen. Hier werden sämtliche online



bereitgestellten Quellen aus Tages-, Wochen- und Sonntagszeitungen sowie Quellen aus Radio und Fernsehen zur Verfügung gestellt.

Mit dem **Politik-Paket** von Smartinfo erhält der Kunde eine übergreifende Suchplattform, die neben den sieben Bundesdepartementen, der Bundeskanzlei, den knapp 90 dezentralisierten Verwaltungseinheiten auch Veröffentlichungen von Spitzenverbänden, Leistungserbringern, Schutzorganisationen, Parteien und des SHAB bereitstellt. Der umfangreiche Finanzbereich beschäftigt sich mit den neusten Mitteilungen des Finanzmarkts, Gesetzesänderungen und anderen wichtigen Quellen wie FINMA, Meldungen des SHAB sowie Mitteilungen des Zefix.

Als schweizweit einzige Plattform bietet der Themenbereich Recht die Möglichkeit, auf alle 26 kantonalen Obergerichte sowie auch auf Bundesgerichtsentscheide zuzugreifen.

Als «i5 Premium Certified Partner» der Sec 1.01 AG umfasst das Angebotsspektrum der Smartinfo AG dabei nicht nur die Suche im Internet, sondern ermöglicht es dem Nutzer, bei Bedarf externe und interne Daten wie E-Mail, Fileshares- und Sharepoint-Dateien zusammen auf einer Plattform zu suchen, zu verwalten und strukturiert auszugeben. Dabei werden mehr als 1000 Dateien, 400 Datenbanken und mehr als 140 Sprachen unterstützt. Die strategische Partnerschaft mit dem in Aarau ansässigen Systemintegrator wird stetig weiterentwickelt.

Die Vorteile von Smartinfo liegen klar auf der Hand

Gezielte Suche

Die Quellen können selbst definiert und spezielle Filter können gesetzt werden. So erhält der Nutzer nur die Informationen, die für ihn relevant sind.

Informiert bleiben

Dank der persönlichen Suchagenten werden die Anwender zu den bestimmten Zeitpunkten per E-Mail bei Veröffentlichungen informiert.

Komplett werbefrei

Keine lästigen Werbefenster oder Pop-ups auf der Plattform.

Anwenderfreundlich

Die Benutzeroberfläche ist selbsterklärend gestaltet und lässt sich einfach bedienen.

Millionen Inhalte

Die Inhalte sind in Deutsch, Französisch, Italienisch und Englisch verfügbar.

Audio- und Videoformat

Es werden nur die Sequenzen angezeigt, die wirklich relevant sind. Die Beiträge beginnen erst in dem Moment, in dem es interessant wird.



Smartinfo AG
Badenerstrasse 569
8048 Zürich
Telefon +41 (0)43 543 77 00
E-Mail: info@smartinfo.ch
www.smartinfo.ch

Bern

Velofahrer sollen bei Rot rechts abbiegen dürfen

Der Berner Stadtrat möchte, dass Velofahrer bei Rot rechts abbiegen dürfen. Der Gemeinderat soll sich dafür beim Bund einsetzen. Das Parlament hat zwei entsprechende Vorstösse aus den Reihen von SP, Grünem Bündnis und Junger Alternative überwiesen. Die Ratsmehrheit befand, beim Rechtsabbiegeverbot für Velofahrer handle es sich um eine überflüssige Regelung. Der Bund sehe das auch so, die Weichen seien bereits gestellt. Allerdings stehe der Entscheid trotz positiven Erfahrungen beim Test in Basel noch aus. Mit den beiden Vorstössen könne man den Druck aufrechterhalten. Widerstand kam von der SVP. Es sei nicht einzusehen, warum es Sonderrechte für Velofahrer brauche. Bei Rot müsse man warten, bei Grün dürfe man fahren, diese Regel müsse im ganzen Land für alle gelten. *sda*

Airolo (TI)

Airolo will teilweise Überdeckung der A2

Vom zweiten Strassentunnel am Gotthard will auch die Gemeinde Airolo profitieren. Wenn 2020 mit den Arbeiten für die zweite Röhre begonnen wird, sollen in Airolo selbst die Bagger anrollen. Denn gemeinsam mit dem Bundesamt für Strassen (ASTRA) und dem Kanton Tessin hat die am Tunnelportal gelegene Gemeinde eine Variante für eine Teilüberbauung der Autobahn A2 ausgearbeitet. Für diese Baumassnahme solle das Aushubmaterial für die zweite Röhre direkt auf Tessiner Seite verbaut werden. Ziel der 100 bis 150 Millionen Franken teuren Variante ist der verbesserte Lärmschutz und die bessere Integration der Autobahn A2 in die umliegende Landschaft. Dafür soll ein Abschnitt an der Eisenbahnstrecke in der Gemeinde Airolo teilüberbaut werden und auch die Ein- und Ausfahrten neu strukturiert werden. So könnte ein Teil des Talbodens für die Gemeinde zurückgewonnen werden, sagte der Leiter der ASTRA-Filiale. Seine Gemeinde sei durch frühere Baustellen und den Verkehr genug «gestraft» worden – deshalb begrüsse er jetzt die Hilfe von Bund und Kanton für den Landschaftsschutz in Airolo, sagte der Gemeindepräsident Franco Pedrini (CVP) an einer Medienorientierung. Über die Verteilung möglicher Zusatz-

kosten wollen ASTRA, Kanton und Gemeinde bis April entscheiden. *sda*

Thurgauer Gemeinden

Nein zur USR III hat Folgen für Thurgauer Spitexkosten

Das Nein des Schweizervolks zur Unternehmenssteuerreform (USR III) hat im Thurgau Folgen für eine geplante Änderung des Krankenversicherungsgesetzes: Die Beteiligung des Kantons an den Spitexkosten der Gemeinden wird erst später kommen und geringer ausfallen.

Dies teilte der Thurgauer Finanzdirektor Jakob Stark auf Anfrage der Nachrichtenagentur sda mit. Der Kanton wollte bei seiner Beteiligung an den Spitexkosten auf zusätzliche Mittel aus der direkten Bundessteuer zurückgreifen. Diese Voraussetzung fehlt jetzt nach dem Nein zur USR III. «Nun wird diese Vorlage später und mit weniger Mitteln dotiert kommen, parallel zur Umsetzung der neuen Pflegeheimplanung», schreibt Stark in einer Mitteilung. *sda*

Waadtländer Gemeinden

Vorkaufsrecht auf Grundstücke für Gemeinden

In der Waadt dürfen Gemeinden Grundstücke mit einem Vorkaufsrecht erwerben, um den Bau von bezahlbaren Wohnungen zu fördern. Das Waadtländer Stimmvolk hat ein entsprechendes Gesetz deutlich angenommen. Das Vorkaufsrecht darf nur ausgeübt werden, wenn die Grundstücke zum Verkauf angeboten werden. Das neue Gesetz wurde als Gegenvorschlag zu einer Volksinitiative des Waadtländer Mieterverbandes ausgearbeitet. Nach der Annahme im Kantonsparlament zog der Mieterverband die Initiative zurück. Allerdings ergriff die Immobilienkammer das Referendum. *sda*

Emmen (LU)

Gemeindeboden gibt es künftig nur noch im Baurecht

In Emmen hat das Stimmvolk einen Umsetzungsvorschlag des Parlaments zur Bodeninitiative von SP und Grünen deutlich mit 60 Prozent Jastimmen angenommen. Das neue Reglement hält fest, dass Boden im Besitz der Gemeinde künftig grundsätzlich nur noch im Bau-

recht abgegeben werden kann. Der Verkauf eines gemeindeeigenen Grundstücks ist nur möglich, wenn ein gleichwertiges Areal erworben wird. Der Gemeinderat hat jedoch mehrere Ausnahmen formuliert, die das Verkaufsverbot aufweichen. Dazu gehören beispielsweise öffentliche Bauvorhaben des Kantons oder des Bundes oder bei Kleingrundstücken, deren Fläche 100 Quadratmeter nicht übersteigt. Vor einem Jahr hatte die Stimmbewölkerung die Gemeindeinitiative «Boden behalten und Emmen gestalten» in Form einer allgemeinen Anregung knapp gutgeheissen. Für die Umsetzung der Bodeninitiative erarbeitete der Gemeinderat einen Umsetzungsvorschlag. In der Stadt Luzern ist eine ähnliche Initiative der Grünen hängig. *sda*

Schwyz (SZ)

Keine Mobilfunkantennen mehr in Wohnzonen

In der Gemeinde Schwyz dürfen neue Mobilfunkanlagen künftig definitiv in erster Linie nur noch in Arbeitszonen realisiert werden. Andernorts sind neue Anlagen nur in Ausnahmefällen zulässig. Das Stimmvolk hat eine entsprechende Teilrevision des Baureglements gutgeheissen. Mit dem Beschluss werden Bestimmungen einer Planungszone von 2009 ins ordentliche Baureglement aufgenommen. *sda*

Baselbieter Gemeinden

Regierung will mehr Autonomie für Gemeinden

Die Zusammenarbeit zwischen Kanton und Gemeinden soll im Kanton Basel-Landschaft präziser gefasst werden. Der Landrat hat sich einstimmig für eine Änderung der Verfassung ausgesprochen. Diese sieht vor, dass Aufgaben gemäss Subsidiaritätsprinzip vorrangig den Gemeinden zugetragen werden. Dafür sollen diese entschädigt werden. Zugestanden werden soll den Gemeinden grösstmögliche Regelungs- und Vollzugsfreiheit. Abgelehnt hatte der Landrat vor zwei Wochen indes ein neues Gemeinderegionengesetz. Kernelement wäre die Bildung von sechs Regionalkonferenzen gewesen. Die Vorgaben des Kantons waren bei einzelnen Gemeinden und im Landrat auf Kritik gestossen. Gemeinden würden schon jetzt zusammenarbeiten, wo es deren Meinung nach Sinn ergibt. *sda*

Abfall | Ordures

abfallhai®
Einfälle für Abfälle



ANTA SWISS AG
Telefon 044 818 84 84
abfallhai.ch / info@abfallhai.ch

CSC | DÉCHETS SA
Conseiller technique de
l'Organisation Infrastructures Communales

www.csc-dechets.ch info@csc-dechets.ch

VERWO+
ENTSORGUNGSSYSTEME



verwo.ch | +41 55 415 84 84

Abfallentsorgungssysteme



www.gtsm.ch

Archivierung

www.tecnocor.ch
Scannen. Archivieren. Digitalisieren

Adressen

Die Geschäftsstelle des Schweizerischen Gemeindeverbandes verkauft die Post-, E-Mail- und Websiteadressen der Schweizer Gemeinden. Die Adressen sind als Excellisten oder als Klebeetiketten erhältlich und können nach Kanton, Sprachregion oder Anzahl Einwohner sortiert werden.



Schweizerischer Gemeindeverband
Laupenstrasse 35
3001 Bern
Tel. 031 380 70 00
verband@chgemeinden.ch
www.chgemeinden.ch

Ausbildung | Formation

zhaw School of Management and Law
Institut für Verwaltungs-Management
Bahnhofplatz 12, Postfach, 8401 Winterthur
Tel. +41 58 934 79 25, Fax +41 58 935 79 25
Mail: info.ivm@zhaw.ch, www.zhaw.ch/ivm

Aussenraum-Gestaltung



www.gtsm.ch

Arbeitsbühnen

SkyAccess



SkyAccess AG
Beratung & Verkauf
von Arbeitshebebühnen
CH-4702 Oensingen

www.skyaccess.ch info@skyaccess.ch
Tel. +41 61 816 60 00 Fax +41 61 816 60 08

WS SKYWORKER®
Arbeitsbühnen-Vermietung



WS-Skyworker AG
Basel - Bern - Luzern
Zürich - Mittelland - Winterthur - Lausanne
Mietservice für die ganze Schweiz
gratis unter 0800 813 813

Hauptsitz:
WS-Skyworker AG Dünnerstrasse 24 4702 Oensingen

ws-skyworker.ch info@ws-skyworker.ch

Arbeitsschutzprodukte



Thomi + Co AG
Rütschelenstrasse 1
Postfach 180
4932 Lotzwil

Telefon 062 919 83 83
Telefax 062 919 83 60
Internet http://www.thomi.com
E-Mail info@thomi.ch

Schutzartikel von Kopf bis Fuss:

Arbeitshandschuhe, Schutzbekleidungen, Schutzbrillen, Schutzhelme, Gesichtsschilde, Sicherheitsschuhe, Arbeitstiefel, Gehörschutzartikel, Atemschutzmasken, Fallschutzartikel

Bewässerungsanlagen

Perrottet & Piller AG



3178 Bösinggen
Bewässerungsanlagen
Installation d'arrosages

Tel. 031 747 85 44 office@perrottet-piller.ch

Elektrofahrzeuge

ALTHAUS



www.althaus-kommunaltechnik.ch

ALKÉ Elektro-Nutzfahrzeuge
Althaus AG Ersingen
Burgdorfstrasse 12
3423 Ersingen
Tel. 034 448 80 00
Fax 034 448 80 01

Elektrofahrzeuge

MEGA eTRUCK
100% elektrisch - 70 km/h
Nutzlast 620 kg



GRUNDERCO^{ch} Tél. 041 919 99 54

Facility Management/Software

CAMPOS
MACHT IMMO'S MOBIL. ICFM

DAS CAFM-PORTAL

ICFM AG | Birmensdorferstrasse 87 | 8902 Urdorf
www.campos.ch | Tel. 043 344 12 40

Hundetoiletten



BRAVO www.gtsm.ch

SAC-O-MAT
SAC-O-MAT (Schweiz) AG
Längmatt 1
CH-6212 St. Erhard
T 041 925 14 25
F 041 925 14 10
www.sacomat.ch



Lichtplanung | Architektur

Luminum
Lichtplanung im Aussenraum

Luminum GmbH +41 31 765 63 63
Bernweg 101 www.luminum.ch
3254 Messen info@luminum.ch

Markierungen | Signalisationen

Sicherheit auf der ganzen Linie!



MORF AG

Markierungen • Signalisationen

Tel. 0848 22 33 66
Fax 0848 22 33 77

info@morf-ag.ch
www.morf-ag.ch

Parkmobiliar

AX Ars Xterna

Parkmobiliar / mobilier urbain
info@ars-xterna.ch
CH-8142 Utikon
Tel. 044 222 22 66
Fax 044 222 22 67

Reinigungs- und Hygieneartikel



DELTA Zofingen AG
Reinigungsvlies und -papier, Arbeitsschutz-
ausstattungen (PSA)
4800 Zofingen
Tel. 062 746 04 04 sales@delta-zofingen.ch
Fax 062 746 04 02 www.delta-zofingen.ch

Presscontainer

Ihr Partner für Entsorgungstechnik

Presscontainer, Ballen- und PET-Pressen,
Schneckenverdichter, Wiegesysteme.

recytech
ENTSORGUNGSTECHNIK
T 043 255 80 55 recytech.ch

PÖTTINGER
Entsorgungstechnik

Sanitäre Anlagen | Installations sanitaires

Waschraumhygiene | Hygiène des locaux sanitaires



CWS-boco Suisse SA

Industriestrasse 20 | 8152 Glattbrugg
Route de Pra de Plan 2 | 1618 Châtel-St-Denis
Tel. 0800 800 297
info@cws-boco.ch | www.cws-boco.ch

Der neue Massstab für die öffentliche Toilette

ELKUCH e CITY
www.elkuch.com CH-Produktion
Tel.: +41 79 893 34 05 Montage und Service

Franke Water Systems AG
www.franke.ch

FRANKE

Schneerräumung

POWER für Strasse, Schiene und Piste

ZAUGG AG EGGIWIL
Holzmatt, CH-3537 Eggwil, Tel. ++41 (0)34 491 81 11
info@zaugg-ag.ch, www.zaugg-ag.ch

Schwimmbadbau und Technik

beck
schwimmbadbau
ihr planer.

Beck Schwimmbadbau AG
Bürglistrasse 29
CH-8400 Winterthur
Telefon +41 (0)52 224 00 88
mail@beck-schwimmbadbau.ch
www.beck-schwimmbadbau.ch

Spielplatzeinrichtungen

Magie des Spielens...

buerli
Bürli Spiel- und Sportgeräte AG, CH-6212 St. Erhard LU
Telefon 041 925 14 00, www.buerliag.com

bimbo
macht spass

Zeitgemässe Spiel- und Pausenplätze.
Planung. Produktion. Unterhalt.

HINNEN Spielplatzgeräte AG - 041 672 91 11 - bimbo.ch

Spielplatzplanung

www.gtsm.ch

Versicherungsberatung

Der offizielle Versicherungsberatungsdienst
des Schweizerischen Gemeindeverbandes

**Neutrale Beratung
in allen Versicherungsfragen
für Ihre Gemeinde**

trees T +41 31 340 37 47
mail@trees.ch

Véhicules électriques

MEGA eTRUCK
100% électrique - 70 km/h
charge utile: 620 kg

GRUNDERCO^{ch} Tél. 022 989 13 30

Vitrinen

SYMA-SYSTEM AG
CH-9533 Kirchberg SG | www.syma.ch

SYMA
Continuous Innovation

Save the date: GV des SGV am 15. Juni in Bern

Die Generalversammlung des SGV findet am 15. Juni im Rahmen der Fachmesse Suisse Public in Bern statt. Die Einladung wird den Mitgliedern Mitte April zugestellt, das Programm wird dann ebenfalls auf der Website unter www.chgemeinden.ch aufgeschaltet.

Wann: 15. Juni 2017

Wo: Bern (Bernexpo)

Kontakt: 031 380 70 00

Mail: verband@chgemeinden.ch

Web: www.chgemeinden.ch

Save the date: Assemblée générale de l'ACS 15 juin à Berne

L'Assemblée générale de l'ACS aura lieu le 15 juin prochain dans le cadre de la Suisse Public à Berne. Les convocations seront envoyées aux membres mi-avril, le programme pourra également être téléchargé à compter de cette date sur le site web www.chcommunes.ch.

Quand: 15 juin 2017

Où: Berne (Bernexpo)

Contact: 031 380 70 00

Mail: verband@chgemeinden.ch

Web: www.chcommunes.ch

Save the date: Assemblea generale dell'ACS il 15 giugno a Berna

L'Assemblea generale dell'Associazione dei Comuni Svizzeri si terrà il 15 giugno a Berna, nell'ambito dell'esposizione specializzata Suisse Public. L'invito sarà trasmesso ai membri a metà aprile e il programma sarà contemporaneamente pubblicato sul sito www.comuni.ch.

Quando: 15 giugno 2017

Dove: Berna (Bernexpo)

Contatto: 031 380 70 00

Mail: verband@chgemeinden.ch

Web: www.chcomuni.ch

5. Bioenergie-Forum: CO₂-Gesetz – Aufwind für die Bioenergie?

Die Klimapolitik der Schweiz wird von der Totalrevision des CO₂-Gesetzes geprägt und von der Energiestrategie mitbestimmt. Das 5. Bioenergie-Forum erörtert die Auswirkungen auf die betroffenen Branchen und zeigt, wie die Bioenergie zum Klimaschutz beiträgt.

Wann: 28. März 2017

Wo: Solothurn (Altes Spital)

Kontakt: 044 395 12 14

Mail: contact@biomassesuisse.ch

Web: www.biomassesuisse.ch

Programm für die Modernisierung der Strassenbeleuchtung mit LED

Der sachgerechten Modernisierung von Strassenleuchten stehen verschiedene, z.T. starke Hemmnisse im Weg. Aus Sicht der Steuerzahler unterliegt die Sanierung einer Optimierung zwischen Energieeffizienz, Wirtschaftlichkeit und dem aktuellen Stand der Technik. Das Programm ComuLux hilft, die Hemmnisse bei der Umsetzung zu überwinden, indem Strukturen bereitgestellt werden, die den Gemeinden mehr Unabhängigkeit und Investitionssicherheit bieten. Ein Konsortium erarbeitet mit dem Schweizerischen Gemeindeverband (SGV) ein Programm, das den Ersatz von Strassenleuchten in Gemeinden zu tiefs-



ten Gesamtkosten ermöglicht. Das Konsortium ist so zusammengefügt, dass sowohl kommunikative wie technische, qualitative, ökonomische, organisatorische und Energieeffizienz-Anforderungen auf bestem Niveau erfüllt werden. Neben dem SGV als Kommunikations-träger agieren Planer für die lichttechnische Betreuung und die onlog AG für die Programmführung und die logistische Umsetzung. ComuLux besteht aus zwei Sektionen: ComuLux Pro und ComuLux Easy. ComuLux Pro subventioniert den Ersatz von Natriumdampflampen. Das Programm wird unterstützt durch das Förderprogramm ProKilowatt unter Leitung des Bundesamtes für Energie. ComuLux Easy ist auf den Ersatz von nicht subventionierten Leuchten ausgerichtet, damit die Gemeinden den gesamten technisch veralteten Leuchtenpark erneuern können.

Kontakt: 091 745 65 65

Mail: comulux@onlog.ch

Web: www.comulux.ch

Weitere Informationen finden Sie auch im Flyer, der dieser Ausgabe beiliegt.

Korrigenda

In der Februarausgabe ist uns auf Seite 15 im Artikel «Die Goodies der Gemeinden» ein Fehler unterlaufen. Richtig muss es heissen, dass Ittigen im Kanton Bern zu den wenigen *grossen* Gemeinden gehört, die noch auf die Gemeindeversammlung setzen, die anderen haben sie durch ein Parlament abgelöst. Die Redaktion bittet für das Versehen um Nachsicht. *red*



Impressum

54. Jahrgang / Nr. 544 / März/mars

Herausgeber/éditeur

Schweizerischer Gemeindeverband
Association des Communes Suisses

Partnerschaften/partenariats

Fachorganisation Kommunale Infrastruktur
Organisation Infrastructures communales
Konferenz der Stadt- und Gemeindeschreiber
Conférence des Secrétaires Municipaux

Verlag und Redaktion/éditions et rédaction

Laupenstrasse 35, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031 380 70 00
www.chgemeinden.ch
www.chcommunes.ch

Denise Lachat (dla), Chefredaktorin
Philippe Blatter (pb), Verantwortlicher Verbands-kommunikation
Céline Hoppler (hoc), Layout
info@chgemeinden.ch
Christian Schneider, Redaktion SKSG

Nachdruck

Alle Rechte vorbehalten. Nachdruck nur mit Genehmigung der Redaktion. Verlinkung erwünscht.

Druck und Spedition/impression et expédition Anzeigenmarketing/marketing des annonces

Stämpfli AG, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031 300 63 82, Fax 031 300 63 90
inserate@staempfli.com

Die nicht autorisierte und ohne gewichtige Eigenleistung erfolgende Bearbeitung und Verwertung von abgedruckten oder in elektronische Datenbanken eingespeisten Inseraten durch Dritte ist unzulässig und wird vom Inserenten untersagt. Dieser überträgt der Werbegesellschaft insbesondere das Recht, nach Rücksprache mit dem Verlag mit geeigneten Mitteln dagegen vorzugehen.

Auflage/tirage (WEMF/REMP 2016/2017)

Verkaufte Auflage/tirage vendu	2402 Ex.
Gratisauflage/tirage gratuit	1218 Ex.
Total/total	3620 Ex.

gedruckt in der
schweiz

CURAVIVA.CH

FACHKONGRESS ALTER 2017

DIE ALTERSPFLEGE VON MORGEN – VORAUSSCHAUEN
UND AKTIV MITGESTALTEN
19./20. SEPTEMBER 2017 · MONTREUX MUSIC
AND CONVENTION CENTRE



FRÜHBUCHER-
RABATT
bis
30. Mai 2017

www.congress.curaviva.ch



senesuisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Bundesamt für Gesundheit BAG



Kompetenzzentrum für Gebäudemanagement

Arbeitsplatzberechnungen der toolsuisse AG schaffen klare
Grundlagen für Verwalter und Hauswarte

Arbeitsplatzberechnungen



- Schulanlagen
- Verwaltungen
- Wohnüberbauungen
- Sportanlagen

CAD Services

- Digitale Plangrundlagen für das
Facility- Management
- Vermessung bestehender Gebäude



Beratungen Facility Management

- FM-Check
- Organisationsberatung
- Betriebskostenanalyse



info@toolsuisse.ch - www.toolsuisse.ch - 041 310 09 09

Professionelle Lösungen rund um Tür und Tor

- Gesamtkonzeptionen
- Individuallösungen
- Brandschutzstore
- Entwicklung von Torantrieben
- Planung und Produktion in Fehraltorf
- Reparaturen und Service

DARO TOR

Dahinden + Rohner Industrie Tor AG

CH-8320 Fehraltorf → Tel. +41 44 955 00 22
info@darotor.ch → www.darotor.ch



Bereit für den nächsten Schritt?
Jetzt weiterbilden.

Informationsanlass

Donnerstag, 23. März, 19 Uhr
Fachhochschulzentrum St.Gallen

Details und Anmeldung: www.fhsg.ch/infoabend

 **FHS St.Gallen**
Hochschule
für Angewandte Wissenschaften



FHO Fachhochschule Ostschweiz



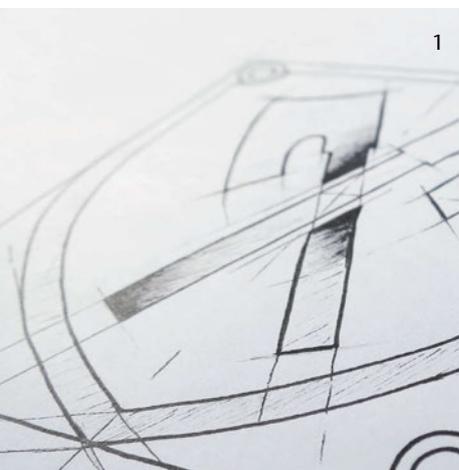
CLASSIC TOP

EIN STANDARD MIT NEUEN FEATURES

Bewährt und beständig sind Eigenschaften von Schachtabdeckungen aus Bauguss nach Schweizer Norm. ACO Classic Top Abdeckungen erfüllen diese vollends und empfehlen sich durch ausgesprochen hohe Qualität.

ACO Classic Top ist ein neuer Baustein der Infrastruktur, der durch individuelle Kennzeichnung punktet. In Form von Text, Logo oder Marke auf dem Deckel wird der Einbauort neu definiert.

Von der Designskizze zur fertigen Schachtabdeckung Classic Top aus massivem Messing.



- 1 Designskizze von Stadtwappen Biel, Schweiz
- 2 Fertiges Wappen aus massivem Messing
- 3 Detail Classic Top Beschriftung
- 4 Classic Top mit Beschriftung und Wappenschild